

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13869 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 31 AOUT 1989

Après des concessions mutuelles
accord a été signé pour redonner
n lieu de culte aux musulmans
de Charvieu-Chavagneux

Après des concessions mutuelles, un accord a été signé pour redonner un lieu de culte aux musulmans de Charvieu-Chavagneux. Le maire, Jean-Paul Lemerle, a annoncé que la commune avait accepté de céder un terrain à la mosquée. En échange, la mosquée s'engage à financer la construction d'une salle de sport pour la commune. L'accord a été signé par le maire et le représentant de la mosquée, M. Huchon.

Management Inc. veut porter
sa participation dans Hachen

Management Inc. veut porter sa participation dans Hachen. L'entreprise a annoncé qu'elle allait augmenter sa part dans la société. Cela permettra à Management Inc. d'avoir une influence plus grande sur la gestion de Hachen.

PROMOTIONS D'ÉTÉ
APPLE II COMPACT

LA SERRERIE
EST OUVERT

Pas de paix pour le Cambodge

La conférence de Paris sur le Cambodge se soldera par un échec, reconnu par M. Roland Dumas lorsqu'il a dit, dès le mardi 29 août, qu'il « était trop tôt pour parvenir à un compromis » sur la formule d'un gouvernement transitoire et sur un mécanisme international de contrôle. Quatre semaines de travail auront néanmoins permis de souligner qu'il n'y a qu'une façon de résoudre le conflit : contre les Khmers rouges et avec la Chine. Ce qui n'est pas simple puisque les soldats de Pol Pot, armés par Pékin, constituent la seule véritable carte chinoise.

Aucun règlement n'est concevable avec la participation des Khmers rouges. Non seulement parce qu'ils sont inacceptables, au même titre que les nazis, mais parce qu'ils n'ont qu'un objectif : reprendre, par tous les moyens, le pouvoir. Ils ne se sont pas amendés. Au mieux, ils seront s'ils mettent un pied dans Phnom-Penh, une cause permanente de guerre civile. Au pire, le Cambodge connaîtra un nouveau génocide.

Dans ce cadre, le prince Sihanouk peut jouer un rôle important, ce qui lui permettrait de sortir d'une situation intenable. Tout en laissant les Khmers rouges - ses anciens collègues meurtriers de plusieurs de ses parents - il est trop faible pour ne pas s'en servir comme d'un contrepoids dans la négociation. La Chine ne l'appuie que s'il maintient son alliance avec les Khmers rouges. Pour le reste, le prince est un homme seul, découragé par les querelles de son propre entourage.

Mais pour satisfaire la Chine tout en neutralisant les Khmers rouges il faudrait une volonté commune, notamment des Occidentaux. Les Vietnamiens se moquent du type de régime qui gouvernera demain le Cambodge, à condition qu'il ne s'agisse pas d'un pouvoir hostile, d'où l'exclusion à l'égard des Khmers rouges. A Paris, cependant, plutôt que de rechercher les garanties susceptibles de satisfaire Pékin, on s'est évertué à trouver l'impossible compromis entre tous les Cambodgiens, d'où l'échec des négociations. La bonne volonté française a eu pour effet, paradoxalement, de souligner l'essentiel : il ne peut y avoir ni accord ni paix au Cambodge avec les Khmers rouges.

M 0147 - 0831 0 - 4,50 F
3290147004500 08310

La formation du cabinet iranien

M. Rafsandjani renforce son pouvoir à Téhéran

L'Assemblée législative islamique (Majlis) a accordé, mardi 29 août, l'investiture au gouvernement proposé par le président Ali Akbar Rafsandjani, qui le dirigera. Ce gouvernement comprend douze nouveaux ministres, pour la plupart des techniciens. En revanche aucune des personnalités connues pour être de tendance radicale ne figure dans le « cabinet introuvable » de M. Rafsandjani, qui renforce sensiblement son pouvoir à Téhéran.

Rien ne semble plus devoir s'opposer à l'irrésistible ascension du nouveau président iranien, Ali Akbar Rafsandjani. Après trois jours de débats, souvent houleux, le Majlis s'est incliné et a accordé la confiance aux vingt-deux ministres du nouveau cabinet fort de Téhéran. Avec son « cabinet introuvable » de technocrates, le chef de l'Etat, qui s'est débarrassé de tous ses adversaires, dispose désormais de pouvoirs presque illimités pour mener à bien la tâche qu'il s'est fixée de reconstruire l'économie du pays et d'ouvrir l'Iran sur l'étranger.

Le vote n'a, en fait, été qu'une formalité et la résistance qu'ont opposée au Parlement et dans certains journaux les nostalgiques d'un khoménisme pur et dur, n'a été en réalité qu'une bataille d'arrière-garde, un baroud d'honneur purement symbolique.

M. Mehdi Karubi, le nouveau président du Majlis, que l'on représentait comme un farouche partisan de la ligne dure, opposée

au pragmatisme de M. Rafsandjani, a tout organisé pour désarmer toute velléité d'opposition.

Depuis la mort de Khomeiny, tout semble avoir été fait pour que rien ne puisse empêcher la « normalisation » du régime de Téhéran sous l'égide de M. Rafsandjani. Ce dernier, qui fait de plus en plus figure de véritable « guide » de la Révolution islamique, a disposé à cet effet de l'appui inconditionnel du guide officiel, l'ayatollah Khomeini, et du soutien enthousiaste du clergé traditionnel et du Bazar (1), tous deux désireux de mettre un terme à la « pagaille révolutionnaire » qui a caractérisé, au cours des dernières années, le pouvoir à Téhéran.

L'Iran se trouve désormais au seuil de son « ère thermidorienne ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 7.)

(1) La classe des marchands.

Le programme social du gouvernement

M. Rocard veut rassurer les syndicats et le PS

M. Rocard n'ayant pas voulu faire sa « rentrée » politique devant les seuls rocardiens, c'est M. Jean-Paul Huchon, son directeur de cabinet, qui a présenté, mardi 29 août à Avignon, le programme de travail de Matignon. L'objectif de ce que M. Huchon a appelé des « travaux d'Hercule » est de souligner l'ancrage à gauche du premier ministre avant le congrès du PS et de calmer les syndicats à la veille d'un automne qui pourrait être chaud.



Lire page 9 les articles de THIERRY FRÉCHET et de JEAN-MICHEL NORMAND

La lutte contre le trafic de drogue en Bolivie

Les « fourmis » de la cocaïne

Alors que le président George Bush s'apprête à annoncer, le 5 septembre, son plan de lutte antidrogue et que la Colombie est engagée dans une « guerre totale » contre les trafiquants, la Bolivie fait figure de cheville ouvrière du trafic de la cocaïne en Amérique latine.

COCHABAMBA correspondance

Une noria de lourds camions bâchés et de trailers dégingolés, dans la nuit, de Cochabamba vers la plaine tropicale de Chaparé : 3 300 mètres de dénivelé en un peu plus de trois heures. La piste est spectaculaire, bosselée, ravinée, coupée par des torrents en crue. Les phares de Pépé, un routier qui va jusqu'à Santa-Cruz, décomptent parfois des croix de bois. « Los nevados (les petits morts) de la route... », dit-il entre ses dents. Un bus a récemment basculé dans la pente, emporté par une coulée de boue. Pas de rescapés. Kilomètre 95 : encore une croix, plus haute que les

autres, blanche, fraîchement fleurie. « La tombe de Ricardo, commente Pépé. Un jeune « narco » de Cochabamba. Il s'est tué en moto. Comment. Il y a toujours des fleurs... »

Le convoi stoppe à l'aube à Villa-Tunari. Altitude 350 mètres, au pied de la cordillère et porte d'entrée du Chaparé : une jungle dense d'environ 200 kilomètres de long sur une centaine de large et qui produit 80 % de toute la coca bolivienne. Une certaine quantité est transformée, sur place, en cocaïne, le reste en Colombie ou ailleurs. Des sacs de sable protègent le poste militaire des « léopards » - une unité spéciale de lutte contre le trafic de drogue, financée et entraînée par les Américains.

En tenue camouflée, les soldats ont le teint de bronze, le visage rond et les hautes pommettes des paysans de l'Altiplano. La bourgeoisie est banale : rues boueuses, maisons aux parois de planches disjointes, toits de chaume.

MARCEL NIEDERGAUG.

(Lire la suite page 4.)

Le logement des immigrés dans la banlieue parisienne

Hôtels sans étoiles

L'incendie de l'hôtel Royal, le 25 août, à Clichy (Hauts-de-Seine), était bien d'origine criminelle. Les experts réalisés par le laboratoire central de la préfecture de police ont révélé des « petites traces d'essence dans la salle de réception ». Huit personnes ont trouvé la mort dans l'incendie de cet hôtel. Une réunion extraordinaire de l'Observatoire des hôtels meublés de Clichy consacrée à cet incendie, et plus largement, aux problèmes soulevés par les hôtels meublés, a eu lieu le mercredi 30 août à la mairie, en présence notamment de représentants des ministères de l'intérieur, du logement et des affaires sociales.

La veste à carreaux d'Inacio lui a été offerte par l'hôtel, et sa compagnie porte, depuis deux jours, le chandail de la gendarmerie du centre où ils ont été hébergés. Leur fils Romeo, qui a deux ans et demi, a trouvé un pyjama de fortune

qu'il porte désormais nuit et jour. Tous trois n'ont plus rien, pas même des chaussures. Le lendemain de l'incendie de l'hôtel où ils vivaient, la mère de Romeo a marché toute la journée avec une paire de souliers trop petits provenant des premiers dons.

Rue de Villeneuve, à l'hôtel Royal, leur chambre, qui portait le numéro 25, a été entièrement carbonisée. Tout a brûlé. Le lit, l'armoire, les vêtements, la télévision, le réfrigérateur, la valise. Tous les meubles de leur « appartement ». En sept ans, Inacio, qui venait du Portugal, avait fini par s'installer. Il avait refait les peintures de sa chambre, recollé du papier peint sur les murs, et bricolé un coin cuisine composé d'un réchaud et d'un réfrigérateur. Sans que le propriétaire lui donne le moindre comp de main. Il vivait là avec sa compagne et son fils. Dans 8 mètres carrés.

Il avait fallu acheter draps et serviettes dès les premiers jours car ceux que le propriétaire leur avait donnés étaient « sales et déchirés ».

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 10.)

En marge de la crise de la gendarmerie

Surenchères policières

Le ministère de l'intérieur s'attend à une forte contestation dans la police nationale à partir de la mi-septembre. Engagée depuis avril dernier dans un mouvement revendicatif concernant essentiellement les salaires, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), principale force syndicale policière, est, en effet, déterminée à se lancer dans des actions illimitées sur les lieux de travail si elle n'obtient pas « 800 F d'augmentation pour tous ».

Cette radicalisation est une retombée de la crise de la gendarmerie nationale. Décadée dans la précipitation, sans réflexion d'ensemble sur l'équilibre et la complémentarité des deux forces

concourant à la sécurité intérieure, les mesures en faveur des gendarmes entraînent une surenchère des policiers très attachés à la parité. D'autant plus qu'il apparaît qu'à fonctions égales les gendarmes gagnent 1 000 F à 2 000 F de plus que les policiers. « On doit parvenir dans l'ordre et la négociation à donner satisfaction aux personnels qui travaillent bien », a déclaré, mercredi 30 août, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, partisan d'un « plan d'orientation pour la sécurité intérieure », coordonnant les efforts en faveur de la police et de la gendarmerie.

(Lire page 10 l'article d'EDWY PLENEL.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 1 000 L. ; Libye, 1 000 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 120 sk. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,80 \$; USA (Canada), 2 \$.

لکڑی سے لکھا

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

« Ce n'est pas encore la Résistance, mais c'est déjà le refus de l'occupation. D'initiatives isolées en actions plus concertées, les groupes s'organisent, qui deviendront mouvements puis réseaux. Mais les Allemands, avec l'aide de la police française, commencent la répression. »

« **E**TALE une belle indifférence, mais entretiens secrètement la colère. Elle pourra servir. » C'était le vingt et unième des *Conseils à l'occupé*, qu'on pouvait se procurer sous le manteau, à Paris, dès août 1940. Car la naissance de la France libre ne doit pas faire oublier que se sont manifestés dès l'été 40 des femmes et des hommes décidés eux aussi à « faire quelque chose », dans un mouvement spontané qui se passa de mentor : c'est l'embryon de la résistance intérieure. Et voir que ce n'était encore qu'une juxtaposition d'initiatives, dépourvues de moyens et, somme toute, peu crédibles. C'était pourtant une relève politique potentielle.

On résiste pour refuser la défaite et l'occupation ; on refuse le conformisme et le « mea-culpisme » ambiants ; on trouve la situation plus complexe que les autorités et les augures la présentent. On ose ce postulat : la guerre n'est pas finie ; par exemple, le 25 novembre 1940, dans le premier numéro de *Liberté*, des démocrates-chrétiens affirmaient : « Nous refusons de nous avouer vaincus. Nous refusons plus encore d'aller l'Allemagne à nous vaincre indéfiniment. Nous pouvons contribuer à la défaite allemande, et il n'est pas pour les Français de devoir plus impérieux [...] ». A l'époque, cette analyse n'avait rien d'évident, même si la Grande-Bretagne, en tenant tête au Reich, révélait des espoirs. Et la Résistance naissante eut d'abord à lutter contre la répression résumée par Jean Cassou : « Chacun est rentré chez soi. »

Ces premiers résistants manquaient de tout : pas d'armes, cela va de soi (il n'était d'ailleurs pas question de lutte armée dans l'immédiat), fort peu d'argent, et, au départ, ni ronéo ni papier. A ceux qui se voulaient des professionnels, ils passaient pour des amateurs peu fiables, à la limite dangereux. Même en 1941 (et on imagine ce qu'aurait été la scène en 1940), l'ex-baroudeur d'Espagne André Malraux regarda de haut Claude Bourdet, qui avait pourtant acquis quelques expériences : « [...] *Prés-vous de l'argent ? C'était à peu près comme de demander à un chrétien quand il a vu Jésus-Christ pour la dernière fois. Nouveau renflement : nouvelle question : « Avez-vous des armes ? » Nouveaux balbutiements, mêlés de quelques espoirs en forme de prévisions plus ou moins optimistes, et d'ailleurs incertaines quant au lieu, la date et la nature. « Bon, fit Malraux, revenez-moi voir quand vous aurez de l'argent et des armes. » Et, sauf pour quelques militants du PCF, rien ne prédisposait ces volontaires à mener une double vie, en respectant des mesures élémentaires de sécurité (de là, des imprudences souvent fatales).*

BIEN plus, à l'époque, les résistants ne pouvaient rien attendre de l'extérieur : ils n'avaient à peu près aucune relation avec la France libre, pour des raisons techniques (le premier Lysander venu de Grande-Bretagne atterrit en septembre 1941) et par méconnaissance réciproque. Certains résistants éprouvent même de la défiance à l'égard d'un homme qui parle au nom de la France captive, sans en savoir grand-chose, dans un flou politique gênant.

Les divergences entre les résistants eux-mêmes n'arrangent rien. Ceux qui n'appartenaient pas au PCF clandestin, ou ne sont pas dans sa mouvance, se méfient des communistes, ou les excluent. Car si la ligne de l'*Humanité* évolue (dans l'automne, elle en reste à la « guerre impérialiste », mais le Reich est devenu le « gangster » le plus redou-

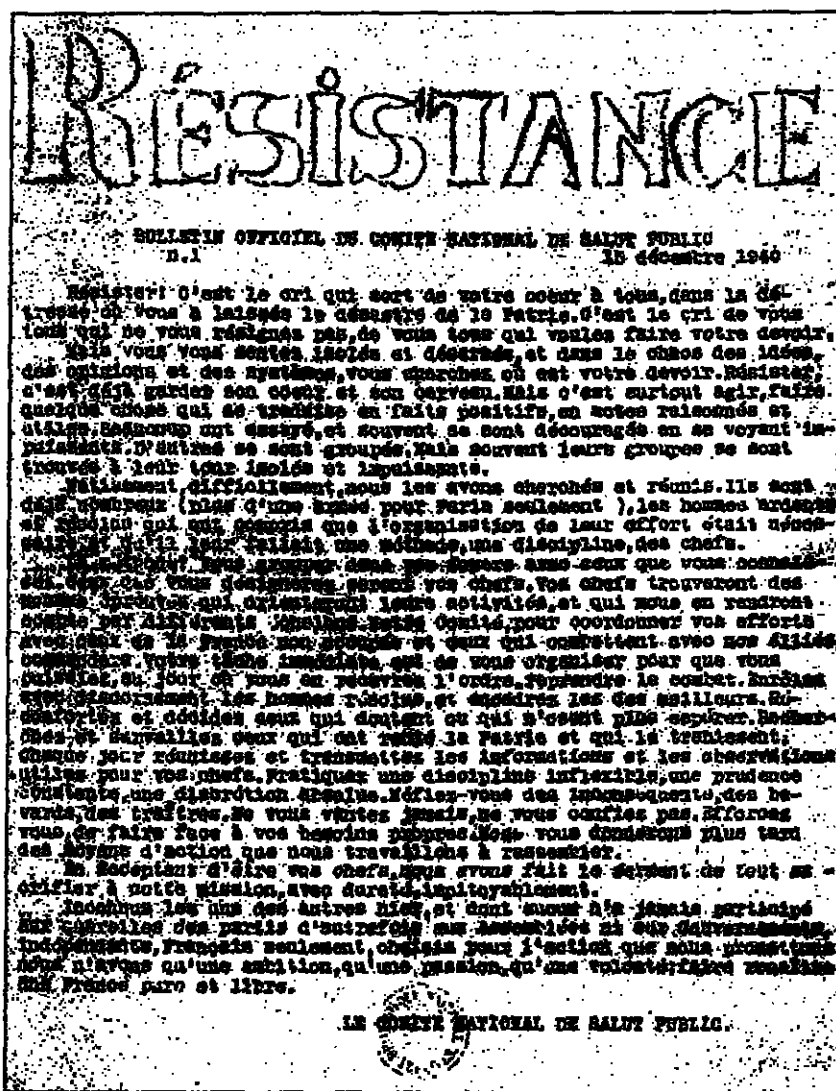
table), reste vivace le souvenir du revirement communiste de l'automne 1939, après le pacte germano-soviétique. Symétriquement, les convictions républicaines de ceux qui condamnent définitivement l'homme de Montoire les opposent aux résistants qui récusent la collaboration d'Etat mais approuvent en partie les objectifs de la « Révolution nationale ».

La ligne de démarcation allait, là encore, être un obstacle : à part le Front national (mis en place par les communistes au printemps 1941), aucun mouvement ne se développera à la fois au Nord et au Sud. Et, dans le Nord occupé, la tonalité sera peut-être plus militaire, plus apolitique, alors qu'au Sud apparaissent plutôt des enjeux politiques.

Dénombrer précisément ceux qui sautaient le pas est impossible. Ils étaient certainement ultraminoritaires (et d'ailleurs ils affirmaient volontiers avoir été des *happy few*). Risquons une approximation : peut-être étaient-ils, à la fin 1940, une trentaine de milliers. Une analyse sociologique est encore plus aléatoire ; il semble pourtant que, à l'exception notable des paysans, tous les milieux aient été représentés. On soulignera en tout cas le rôle joué immédiatement par les femmes.

COMME ils devaient souvent prendre des distances, voire rompre avec leur milieu, on est tenté de leur attribuer des tempéraments de marginaux, comme le fait, dans *Le Chagrin et la Pitié*, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, l'un des fondateurs du mouvement Libération Sud. Sans doute, également, faut-il faire la part des rencontres, voire du hasard. Vercors, récupérant sa maison occupée par un officier de la Wehrmacht, raconte que c'est parce qu'il avait omis une fois de le saluer qu'il avait ensuite continué (c'est la trame du *Silence de la mer*). Mais jouaient encore plus les réseaux professionnels et les affinités politiques. Certains, il est vrai, se veulent apolitiques — cette manière très classique de faire de la politique, — entendant mener un combat strictement nationaliste. Mais d'autres adoptent dès l'abord une ligne disons jacobine, où le combat contre l'envahisseur se double d'une volonté de promouvoir une République pure et dure. D'autres, enfin, réagissent par antifascisme, dans la tradition social-démocrate ou marxiste-léniniste, sans oublier les anti-nazis chrétiens qui diffuseront en 1941 les *Cahiers du témoignage chrétien*. Se regroupent assez vite des militants anti-munichois, socialistes de la tendance Blum et des syndicalistes, et, par ailleurs, des démocrates-chrétiens opposés aux accords de Munich. A l'intérieur du PCF, de jeunes communistes issus des brigades internationales préconisent rapidement l'action contre l'occupant. Au total, si la Résistance a pu apparaître comme une force de rupture, elle doit s'analyser aussi sous l'angle de la continuité politique.

Malgré tous ces obstacles, certains décident de « faire quelque chose » (c'est l'expression souvent employée). Mais quoi, et comment ? Très vite, certains, le plus souvent des isolés, sabotent quand l'occasion s'en présente, en zone nord, des câbles ou des lignes téléphoniques. De façon spontanée aussi, se constituent, avec des relais dans les deux zones, des filières d'évasion. D'abord pour les prisonniers, puis pour les personnes qui doivent fuir la zone d'occupation. Dès le début de l'année 1941, sous l'impulsion d'agents venus de Londres, ces filières allaient se perfectionner, permettant par exemple à des aviateurs anglais abattus dans le nord de la France de parvenir à la frontière espagnole grâce, notamment, à des passeurs spécialisés dans la traversée de la ligne de démarcation. De même, des hommes et des femmes avaient-ils en l'idée de recueillir des renseignements sur le déplacement des navires de la Kriegsmarine ou sur l'emplacement de telle ou telle batterie de DCA. Ils ne pourront les transmettre avec efficacité que lorsque seront créés des réseaux de renseignements opérationnels au début 1941 (la Confrérie Notre-Dame, montée par Rémy, un agent de la France libre, ou Alliance, par un officier nationaliste,



Une des premières feuilles clandestines.

XXXIII - Résister

par
Jean-Pierre Azéma

Loustaunau-Lacau, avec l'aide de Marie-Madeleine Fourcade, et qui dans un premier temps dépendra de l'Intelligence Service). Car on réserve ce terme de « réseaux » à des organismes constitués en vue d'un objectif militaire précis (le renseignement, l'évasion, etc.), et qui, de fait, n'ont pu se développer qu'à partir du moment où ils entrent en liaison avec des forces extérieures à la France (en 1940, les Britanniques ou les Français libres).

On pouvait aussi vouloir agir en France sur l'opinion publique en luttant contre la propagande allemande et vichyssoise : apparaissent, dès les premières semaines de l'Occupation, des tracts, des journaux, voire des brochures, comme ces *Conseils à l'occupé*, de Jean Texcier, un fonctionnaire qui avait collaboré avant-guerre à la presse socialiste, ou, en octobre, le premier numéro de *Pantagruel*, rédigé, composé et tiré par un éditeur de musique alsacien, Robert Deiss, qui en sortira 16 avant d'être arrêté en octobre 1941 et exécuté à la hache en 1943. Si ces deux-là étaient très soignés, la plupart de ces premiers journaux clandestins étaient de simples recto-verso, pas toujours dactylographiés, au mieux ronéotés. Ainsi, le premier numéro, daté du 1^{er} décembre, de *Libération* (Nord), a-t-il été dactylographié à 7 exemplaires par un fonctionnaire, militant syndicaliste, Christian Pineau, qui, sous le pseudonyme de « François Buteval » (et de « capitaine Brécourt », ce qui faisait plus sérieux pour diffuser des informations d'ordre militaire), rédigea à lui seul 70 des 190 numéros parus jusqu'à la Libération. *La Libre France*, qui deviendra *l'Arc*, sort en octobre sur 6 ou 8 pages, mais sans dépasser 300 exemplaires, et, après 20 numéros, s'arrête en janvier 1941, lorsque son fondateur, un inspecteur des finances honoraire, Jules Corraerd, passe en zone libre.

C'est le plus souvent autour d'un journal que se développeront ce qu'on appelle les « mouvements de résistance » (et non pas « réseaux »), dont l'objectif deviendra d'organiser militairement et

surtout politiquement la population. En 1940, on parle encore de « groupes », de « noyaux » : groupe Maintenir (à Paris), groupe Morpain (au Havre) ; le capitaine Henri Frenay jette à Marseille les bases du Mouvement de libération nationale ; à Clermont-Ferrand, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, journaliste, avec l'aide du philosophe Jean Cavailles et de Lucie Aubrac, agrège d'historiens, espèrent s'implanter parmi les militants socialistes et syndicalistes. Des enseignants de droit et d'économie politique, François de Menthon, Pierre-Henri Teilgand, Paul Coste-Floret, René Courria, de sensibilité démocrate-chrétienne, créent en zone sud *Liberté*. Mais cette activité multiforme ne doit pas faire illusion : on en est encore aux premières prises de contact.

UNE recension exhaustive serait fastidieuse. Suivons plutôt de sa naissance à sa disparition tragique le « mouvement du Musée de l'homme » : un groupe (souvent baptisé abusivement « réseau »), qui a disparu avant de pouvoir être qualifié de « mouvement », alors qu'il en possédait toutes les caractéristiques. Au Musée de l'homme, alors installé au palais de Chaillot, Boris Vidé, un linguiste à la personnalité exceptionnelle, Anatole Lewitsky, anthropologue, spécialiste mondialement connu de la Sibérie, Yvonne Oddon, une femme remarquable, responsable des bibliothèques, avec la complicité du directeur Paul Rivet, vont, par anti-nazisme, chercher à « faire quelque chose » dès juillet. Ils contactent des collègues, bien sûr, mais aussi d'autres intellectuels, l'essayiste Claude Aveline, le conservateur en chef du Musée d'art moderne, Jean Cassou, Marcel Abraham, ancien directeur de cabinet de Jean Zay, Agnès Humbert, une historienne du Musée des arts et traditions populaires, l'éditeur Emile-Paul, Simone Martin-Chauffier ; des avocats comme Léon-Maurice Nordmann ou Albert Jubineau ; une ethnologue, Germaine Tillon, et ses amis ; enfin, des patriotes de Béthune qui avaient organisé autour d'une garagiste, Sylvette Leleu, et de Jules Andrieu, proviseur, une filière d'évasion pour les prisonniers de guerre. Suffisamment ambitieux et décidés pour se proclamer

Comité national de salut public », ils montent deux filières d'évasion et font sortir, le 15 décembre, un journal de 4 pages, *Résistance*. Ce titre avait été suggéré par Yvonne Oddon, d'origine protestante, qui s'était souvenue que les huguenotes enfermées dans la tour Constance, à Aigues-Mortes, avaient brûlé sur les murs : « résister ». Ce premier numéro, avec un certain nombre d'informations sur l'évolution de la guerre, mettait en garde les Français contre la tentation de rester isolés, affirmant qu'ils étaient « nombreux » à vouloir agir. Le Comité national de salut public se proposait de coordonner l'ensemble. Il n'y aura que 5 numéros de *Résistance* (et le cinquième sera en fait pris en charge par Pierre Brocas). Car, entre-temps, les responsables du mouvement étaient tombés : le service de sécurité allemand avait été alerté par la police française, qui avait mis la main sur un paquet de journaux et un carnet d'adresses. Puis, comme le plus souvent dans ce qu'il est convenu d'appeler les « affaires » de la Résistance française, un traître allait démanteler l'organisation : Albert Gaveau, dont la mère était allemande, et qui, surtout, travaillait pour de l'argent (quittant la France en 1944, il y reviendra un an plus tard, vivant discrètement, pour être arrêté et jugé en 1949 ; il sauvera sa tête). Les arrestations commencent au début de janvier 1941, et, fin février, le mouvement du Musée de l'homme, décapité, avait cessé d'exister. Le 8 janvier 1942, 19 inculpés étaient accusés d'espionnage devant un tribunal militaire allemand : 10 étaient condamnés à mort ; les 7 hommes étaient fusillés au Mont-Valérien le 23 février.

CETTE histoire d'un mouvement, à bien des égards exemplaire, incite à ne pas surestimer le poids de la Résistance dans la France de 1940. Si du matériel de la Wehrmacht est, ici et là, détruit, la sécurité des forces d'occupation n'est pour l'heure en rien menacée. Face à la machine de guerre du Reich et à ses services de répression, les groupes et réseaux improvisent, cherchent leur voie. L'éparpillement prévaut, et c'est seulement à compter de 1942 qu'on verra émerger une identité collective de la Résistance. C'est pourquoi en 1940 elle n'a pas acquis une véritable légitimité aux yeux d'une population qu'elle cherche pourtant à gagner. Et d'ailleurs bien des responsables hésitent encore sur le statut à accorder à Philippe Pétain (le manifeste rédigé en 1941 par Freyzy déclare : « Puisse le maréchal Pétain vivre suffisamment longtemps pour voir notre œuvre couronnée de succès ! ») et sur le régime de Vichy. On hésite même, parfois, sur les finalités de l'action : *Pantagruel* se présente comme « une feuille d'informations, et non de lutte vaine contre l'autorité occupante ». Bref, on est encore loin de la maturité. Reste que ces journaux artisanaux, ces renseignements fournis déjà une réponse cohérente — même si elle peut sembler encore très inefficace — au traumatisme de la défaite. Et pour des attentistes, qui ne sont pas séduits par Vichy mais qui n'oublient pas les défaillances des élites en mai-juin, ces hommes nouveaux représenteront une relève politique. Pour y arriver, il faudra cet « immense travail quotidien, patient, secret et sans pitié », qu'évoquait fort justement le deuxième numéro de *Résistance*.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Claude Bellanger, *Presse clandestine 1940-1944*, Paris, Colin, 1961, 263 p.
- Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy, 1940-1942*, Seyssel, Champ-Vallon, 1989, 350 p.
- Martin Blumenson, *Le Réseau du Musée de l'homme*, Paris, Seuil, 1979, 284 p.
- Henri Nogues, en collaboration avec Marcel Deghame-Fouché et Jean-Louis Vigier, *Histoire de la Résistance en France, juin 1940-juin 1941*, tome I, Paris, Larfont, 1967, 510 p.

Demain :
Une révolution de palais.

Dans un rapport remis à la Chine et aux Nations unies

Amnesty International a recensé des témoignages accablants sur la répression du « printemps de Pékin »

Dans un régime qui a élevé le secret à la hauteur d'une institution et qui n'a même pas eu de victimes sur la place Tiananmen lors de l'intervention de l'armée, les étudiants au petit matin du 4 juin dernier, il était impossible d'avoir des informations officielles fiables. Les enquêteurs se sont donc plongés dans les articles de presse et les documents, ont interviewé des témoins. S'ils ne sont pas parvenus à dresser une liste certaine des victimes — en particulier pendant les heures sanglantes du 4 juin à l'aube — du moins ont-ils relevé de multiples témoignages des violences et des massacres et tracent-ils la genèse du drame.

Dans une chronologie de cet engrenage sans pitié de la répression, Amnesty relate par exemple le carnage causé par deux blindés qui ont foncé systématiquement sur la foule dans la grande avenue Chang'an à Pékin peu après minuit, écrasant de nombreuses personnes; la fusillade contre une foule désarmée près de la porte Tiananmen à 2 heures; les manifestants fustigés par dizaines près de la Stèle aux héros, au cœur de la place Tiananmen vers 4 heures; les tirs contre les bandes aux abords de la place vers 5 h 30; le mitraillage et l'attaque par des chars à 6 heures, à Lufubou, d'un cortège d'étudiants qui s'étaient retirés de la place et rentraient vers leur campus.

Les témoignages sur les centaines de morts dans l'ouest de Pékin, par où sont arrivés les premiers soldats et blindés, ne sont pas moins effrayants. Certes, on a pu lire ou voir de nombreux reportages sur ces atrocités; mais ce catalogue de la répression annoncée, par l'accumulation même de faits, n'en est que

plus effrayant. Même si le bilan minimal auquel arrive Amnesty, en se fondant sur les estimations les plus conservatrices — au moins mille trois cents morts — est beaucoup plus faible que d'autres sources qui parlent de plus de dix mille victimes. Depuis lors les exécutions ont continué, alors que se multipliaient les arrestations.

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU avait déjà reçu, le 28 août, un rapport sur les tortures, y compris sexuelles, de prisonniers tibétains, rédigé par l'Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale.

« Une lente de longue durée »

Amnesty va plus loin, décomptant le processus qui a amené Pékin à chasser « pour l'exemple », utilisant la répression comme « instrument politique » pour assouvir son autorité vacillante, sa « décision délibérée » de « mettre un terme au mouvement de protestation non violent, même si cela impliquait un massacre de grande ampleur ».

Aucun élément n'a jamais permis aux enquêteurs de donner foi à l'accusation de « complot contre-révolutionnaire » utilisée par M. Deng Xiaoping pour justifier ce que certains témoins appellent une « boucherie ».

Dans la répression, tous les moyens ont été utilisés : exécutions

« extra-judiciaires », tortures et mauvais traitements, arrestations arbitraires, procès — et des sélections de justice — la Chine dispose d'une pratique judiciaire qui peut se révéler inique quand les jugements sont décidés d'avance par les autorités locales ou en vertu de campagnes nationales comme celle sur la criminalité de 1983, et qui empêche les avocats de défendre leurs clients et les accusés de se défendre eux-mêmes.

La Chine a, bien entendu, démenti être livrée à des violations des droits de l'homme, affirmant que la répression était justifiée par un « complot » et que, de toute manière, personne n'avait le droit d'ingérer dans ses affaires intérieures. Cependant, le nombre d'arrestations — plus de cent mille, selon les dires — et des sélections — des milliers, — même si elles se font désormais dans le secret, les instructions données à la police de se « préparer mentalement à une lutte de longue durée » (selon la télévision de Pékin), aux juges d'être sans pitié, ne laissent aucun doute sur la

volonté du régime d'écraser toute opposition.

Le vice-président de la République Wang Zhen n'a pas mâché ses mots : dans un document révélé par le *Wen Wei Po* de Hongkong, il a appelé en juillet à « totalement éradiquer (...) les bourgeois libéraux, émeutiers et contre-révolutionnaires (...) », en supprimant un grand nombre, les tuer ou les rééduquer, selon le cas, en envoyant un grand nombre en camps de travail, retirer à tous leur permis de résidence en ville et les envoyer dans les régions frontalières se reformer par le travail forcé.

Reprenant la thèse d'un « complot » étranger, le *Quotidien du peuple* a rendu compte d'un ouvrage récent dénonçant la voie « pacifique » par laquelle les pays capitalistes — après avoir échoué par la main forte dans les années 50 — tentent de renverser le socialisme chinois par une propagande en faveur de l'évolution démocratique, de la « liberté » et des « droits de l'homme ». La répression dénoncée par Amnesty International n'est donc pas un accident, elle risque de se prolonger d'autant plus que le régime de M. Deng se sent mal assuré.

P. de B.

« Chronique de la répression » — Le Comité des sinologues pour la démocratie en Chine publie depuis juin dernier une *Chronique de la répression* donnant toutes les informations disponibles sur les violations des droits de l'homme. On peut les contacter auprès de la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

JAPON : le nouveau premier ministre à Washington

Paralyse nippone et impatience américaine

TOKYO de notre correspondant

La visite rituelle d'un nouveau premier ministre japonais à Washington, peu après son accession au pouvoir, ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour M. Kaifu, qui devait quitter Tokyo, mercredi 30 août, pour les Etats-Unis. Rarement, en effet, un chef de gouvernement japonais aura été dans une position aussi précaire. Comme ses prédécesseurs, M. Kaifu donnera des assurances à ses interlocuteurs sur les deux grandes questions (déficit commercial et sécurité) toujours à l'ordre du jour des relations américano-japonaises.

Unis à l'égard du Japon (qui se situe aux alentours de 50 milliards de dollars par an) seront comme d'habitude au centre des entretiens. La politique de libéralisation poursuivie jusqu'à présent risque d'être momentanément compromise par les pressions du Parti socialiste japonais (PSJ), qui cherche à gagner les voix de l'électorat paysan. Il est peu vraisemblable, d'autre part, que M. Kaifu puisse faire progresser substantiellement une réforme du système de distribution (l'une des clés de l'ouverture du marché nippon pour les Américains) au risque de s'aliéner les quatorze millions de petits commerçants.

Sur le problème plus fondamental de la sécurité, et particulièrement de



Mais il ne sera guère en mesure de les convaincre que ses engagements seront suivis d'effets.

La crise de pouvoir que traverse le Japon a été jusqu'à présent plus ou moins cantonnée à des problèmes d'équilibres internes. La visite de M. Kaifu aux Etats-Unis sera l'occasion de mesurer son impact sur le plan international en mettant notamment en lumière la phase d'incertitude dans laquelle entrent les relations américano-japonaises. La paralysie politique de Tokyo coïncide précisément avec un moment où l'attitude américaine à l'égard de son grand allié du Pacifique est empreinte d'évidents signes d'impatience.

M. Kaifu, qui se rendra, après Washington, au Mexique et au Canada, rencontrera le président Bush le 1^{er} septembre. Si, jusqu'à présent, les relations entre Tokyo et Washington n'ont pas été exemptées de frictions et d'incompréhensions, elles étaient néanmoins fondées sur une volonté commune des deux gouvernements de trouver des compromis. Cette fois, un tel souci n'a certes pas disparu, mais l'un des paramètres n'est plus en mesure de tenir ses engagements. Non seulement M. Bush aura pour interlocuteur un homme qui ne dispose pas d'une base dans son parti lui permettant d'imposer, le cas échéant, des sacrifices, mais encore une sérieuse incertitude est apparue dans l'équation des relations nippo-américaines : le poids de l'opposition depuis que le Parti libéral-démocrate a perdu la majorité au Sénat, le 26 juillet.

Si l'opposition n'est pas encore en mesure de faire prévaloir ses vues, elle peut néanmoins jouer l'obstruction et paralyser la vie parlementaire. Dans une phase ascendante, elle n'a en outre pas grand-chose à perdre à recourir à la démagogie.

L'ouverture du marché nippon et du déficit commercial des Etats-

l'exigence de Washington d'une prise en charge plus grande, par le Japon, de l'entretien des troupes américaines stationnées sur l'archipel, le renforcement de l'opposition risquent, là encore, de paralyser toute initiative de Tokyo. Le 2 août, le Sénat américain a voté une résolution demandant que le Japon assume la totalité des frais du stationnement des troupes américaines. L'année dernière, Tokyo avait accepté de prendre en charge les salaires des employés japonais travaillant sur les bases. Cet accord doit être révisé en 1991.

Les socialistes ont certes récemment infléchi leur position en ce qui concerne le traité de sécurité avec les Etats-Unis (acceptant de l'honneur afin de préserver la continuité de la diplomatie nippone), mais ils demandent toujours cependant le retrait des troupes américaines stationnées au Japon.

Les dirigeants américains sont conscients des difficultés internes rencontrées par les conservateurs japonais. Lorsque le Japon était plus faible, économiquement et politiquement, les Etats-Unis avaient limité leurs pressions afin de ne pas favoriser l'opposition. Ce ne sont sans doute plus aujourd'hui les préoccupations majeures des Américains à l'égard d'un pays économiquement puissant et dont la force est ressentie aux Etats-Unis comme une menace. Mais, pour la première fois, ils ont affaire à un pouvoir politique paralysé, sans pour autant que l'initiative soit passée à l'opposition. Dans la meilleure des hypothèses, quel que soit le cas de figure (redressement du Parti libéral-démocrate ou coalition de celui-ci avec les forces centristes), il faudra une bonne année avant que Washington ait à nouveau un interlocuteur nippon en mesure de prendre des décisions.

PHILIPPE PONS.

INDE

Grève générale à l'appel de l'opposition

New-Delhi (AFP). — Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées, mardi 29 août, à travers le pays, selon l'agence PTI et des sources de l'opposition, à la veille d'un appel à la grève générale lancé pour protester contre le gouvernement de M. Rajiv Gandhi et appuyer les demandes de démission du premier ministre lancées par les partis d'opposition. Des rafles ont abouti à l'interpellation de plusieurs centaines de cadres des partis d'opposition et de syndicats (marxistes) considérés comme « éléments antisociaux », ont annoncé des sources de l'opposition.

L'agence officielle PTI, pour sa part, fait état de plus de cinq cents arrestations dans trois Etats et un territoire fédéral. Un porte-parole du Parti communiste indien (marxiste), qui administre deux des Etats fédérés, a, de son côté, déclaré que des syndicalistes avaient été interpellés à leur domicile et dans les usines, dans les centres indus-

triels d'Okhla et Mayapuri, à New-Delhi.

L'appel à la grève générale a réuni une opposition indienne traditionnellement divisée et qui tente d'évincer M. Gandhi à l'occasion des prochaines élections générales. Les accusations de corruption contre le gouvernement se sont amplifiées fin juillet avec la publication d'un rapport officiel confirmant diverses irrégularités lors de la signature d'un contrat d'armement avec la firme suédoise Bofors en 1986, en particulier le paiement de quatre 50 millions de dollars de commission. Il s'agit, selon l'opposition, de pots-de-vin versés dans l'entourage de M. Gandhi.

Depuis la publication de ce rapport, les partis d'opposition ont accusé le gouvernement d'avoir, d'abord avec la démission collective de plus de cent de leurs représentants à la Chambre basse du Parlement fin juillet, puis avec la campagne pour cette grève.

Le Ladakh, zone de tourisme en proie à la violence

NEW-DELHI de notre correspondant

Un couvre-feu d'une durée indéfinie a été instauré dimanche 27 août à Leh, la « capitale » de la région du Ladakh, à la suite de violents incidents dont le bilan est de trois morts. Pour la troisième fois depuis quelques mois, l'armée a dû intervenir pour mettre un terme aux affrontements entre bouddhistes et musulmans. En juin et juillet, plusieurs incidents s'étaient déjà produits dans la vallée de Leh et de Kargil, et le 8 août, plusieurs dizaines de véhicules transportant des touristes avaient été attaqués par des jets de pierres et certains avaient été brûlés.

Cette recrudescence de l'agitation au Ladakh a été favorisée par l'arrestation récente d'activistes de l'association bouddhiste du Ladakh, la LBA, dont la revendication essentielle est d'obtenir pour leur région le statut de territoire de l'Union indienne (comme Chandigarh ou Delhi) pour résister à ceux que les Ladakhs appellent les « envahisseurs » de l'Etat de Jammu-et-

Cachemire auquel le Ladakh est rattaché administrativement.

La question du Ladakh est en réalité celle, classique, d'une société longtemps préservée d'influences extérieures, et qui voit son identité mise à mal, à la fois par des voisins très entreprenants en matière de commerce et aussi par un boom touristique (depuis 1974), seule chance de développement de la région.

M. Rigzin Jora, secrétaire général de la LBA, explique que, dans le district de Leh, où les bouddhistes sont majoritaires, 12 % d'« envahisseurs » (les Cachemirites) détiennent 40 % des emplois gouvernementaux. Les murs de Leh se sont couverts depuis quelque temps d'affiches dénonçant les « persécutions » et les discriminations dont sont victimes les Ladakhs de la part du gouvernement du Cachemire. Les journaux de Srinagar, pour leur part, prétendent que la minorité musulmane du Ladakh (environ 60 % de bouddhistes et 40 % de musulmans) est, elle aussi, persécutée par les bouddhistes.

L. Z.

● AFGHANISTAN : boycottage des réunions du gouvernement de la résistance. — Le ministre des affaires étrangères du gouvernement proclame de la résistance, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-I-Islami, l'une des sept factions sunnites de la résistance, boycottera les réunions du gouvernement jusqu'à tenue d'élections en Afghanistan, selon un communiqué publié mardi 29 août à Peshawar (Pakistan). La faction que dirige M. Hekmatyar est récemment entrée en conflit avec l'autre faction domi-

nante de la résistance, le Jamiat-I-Islami (le Monde du 30 août).

Le gouvernement provisoire avait promis que des élections seraient organisées en Afghanistan dans un délai de six mois et que le siège du gouvernement serait transféré en Afghanistan. M. Hekmatyar rejoindra le cabinet dès que des « assurances catégoriques » auront été données sur la tenue prochaine d'élections, a déclaré un porte-parole de sa faction. — (AFP.)

VIETNAM

Quand le Parti communiste dénonce un « coup d'Etat contre-révolutionnaire » en Pologne

Les communistes vietnamiens entendent contrôler la « libéralisation » dont leur pays est le théâtre depuis le VI^e congrès du parti, qui, en décembre 1986, a donné un coup d'accélérateur aux réformes économiques en gestion depuis plusieurs années. Ces préoccupations se sont déjà traduites par une campagne contre les récents changements en Pologne.

Un septième plénum du comité central du PC, réuni du 15 au 22 août à Hô-Chi-Minh-Ville et consacré aux « problèmes urgents du travail idéologique », a donné lieu à d'intenses débats, si l'on en croit différentes sources, dont l'AFP. Selon un communiqué diffusé une semaine plus tard, M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du PC depuis le VI^e congrès, a analysé « la situation idéologique au sein du parti et parmi la population devant des développements importants dans le monde ».

Le communiqué indique également que les réformes engagées dans les Etats de l'Est font de « certains pays » connaissance de « sérieuses difficultés ». Le PC en profite pour rappeler son soutien au POUF (le Parti ouvrier unifié de Pologne) en accusant notamment le syndicat Solidarité et les « forces impérialistes » d'entreprendre « un coup d'Etat contre-révolutionnaire ». Au Vietnam, ajoute-t-il, « des pensées erronées » sont apparues chez un petit nombre de cadres et membres du parti « qui se font des illusions sur la nature du changement du capitalisme ».

La thèse de la « contre-révolution » en Pologne est apparue depuis quelques jours dans la presse vietnamienne. Le *Nhan Dan*, quotidien du PC, a dénoncé le 25 août, soit le lendemain du vote de la Diète polonaise en faveur de M. Tadeusz Mazowiecki — « les organisations réactionnaires et les milieux d'opposition polonais représentés par le syndicat Solidarité » qui ont « saboté la réforme politique entreprise » par le POUF. Dès le lendemain, la critique montrait d'un cran, dans le même quotidien, avec l'accusation portée contre Solidarité d'avoir monté un « coup d'Etat contre-révolutionnaire ». L'éditorialiste ajoutait que l'accession de Solidarité au gouvernement était un

danger pour le pacte de Varsovie et la coopération économique entre pays socialistes au sein du Comecon, auquel le Vietnam a adhéré en 1978.

Ces critiques, dont l'écho se retrouve dans le journal de l'armée, le *Quan Do Nhan Dan*, montrent à quel point les communistes vietnamiens s'interrogent sur les éventuelles conséquences des réformes entreprises surtout depuis bientôt trois ans et dont le rythme, plutôt que le bien-fondé, a toujours fait l'objet de divergences au sein du parti.

Réformateurs sur la touche

L'équipe de M. Nguyen Van Linh peut être considérée comme formée de « réformateurs agréés » par les éléments conservateurs, encore très forts au sein du PC. M. Le Duc Tho, l'ancien interlocuteur de M. Kissinger, tout en ne faisant pas partie du bureau politique depuis décembre 1986, sera toujours leur gourou. Les partisans de réformes plus hardies, donc plus politiques, seraient nettement minoritaires et sur la touche. Les plus connus d'entre eux seraient MM. Vo Van Kiet, candidat malheureux l'an dernier au poste de premier ministre contre M. Do Muoi, et Mai Chi Tho, ministre de l'intérieur et frère cadet de M. Le Duc Tho.

La direction vietnamienne ne s'inquiète pas seulement des effets de la perestroïka sur la Pologne ou la Hongrie. Ce qui s'est passé en Chine au printemps a encouragé un mouvement en faveur de changements politiques qui fait trembler le pouvoir à Pékin. Elle n'a donc pas tardé à en tirer ses propres conclusions et à corriger le tir.

Début août, dans une interview accordée à *Troust*, quotidien des syndicats soviétiques, M. Linh avait déjà affiché la couleur. « Nous nous opposons au pluralisme », à l'existence des partis réactionnaires hostiles au socialisme », avait-il dit en appelant également à la vigilance devant les « manœuvres impérialistes » visant à déstabiliser les pays socialistes.

J.-C. POMONTI.

هنا من الأصل

Amériques

L'intensification de la lutte contre la drogue

Le gouvernement colombien refuse de négocier avec le cartel de Medellín

Les autorités colombiennes ont opposé, mardi 29 août, une fin de non-recevoir aux offres de dialogue de plusieurs dirigeants du cartel de Medellín. Le ministre des communications, chargé du portefeuille de la justice en l'absence de M^{me} Monica de Greiff, actuellement aux États-Unis, a affirmé qu'il n'était pas question de négocier avec des hors-la-loi. Cette déclaration fait suite à une lettre ouverte au président Virgilio Barco rendue publique par Fabio

Ochoa Restrepo : « Asseyons-nous et discutons », écrit l'un des principaux rois de la drogue. Un autre trafiquant, Pablo Ochoa, considéré comme le chef du fameux cartel, aurait aussi adressé un message au chef de l'État en proposant « un arrêt de la guerre » en échange d'une intégration de la Mafia « à la société légale », rapporte *Libération*, qui publie des extraits de ce message.

Pour l'heure la « guerre » continue et sept attentats à la bombe, qui n'ont pas fait de victimes, ont été perpétrés à Medellín et Bogotá. Le ministère de la défense a, pour sa part, annoncé que les trois quarts des 10 797 personnes arrêtées dans le cadre de l'opération antidrogué lancée le 19 août dernier ont été libérées, faute de preuves concrètes ; 2 500 personnes restent détenues et l'extradition vers les États-Unis du trésorier présumé du cartel, Eduardo Mar-

tinez Romero, devrait intervenir très prochainement, a précisé le colonel Eduardo Arevalo, chargé de presse au ministère.

Aux États-Unis, le ministre colombien de la justice, M^{me} de Greiff, a affirmé, mardi, au cours d'une conférence de presse, qu'elle « continuait son travail contre le ministre », démentant ainsi les rumeurs sur son éventuelle démission. Elle a indiqué qu'elle avait demandé aux auto-

rités américaines 19 millions de dollars pour son ministère et qu'elle resterait aux États-Unis jusqu'au 7 septembre pour « mettre au point nos plans ».

Le président George Bush a, pour sa part, reçu ses principaux conseillers dans sa résidence de Kennebunkport (Maine), afin de mettre la dernière main à son plan de lutte antidrogué qu'il doit annoncer le 5 septembre prochain lors d'un discours télévisé à la nation. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Chez don Pablo, ami des bêtes

PUERTO-BOYACA
de notre envoyé spécial

« Pablo Escobar ? Connais pas ! » Les employés du beron de la cocaïne ont de singuliers trous de mémoire. Ils ne l'ont jamais vu et, d'ailleurs, ils ne travaillent ici que depuis peu. Ils sont plusieurs centaines disséminés dans la propriété du patron, qui s'étend à perte de vue, entre les collines, et quand les militaires sont arrivés pour occuper les lieux, ils leur ont fait la même réponse : « Pablo Escobar ? Connais pas ! »

Pourtant, voici des années que ce domaine baptisé Napoles (Naples), situé à quelque cent cinquante kilomètres à l'est de Medellín, près du fleuve Magdalena, est connu comme le fief, la résidence préférée du plus célèbre des narcotrafiquants. Plus qu'une hacienda, c'est une propriété de style méditerranéen. Le « château » lui-même n'est pas des plus luxueux. Mais il est bien desservi : une piste d'atterrissage privée, longue de 3 kilomètres, où les gens du cru ont vu se poser des avions du monde entier. Un hélicoptère, plusieurs garages, un hangar à bateaux, des dizaines de kilomètres de routes et, un peu partout, des minidors dominent des vallonnements de pâturages et d'orange.

Les scellés ont été posés sur les portes des chambres. Mais le bar, avec ses juke-boxes et ses tables en bois précieux, ses fauteuils installés sous des ventilateurs, montre que les membres du cartel, quand ils se réunissent ici, soignent sa détente. Les terrains de tennis et de volley, les écuries de chevaux de race, les arènes où don Pablo invitait ses toreros préférés à combattre les meilleurs taureaux de la région, la collection de câbles anciens : tous les indices du confort, du bon goût et du divertissement sont réunis.

Reliques

Malgré le clochardisme, c'est le zoo. Quelques cent cinquante animaux de toutes espèces (autant que d'employés) égayent de leurs bruits divers la grande solitude de ce repaire pour mafiosos. Des zèbres, des antilopes, des rhinocéros, des éléphants nourris de carottes et toutes sortes d'oiseaux. Un écrivain sur une pelouse fait sauter : « Ne me tuez pas ! » Ce n'est pas un trait d'humour noir, mais un appel du maître des lieux en faveur des espèces avicoles. L'échassier dessiné sur le panneau demande aux visiteurs un peu d'humanité. Car don Pablo, grand prince, ouvrait son zoo gratuit au public quand il vivait ici. De même qu'il offre les soins médicaux dans son dispensaire à tous

ceux qui « les sollicitent ». Si les employés du « château » ont aujourd'hui des trous de mémoire, c'est qu'ils ont toujours été bien traités. « Ils considéraient Escobar comme un bienfaiteur », dit le colonel qui a dirigé le 19 août la saisie.

L'amour de don Pablo pour les animaux appartient, au même titre que ses crimes, à son curriculum vitae. Un amour sans mesure apparentement, qui l'a conduit à faire tailler dans la pierre des spécimens des espèces disparues : mastodontes, dinosaures reproduits grandeur nature, peints en rouge ou en bleu et dissimulés sur les pelouses dans des poses de combat. Le « Disneyland » est complété par l'exposition de quelques reliques qui montrent un sérieux esprit de corps chez le mafioso : une voiture américaine des années 30 criblée de balles, dont la légende veut qu'elle ait appartenu à la bande d'Al Capone et, au-dessus du portail d'entrée, une avionnette installée comme un emblème dans une autre légende veut qu'elle ait servi aux premiers transports de cocaïne.

La « finca » (propriété) Napoles n'a jamais été un mystère pour personne. Située sur la route de Medellín à Bogotá, elle a été occupée régulièrement par Pablo Escobar du temps où il ne se cachait pas et où il avait même pignon sur rue : député suppléant au congrès de Bogotá, jouissant donc de l'immunité parlementaire — ce qui était bien pratique dans son métier — il était un personnage familier de la jet set locale. C'est de cette époque que datent les photos — toujours les mêmes — qu'on publie de lui.

Puis, il y a cinq ans, il a commencé à se faire plus discret. Il venait toujours à sa finca, mais pour de brèves visites. Sa dernière apparition remonte, semble-t-il, au 31 décembre dernier. L'armée et la police ayant pris la plus haute habitude de faire des perquisitions, les employés ont été entraînés à se taire ou à répondre toujours de la même façon : « Je ne suis ici que depuis peu, je ne sais rien. »

En cavale

Les militaires qui campent sur les lieux trouvent que la saisie a beaucoup trop tardé. Il y a belle lurette que Pablo Escobar a renoncé de sa propriété tout ce qui pouvait le compromettre, notamment les systèmes de transmission dernier cri dont on sait que ses autres repaires sont équipés. La finca Napoles se trouve dans la région de Puerto-Boyaca, qui se proclame sur un immense panneau à l'entrée de la ville « la capitale de la lutte antiterroriste ». Puerto-Boyaca est aux mains du cartel de la drogue comme toutes les zones qui bordent le cours moyen du Magdalena.

C'est dans cette zone que se sont formés les premiers groupes d'autodé-

fense réunissant les grands propriétaires terriens en butte aux rackets et aux kidnappings de la guérilla. L'argent de la Mafia a financé généralement ces milices armées qui ont semé la terreur chez les paysans tenus pour « subversifs ».

Le long du fleuve, les pâturages s'échelonnent, coupés par des maisons avec piscine, des bâtiments fermiers qui respirent la prospérité. Le chauffeur venu de Bogotá sait comme tout le monde que ces paysages bien entretenus appartiennent aux coqueres (trafiquants de cocaïne). Il sait distinguer aussi ceux qui appartiennent à Pablo Escobar.

Don Pablo n'est plus à côté de ses animaux préférés, mais en cavale quelque part à l'étranger ou peut-être même en Colombie, chef illustre d'un cartel qui alterne les communications de guerre et les offres en sous-main de négociation. Le nombre de ses victimes est incalculable. Très jeune, alors qu'il n'était encore qu'un marchand de voitures à Medellín, il éliminait déjà froidement tous ceux qui le gênaient, si l'on en croit ses biographies. Mais dans son domaine de Napoles, ceux qui métroupaient les animaux ou les autres sont immédiatement rattrapés. La Mafia protectrice de la nature et des bêtes : il s'agit là d'une variante inédite de l'écologie.

CHARLES VANHECKE.

Les « fourmis » de la cocaïne en Bolivie

(Suite de la première page.)

Au bord du rio Chaparé, deux baraquas basses, en briques, bémolées d'entassements de radio, de sacs de la DIRECO, qui supervise et finance l'arrachage volontaire des plants de coca. En 1988, 2 500 hectares cultivés par de petits producteurs ont été ainsi « nettoyés ». Objectif fixé par les États-Unis et le gouvernement bolivien : 5 000 hectares de coca en moins en 1989. Les paysans reçoivent une indemnité de 2 000 dollars par hectare. « Vous voyez, il n'y a pas foule », ricane un vigile qui nettoie un vieux masuret d'un air maussade.

En juin 1988, un millier de coca-leros en colère ont attaqué le poste des léopards et la DIRECO de Villatunari. Le rumeur avait couru que les autorités allaient utiliser un herbicide pour détruire les plantations. Bousculades, coups de feu, renforts militaires venus de Chimoré. Bilan : huit morts. Le gouvernement a depuis fait marche arrière. La nouvelle « loi de la coca » de juillet 1988 précise : plus question d'herbicide ; en outre, la « réduction » des plantations de coca sera « graduelle » et accompagnée d'un programme de développement et de substitution. Le financement ? Nord-américain. « C'est un plan plus favorable pour les petits producteurs », estime Willy Holstner, directeur du programme de développement dit alternatif. Ce sont les producteurs du trafic. Ici, la violence est inutile. Il faut convaincre. Le paysan du Chaparé abandonnerait, s'il le pouvait, la culture de la coca...

Migrants marginaux

S'il le pouvait ? « Le moment est favorable », nous a dit, la veille à La Paz, Sanchez de Losada, candidat du parti gouvernemental à la présidence de la République. Le prix de la feuille de coca est en baisse. Nous devons nous libérer du cancer du trafic. Willy Holstner ajoute : « Le quintal de feuilles de coca valait ici 800 dollars il y a quatre ans. Il en vaut aujourd'hui 80. » Sans doute. Mais le riz, le sucre ou le café rapportent encore cinq fois moins que la coca. La preuve : on comptait 35 000 hectares cultivés en coca en 1975 et 70 000 en 1989. Et 10 000 petits producteurs de plus que l'année dernière.

Plus de 15 kilos de cocaïne saisis à Roissy. Les douaniers de Roissy ont saisi, lundi 28 août, dans le valise d'un voyageur du transit arrivant du Brésil, 15,535 kilos de cocaïne dissimulés en vrac dans des serviettes-éponges. Depuis le 1^{er} janvier, près de 900 kilos de stupéfiants ont été saisis à Roissy, dont 165 kilos de cocaïne, soit 495 000 doses qui n'ont pas été mises en vente sur le marché clandestin. La perte financière pour les trafiquants peut être estimée à 148 millions de francs. Cinquante passeurs ont été arrêtés et déférés aux autorités judiciaires.

On estime que 300 000 personnes participent à la production et éventuellement au trafic de coca et de cocaïne. En outre, la chute du prix de la coca a incité les paysans du Chaparé à transformer eux-mêmes la feuille en pâte base (la *pasta*, ou sulfate de cocaïne), voire, plus rarement et surtout plus difficilement, en cocaïne (chlorure de cocaïne) exportée vers l'étranger par les trafiquants, en majorité colombiens.

Un kilo de *pasta* vaut actuellement dans le Chaparé de 50 à 200 dollars. Un kilo de cocaïne en vaut 5 000. Le prix moyen du kilo de « neige » plus ou moins pure est de 30 000 dollars à New-York (où ce type de drogue est à la baisse) et d'un peu plus de 100 000 dollars au Danemark ! Une progression qui illustre les fantastiques bénéfices réalisés d'abord par les intermédiaires et les patrons de la mafia.

En revanche, un *pisacoca* (un travailleur qui pète pendant des heures un mélange de feuilles de coca, de kérosène et de carbonate de potassium, pour en faire de la *pasta*) gagne entre 5 dollars par nuit. Ces « vendangeurs » de coca sont des migrants marginaux recrutés dans les bourgades du Chaparé ou à Gochabamba. Depuis dix ans, l'extension de la coca avait attiré ici des milliers de paysans des hautes terres. La politique économique néolibérale du gouvernement, appliquée depuis 1985, a certes permis un spectaculaire redressement économique. Elle a aussi lancé sur le marché des dizaines de milliers de nouveaux chômeurs et de marginaux (60 % de la population active). Une masse de main-d'œuvre à bon marché où chacun peut rêver de grimper d'un degré dans la pyramide du trafic.

« Fourmis » qui transportent la marchandise ou ce qu'on appelle dans le Chaparé les « pré-coursiers » (les produits chimiques nécessaires à la transformation de la

coca en *pasta*, et éventuellement en cocaïne). *Boleros* qui rassemblent les boules de *pasta* et les acheminent vers une piste pour avionnettes.

Camionnettes, commerçants, gardes du corps, chauffeurs, indicateurs, l'univers du narcotrafic a sa hiérarchie, ses règles et son jargon. Ses zones interdites aussi, mobiles en fonction de la réputation qu'ont installés les laboratoires, dans le Chaparé et dans le Beni voisin. « De plus en plus nombreux », affirment experts boliviens et américains, qui ajoutent : « La frontière entre le paysan producteur et le vrai trafiquant tend à devenir de moins en moins nette. » Au Sommet de la pyramide, quelque 150 réseaux de grands trafiquants qui contrôlent un chiffre d'affaires estimé à près de 4 milliards de dollars par an. Six cents millions restent en Bolivie, circulent, sont « lavés » le plus légalement du monde au *bolso* (la petite Bourse du billet vert) de la Banque centrale de La Paz, autorisée par décret depuis 1983, à ne pas s'intéresser à l'origine des dollars.

Six cents millions, c'est plus que la valeur totale des exportations de la Bolivie. Un « apport » qui déséquilibre l'économie du pays, sans parler des risques de corruption de l'appareil d'État et de la société, mais qui compte. « Ne nous volons pas la face », dit Carlos Dabdoub, neurochirurgien et député de Santa-Cruz, sans les *narcodollars*, l'expérience néolibérale du gouvernement n'aurait pas fonctionné.

Les journalistes sont mal vus dans le Chaparé, et sont même, dit-on, menacés de mort. Dans cette ambiance de Far West bolivien, le shérif — l'agent américain de la Drug Enforcement Administration (DEA) — n'est pas non plus persona grata. En voici deux pourtant, en short et torse nu, qui font leur jogging du matin à 200 mètres du quartier général des léopards de Chimoré, à une quarantaine de kilomètres de Villatunari. Faussement décontractés cependant. Leurs col-

liers — qui entraînent les léopards et pilotent les hélicoptères — feront leur plus « discret » travail de « menaces de mort » et de « fréquents affrontements avec des paysans hostiles ». Les plus démolis affirment : « Un jour ou l'autre, ils nous feront la peau » et ajoutent : « Ici on attendait un jour ou deux pour la guêpe. » Ils portent des t-shirts « I love New-York ».

Le commandant bolien de la base de Chimoré est plus sérieux. La quarantaine athlétique, un visage carré, le style « para », il a sur son bureau un calendrier inséré à la gloire du Christ. « C'est un combat de tous les jours, dit-il. Nous sommes là pour lutter contre les trafiquants, mais nous entraînons aussi nos hommes aux méthodes antiterroristes. L'exemple du Pérou et du Soudan lumineux nous incite à la prudence. »

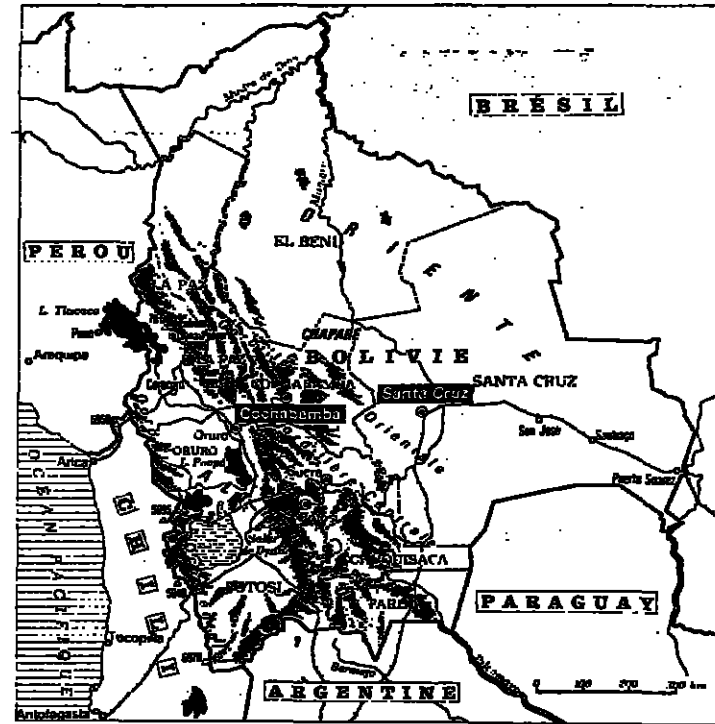
Dans la cour de cette caserne de jungle, des morceaux d'avionnettes confisquées, une bonne vingtaine de camions encore chargés de ballots de feuilles de coca et de boules de *pasta* en plastique d'acide sulfurique, les « trophées » de cette guerre étrange et ambiguë. Une dizaine de jeunes paysans sont affalés contre un mur. « Des prisonniers », dit le commandant, en instance de transfert pour Cochabamba. « Les prisonniers vivent la tête, plus furiens qu'humiliés. Soulagés peut-être d'échapper au centre correctionnel de Chimoré, commandé par un colosse noir qui s'est fait une réputation d'Anin Dada. Les 80 types enfermés là-dedans en boivent, murmurent un commerçant de la bourgade. S'ils tentent de s'échapper, on les abat... »

Le commandant affirme que ses hommes viennent de découvrir dans la forêt une piste nouvelle empruntée par les caravanes de « mulets » (des convoyeurs) qui transportent à pied la drogue jusqu'à Santa-Cruz. « Douze jours de marche », ajoute-t-il, avant de faire visiter la « réserve » de *pasta* confisquée : un local proche de l'hélicoptère bourré jusqu'au plafond de ballots de plastique crevés d'où monte une odeur d'acide.

Pas de doute : le commandant fait son travail, et bien. On affirme que son prédécesseur avait été surpris, l'année dernière, hors du camp avec 100 000 dollars dans ses poches ! Et les « conseillers » américains se plaignent de « cas de corruption de policiers et de militaires » et même de « complicité » avec les trafiquants. « Nous arrivons presque toujours trop tard », disent-ils.

L'ambiguïté est partout présente dans le Chaparé, immense et saupoudré. Une vraie fourmilière, à peine perturbée par les coups de guêpe de la DEA et les incursions des léopards. Les avionnettes se posent chaque matin sur les innombrables pistes de la forêt sans trop de problèmes. « L'idéal pour les narcos », dit un commerçant, c'est d'avoir une « ligne », un accord avec la police pour fixer le lieu et l'heure d'atterrissage. « Une opération qui ne dure que quelques minutes. »

Parfois des trafiquants piratent la ligne. « Ceux-ci, ajoute-t-il, se font arrêter par les militaires. » Une



religieuse bolivienne a eu la surprise de sa vie dans ces parages. Des hommes armés ont, avec une certaine courtoisie, stoppé sa voiture sur la nouvelle route asphaltée de Chimoré à Santa-Cruz. Le temps d'un chargement de *pasta* dans une petite camionnette blanche et rouge.

« Un signal d'alerte »

A Simabota, de jeunes garçons désemparés déambulaient dans l'attente d'un travail pour la nuit. Partout, des jeeps, des camions, capot ouvert, en instance de réparation. Sur la route, des paysans enfournaient tranquillement des feuilles de coca dans des sacs. Des groupes civils armés observent les nouveaux arrivants avec méfiance. Même ambiance à Puerto-Aurora, plus au nord, sur le rio Esu, d'où le *merca* est embarqué par bateau vers le Beni, Puerto-Parí, Ibiboro, La Florida, Villa-Asunción : c'est le bastion nord-est du trafic avec labos et puits de macération où les *pisacocas* passent à la lueur des lampes à pétrole. « Des hameaux de deux cents âmes se gonflent la nuit jusqu'à 2 000 personnes », dit un camionneur qui avoue participer au business de temps en temps. « Quand il y a une fête, rien ne nous empêche, ni la blé, ni la musique, ni les bordels, où les filles viennent d'Argentine. »

Contrastes : « la Jota », une ferme expérimentale financée par les États-Unis, élève sur plusieurs dizaines d'hectares des plantations d'arbres à caoutchouc, des pieds de caféiers, des plants sous serre de haricots, de piments, de cacao. Des ingénieurs agronomes en blouse blanche circulent dans les allées. On se croirait dans un supermarché pour

plantes et fleurs de la banlieue parisienne ; et la haute forêt amazonienne s'encroûte « la Jota ». Dans un hameau en pleine forêt, un « club de mères » (encore financé par les Américains) construit un atelier de tissage. Un avis, en lettres rouges sur un arbre : « Il est interdit de transporter de la coca, de la chaux, de l'acide sulfurique, de l'éther, du kérosène, du papier hygiénique... etc. Sous peine d'arrestation. » Le papier, c'est pour filtrer la *pasta*. A 500 mètres, Placido, douze ans, surveille ses poules. Son père vient de partir, un ballot de coca sur l'épaule. La maison en bois a un étage. Au rez-de-chaussée, un épais tas de feuilles de coca qui sèchent et dans une cuisine une bonbonne d'acide sulfurique. Le champ de coca est derrière la cabane.

Cochabamba et Santa-Cruz sont les nouvelles villes-champignons, en partie grâce au trafic mais pas seulement. On y parle librement du boom de la construction (12 000 sacs de ciment par jour à Cochabamba), des nouvelles discothèques et des restaurants à la mode. On voit même sans gêne les résidences de luxe des parrains. On commente leurs réceptions à 1 500 invités et champagne français. On parle aussi des régimes de compte, des enlèvements, des meurtres. Celui d'un écologiste, Noel Kampf Mercado, sommairement exécuté par les narcos, a fait du bruit à Santa-Cruz. « Un signal d'alerte », dit Carlos Dabdoub. Cent mille habitants ont défilé à ses obsèques. Une marche du silence et de la dignité. Depuis, les meurtres n'ont pas tout à fait cessé, mais la mafia, dit-on, est « moins arrogante ». Mercado a sa statue devant le zoo de la ville.

MARCEL NIEDERGANG.



LES M.A.E. DANS L'ÉCOLE

En septembre 1986, les Mutuelles Assurances Elèves furent contraintes à une première expression publique lorsque M. Monory, ministre du moment, tenta de les chasser de leur terrain d'action centenaire.

L'opération tourna court devant la détermination des enseignants – notamment des instituteurs – qui, négligeant les menaces ministérielles de sanctions continuèrent, comme par un long passé, à animer les M.A.E. L'appui des familles en faisant toujours confiance par millions aux M.A.E., créa un rapport de forces défavorable à la puissance publique. Elle fut dans l'incapacité d'appliquer la moindre sanction.

La toute prochaine rentrée connaîtra dans le domaine des assurances scolaires, un nouveau développement. Jusqu'à cette année, une collaboration contractuelle s'était établie entre la M.A.E. et la F.C.P.E. Traditionnellement les instituteurs assuraient dans les écoles la diffusion et la collecte mutualiste des contrats. La F.C.P.E. s'en chargeait dans le second degré sans toutefois, aux termes du protocole d'accord, conditionner la souscription aux M.A.E. par l'adhésion à l'association de parents d'élèves.

UNE RUPTURE MAIS UNE PRÉSENCE

Cette collaboration est rompue du fait de la F.C.P.E. qui prétendait disposer des excédents libres dégagés par la gestion M.A.E. pour financer ses activités propres, au motif que « l'argent des familles doit retourner aux familles », c'est-à-dire à la F.C.P.E. Consentir, c'était abuser les parents qui nous confient leur argent dans le seul but de la réparation des accidents. Sur les cinq millions et demi d'adhérents aux M.A.E., la F.C.P.E. nous en apporte à peine sept cent mille. C'eût été manquer en même temps à la morale mutualiste et aux obligations légales. C'eût été procéder à un détournement de biens sociaux.

Telles sont les causes d'un conflit que nous n'avons ni voulu, ni provoqué. Il est d'ailleurs significatif que, dans un nombre important de départements, des Conseils F.C.P.E. aient décidé de poursuivre leur collaboration avec les M.A.E. Ils diffusent donc, comme par le passé, les documents M.A.E. dans le secondaire.

De toute manière les M.A.E. seront présentes dans tous les établissements scolaires dès la rentrée. Elles accueilleront tous les élèves, sans discrimination, simplement guidées par les principes mutualistes.

C'est une certitude. Les prises de position en faveur des M.A.E. se multiplient, à commencer par celles des plus puissantes organisations d'enseignants. Ces derniers continueront comme par le passé à assurer diffusion et collecte car ils mesurent la valeur de l'action mutualiste de même que les trois millions et demi de familles.

Ainsi toutes les conditions sont réunies pour que les M.A.E. soient fidèles au rendez-vous de la rentrée, même si c'est contradictoire avec les textes officiels qui continuent à les ignorer.

QUAND LES FAITS IGNORENT LA RÈGLE...

En effet, les dispositions ministérielles interdisant toujours la diffusion directe des documents M.A.E. résultent de l'obligation qui date de 1972, de passer par une association habilitée de parents d'élèves.

Or, cette obligation n'a jamais été respectée, principalement dans les écoles où les M.A.E. naquirent de la volonté des instituteurs de protéger leurs élèves contre les risques d'accidents.

Ainsi des textes, inspirés dès leur promulgation par la volonté évidente de nuire au mouvement mutualiste scolaire, caractérisée par la signature de tous les ministres avant 1981, sont restés lettre morte. Il n'est jamais sain pour le fonctionnement d'un régime démocratique que le fait ignore la règle. C'est source de conflits et la puissance publique en ressort affaiblie, son impuissance éclatant au grand jour.

Le problème, aujourd'hui, se pose regrettablement en termes voisins de ceux de 1986. Nous avons demandé à Monsieur le Ministre de reprendre les dispositions mises en œuvre par M. Savary. Il n'a pas cru pouvoir répondre positivement.

On peut même redouter que la crise ne connaisse un nouveau paroxysme résultant du choc entre la règle et les faits, par exemple si le ministre se trouvait saisi de demandes de sanctions contre les enseignants qui, comme en 1986 et en 1987, « continuèrent comme avant ». La réponse relèvera de la responsabilité du ministre de l'Éducation nationale.

En 1986, pour étayer son impossible justification, M. Monory évoquait le jeu de la libre concurrence et de l'équité.

LIBERTÉ, JUSTICE, ÉQUITÉ

La première ne nous indigné ni ne nous fait peur. Nous n'avons jamais revendiqué ni monopole, ni privilège. Encore faut-il que les limites soient nettement tracées et les règles du jeu clairement définies.

Le souci de la seconde devrait inspirer aux pouvoirs publics les moyens de la garantir. En 1986, nous écrivions dans notre appel à l'opinion, sous le titre « La liberté mutilée » : « en invoquant la liberté de choix des familles, le ministre la mutile. En même temps, il risque de priver un nombre important d'élèves de leur protection mutualiste actuelle, puisqu'il octroie un droit exclusif aux seules associations de parents, alors qu'elles ne sont nullement implantées dans toutes les écoles. La tâche accomplie par les instituteurs prend ici toute sa valeur. »

Aussi, les millions de familles qui font confiance aux M.A.E. admettraient difficilement une mesure dont les véritables motivations leur apparaîtraient étrangères à leur intérêt, voire antagonistes.

Au bout du compte, les premières victimes seraient les élèves gravement lésés ainsi que les millions de familles attachées à l'action des M.A.E., à leurs yeux inséparable en même temps du contenu éducatif de l'école publique et des valeurs qu'illustre le mouvement mutualiste.

L'équité ne peut s'accommoder de faux-semblants et servir d'alibi à des manipulations ayant précisément pour objet l'élimination sélective. Nous touchons ici à l'iniquité résultant de la volonté de chasser les M.A.E. du champ historique de leur pratique mutualiste en leur interdisant la possibilité de présenter leurs propositions autrement que liées aux adhésions à des associations de parents d'élèves.

UNE PLACE NATURELLE

Les M.A.E. sont-elles des intruses dans le milieu ? La réponse, une fois encore, viendra des faits puisqu'il faut, à la force du poignet, faire la preuve de la détermination et de l'efficacité de tous les animateurs de la Mutualité.

Depuis vingt ans, les faits contredisent les calculs malsains et les intentions hostiles. On peut appeler cela la « force des choses » contre qui les édits et les menaces ne peuvent rien faire quand elle s'enracine au plus profond des aspirations communes à tous les acteurs de la vie scolaire.

A chacun ses responsabilités.

Le président des M.A.E.
René LABES

les mutuelles assurances élèves

15, PLACE DU GÉNÉRAL CATROUX 75017 PARIS - Tél. : 47.66.04.30

مكتبة من الكتب

Europe

URSS : le conflit du Haut-Karabakh

Moscou est à nouveau obligé d'envoyer des troupes en Transcaucasie

Le gouvernement soviétique a dépêché de nouvelles troupes en Transcaucasie, à la suite du décès d'une personne tuée dans de nouveaux heurts interethniques entre Arméniens et Azerbaïdjanais au sujet de la région autonome du Haut-Karabakh.

Annouçant l'envoi de ces renforts, le ministre soviétique de l'intérieur, M. Vadim Bakatine, a déclaré, lundi 28 août en fin de journée à Moscou, que de nouveaux heurts avaient éclaté la semaine dernière en Arménie et en Azerbaïdjan, à la suite d'une tentative de formation d'un gouvernement parallèle dans le Haut-Karabakh. « A la suite de cette tentative, des éléments extrémistes ont été envoyés dans les deux Républiques, et des attaques ont été lancées non seulement contre des Arméniens, mais également contre des Azerbaïdjanais. Il a été fait usage d'armes à feu, et une personne a été tuée », a précisé M. Bakatine. Aucune indication n'a été donnée sur le lieu et les circonstances de l'incident.

Le ministre n'a pas précisé non plus où les renforts avaient été

envoyés — en Arménie ou en Azerbaïdjan ou dans les deux Républiques à la fois. On ne dispose pas de chiffres officiels sur le nombre de troupes spéciales du ministère de l'intérieur actuellement stationnées dans la région. De source autorisée à Stepanakert, on avait seulement indiqué ce mois-ci que quelque quatre mille soldats se trouvaient dans la seule région du Haut-Karabakh.

Le Haut-Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan, bien qu'il soit peuplé en majorité d'Arméniens qui réclament depuis toujours le rattachement du territoire de la République d'Arménie. Une commission spéciale du Kremlin administre le territoire depuis janvier dernier à la suite d'affrontements meurtriers qui ont fait une centaine de morts dans les deux Républiques. Celle-ci n'est pas parvenue à ramener le calme. Depuis le printemps, des grèves paralysent à nouveau la région, où des affrontements entre communistes sont périodiquement signalés.

En Azerbaïdjan, d'importantes manifestations ont été organisées au cours des dernières semaines pour réclamer le démantèlement par

Moscou de cette commission. Les nationalistes azéris demandaient au Kremlin de leur garantir que la région resterait au sein de la République azerbaïdjanaise. Un Front populaire azéri, nouvellement créé, a menacé d'appeler à la grève générale la semaine prochaine si ces revendications n'étaient pas satisfaites.

En Arménie, deux militants arméniens du Haut-Karabakh, M.M. Robert Koutcharian et Arkady Manoutcharov, ont été élus au soviet suprême de la République arménienne au cours d'élections partielles organisées dimanche 27 août dans cinq circonscriptions vacantes. Leurs candidatures avaient été présentées dans les villes arméniennes de Kirovagan et de Tcharentz. Arrêté en décembre dernier en même temps que les membres du Comité Karabakh, relâché depuis, M. Manoutcharov est toujours détenu à Moscou. Deux membres du Comité Karabakh, M. Levon Ter Petrossian, qui séjourne actuellement à Paris, et le physicien Raphaël Khazarian, ont été élus dans deux autres circonscriptions à Erevan et Ashgabat. — (Reuters.)

En Moldavie

Débat houleux sur l'introduction du moldave comme langue officielle

Le Soviet suprême de la République soviétique de Moldavie poursuivait mercredi 30 août son examen d'un projet de loi controversé instituant le moldave comme langue officielle. Une tentative des représentants des russophones de faire reporter la discussion a été repoussée par 300 voix contre 43. Les Russes et autres minorités, qui ont déclenché un mouvement de grève en signe de protestation, forment 36 % de la population de la République, mais représentent la majorité dans plusieurs villes importantes.

Inquiet des récents rappels à l'ordre du Kremlin dans les Républiques baltes et des avertissements adressés par la Pravda aux communistes locaux, les nationalistes moldaves, qui disposent aujourd'hui au Parlement de la majorité des deux tiers nécessaires pour faire passer le projet de loi, souhaitent presser le mouvement. Pendant la séance, plusieurs centaines de militants nationalistes, brandissant des drapeaux bleu, jaune, rouge de la Moldavie, s'étaient massés à l'extérieur du Soviet suprême pour soutenir leurs députés.

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Gerasimov, a coupé court aux spéculations selon lesquelles le rappel à l'ordre adressé aux pays Baltes serait le fruit d'une manœuvre des

conservateurs, profitant des vacances de M. Mikhaïl Gorbatchev. Il a affirmé que la déclaration rendue publique samedi dernier avait été approuvée par tous les membres du bureau politique, y compris le secrétaire général du

PCUS. Les dirigeants des Fronts populaires des trois Républiques baltes doivent se réunir jeudi à Riga pour tenter d'apporter en commun une réponse à cette déclaration. — (Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Lourdes condamnations de deux dissidents

Une lourde peine de vingt mois de prison a été prononcée mardi 29 août en Moravie contre M. Stanislav Devaty, porte-parole de la Charta 77 en 1968 et coauteur de la pétition intitulée « Quelques phrases » (le Monde du 1^{er} juillet) qui réclamait au gouvernement l'ouverture d'un dialogue sur les réformes. L'acte en libéré en attendant son procès en appel. M. Devaty était accusé d'« incitation à la rébellion » et d'avoir participé l'an dernier au début de cette année « à l'élaboration de matériaux écrits et à l'organisation de pétitions ».

Lundi, la cour d'appel de Hradec-Kralove (100 kilomètres à l'est de Prague) avait confirmé la peine de deux ans et demi de prison à régime sévère infligée à un autre opposant, M. Frantisek Starek. Editeur du

populaire samizdat culturel *Volno*, M. Starek, trente-sept ans, avait été condamné le 28 juin 1989 par le tribunal de Usti-Nad-Orlici (Bohême), pour « incitation à la rébellion par voie de presse ». Son amie, Iva Vojtkova, accusée de « complicité », avait été condamnée à un an de prison.

Par ailleurs, M.M. Tamas Deutsch et Gyorgy Kerényi, les deux activistes hongrois arrêtés le 21 août sur la place Venecias à Prague, au cours des manifestations commémorant l'écrasement militaire du « printemps de Prague », ont été condamnés mardi 29 août par un tribunal pragoise à être expulsés du pays et à payer une amende de 5000 couronnes chacun. Les deux Hongrois ont regagné immédiatement leur pays. — (AFP.)

GRÈCE : quarante ans après la fin de la guerre civile

Le gouvernement fait détruire plusieurs millions de dossiers de police

ATHÈNES
de notre correspondant

Quarante ans après la fin de la guerre civile qui a ensanglanté la Grèce de 1946 à 1949, le gouvernement formé le 2 juillet dernier par les conservateurs et les communistes, les deux adversaires de jadis, a solennellement tourné, mardi 29 août, une page douloureuse de l'histoire grecque. Un projet de loi sur « les séquelles de la guerre civile » a été adopté à l'unanimité dans la matinée en commission parlementaire, et les autorités ont procédé dans les cinquante-deux départements du pays à la destruction solennelle de quelque dix-sept millions de dossiers de police accumulés principalement depuis l'époque de la guerre civile jusqu'à la fin de la dictature des colonels (1967-1974).

Le projet de loi sur « les séquelles de la guerre civile », qui doit être discuté en séance plénière selon une procédure d'urgence dans le courant de la semaine, abolit notamment le

terme de « guerre de rébellion ». Il règle les différents problèmes de pensions des anciens combattants de « l'armée démocratique » pourchassés comme « rebelles » par le pouvoir central jusqu'à la reconnaissance officielle du Parti communiste en 1974 par Constantin Caramanlis, l'homme du retour de la démocratie après la chute du régime des colonels.

« Occultation de l'histoire »

La destruction par le feu des dossiers sur les « convictions politiques » des Grecs, mesure symbolique pour chasser les démons du passé et sceller « la réconciliation nationale », a été moins simple. Socialistes, historiens, chercheurs universitaires, anciens résistants et combattants, ont crié au crime. Le gouvernement a dû, à la dernière minute, prélever environ 2 000 dossiers présentant une valeur historique particulière. Ces dossiers concernaient 4 millions à 5 millions de personnes (plusieurs milliers portant sur le même individu) : « l'histoire de la moitié du peuple grec », a souligné au Monde Philippe Iliou, l'un des historiens grecs les plus connus, fils du grand leader de la gauche après la guerre, civile Ilias Iliou. « Brûler ces documents n'est pas seulement médiéval, c'est criminel, aucun pays au monde ne l'a jamais fait », insiste l'historien.

Même son de cloche chez Markos Vafiadis, exclu du Parti communiste en 1948, qui a condamné « l'occultation de l'histoire ». Saisis par trois anciens ministres socialistes, deux propriétaires de journaux et une cinquantaine de résistants, deux tribunaux ont suspendu la destruction des dossiers. Devant l'ampleur des protestations, le ministre de la justice,

M. Photis Kouvelis, membre de la Gauche hellénique, et le président de la Nouvelle Démocratie (conservateur), M. Constantinos Mitsotakis, ont décidé la conservation des dossiers les plus importants.

Mardi dans toute la Grèce, plusieurs centaines de manifestants ont tenté d'empêcher les autodafés en soulignant qu'un « peuple sans mémoire est un peuple sans histoire ». Dans une acierie d'Eleusis près d'Athènes, huit millions de dossiers ont été brûlés, six millions l'ont été en Grèce du Nord dont 1,8 million pour la ville de Salonique et 10 000 concernant les moines et ermites du mont Athos, la communauté religieuse autonome qui vit dans une péninsule de la Chalcidique. En Crète, 800 000 fiches ont été détruites ainsi que 400 000 à Patras, dans le Péloponnèse.

La journée s'est terminée au Parlement par un débat solennel sur la « réconciliation nationale ». Le premier ministre conservateur M. Tsanis Tsanetakis a souligné que la Grèce tournait « une page de son histoire », que « le chapitre de la guerre civile est clos », et qu'il fallait « refermer les blessures du peuple ». Il a lancé un appel pour qu'« au grand jamais, il n'y ait plus de division nationale ».

Le président du parti communiste grec, M. Harilaos Florakis, s'est lui aussi félicité de cette réconciliation en ajoutant toutefois que cela ne signifiait pas que les communistes renonçaient aux luttes sociales et politiques.

M. Andreas Papandréou, a estimé pour sa part que se réconcilier était important mais qu'il était toutefois nécessaire « pour tous les Grecs de conserver la mémoire des années difficiles ».

DIDIER KUNZ.

POLOGNE

Après 45 ans d'exil

Le retour de Jan Nowak

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Quarante-cinq ans après avoir quitté Varsovie insurgée et traversé l'Europe dans les conditions les plus périlleuses pour pouvoir rendre compte au gouvernement en exil et au monde de la tragédie que vivait la Pologne, Jan Nowak, auteur du *Courrier de Varsovie* est revenu chez lui, mardi 28 août, par la grande porte.

Invité personnel de Lech Walesa, Jan Nowak, qui a aujourd'hui soixante-cinq ans et est vétéran de la guerre, a été accueilli à sa descente d'avion par une foule d'amis très émus, dont la plupart sont aujourd'hui devenus des dignes parlementaires : le sénateur Zofia Kuratowska, les députés Genewek et Karon. Des gens venus chercher de la famille ou un ami sur ce vol de la Pologne se sont précipités pour embrasser Jan Nowak, qui est pour eux l'une des personnalités polonaises les plus importantes à l'étranger. Et c'est un autre exilé de l'ère Stewerny Blumstein, interdit de séjour en Pologne après la proclamation de l'état de guerre décrété par le général Jaruzelski et devenu le représentant de Solidarité en France, qui devait réaliser la première interview de Jan Nowak sur la loi polonaise.

Rentré en Pologne il y a quelques jours, Stewerny Blumstein a aussitôt pris ses fonctions de journaliste à *Gazeta*, le quotidien de Solidarité. Pour l'heure, l'émotion est si grande que Jan Nowak ne sait plus quoi dire, sauf que cette nouvelle période historique pour la Pologne implique l'abandon des stéréotypes en vigueur depuis plus de quarante ans sur le pouvoir communiste. Jan Nowak sait de quoi il parle : après avoir travaillé au service polonais de la BBC, il dirige la section polonaise de Radio-Europe libre pendant plus de vingt ans, de 1962 à 1976.

Pendant toutes ces années, Radio-Europe libre a financé par les États-Unis, à titre de « soutien », une certaine mesure — la principale source d'information du régime communiste lui a valu à maintes reprises les foudres du pouvoir. Le successeur de M. Nowak à la tête de la section polonaise, M. Jerzy Nadjar, a d'ailleurs été condamné par contumace pendant l'état de guerre.

Homme de confiance de l'AK (armée de l'intérieur qui repoussait les résistances polonaises) pendant la deuxième guerre mondiale, Jan Nowak servait d'agent de liaison avec Londres au moment où les communications étaient devenues impossibles. Il menait ainsi des missions au péril de sa vie et fut le dernier ambassadeur à regagner Varsovie à la veille de l'insurrection, puis le premier insurgé à réussir à partir pour Londres à travers l'Allemagne et la Suisse. Il était pour cette dernière mission accompagné d'un autre agent, « Grotz », sa femme, qu'il avait épousée pendant l'insurrection.

S. K.

Le directeur de « Gazeta », M. Michnik, invité à Matignon

L'un des principaux dirigeants de Solidarité, M. Adam Michnik, directeur de *Gazeta*, était attendu mercredi 30 août à Paris pour prendre part à un déjeuner, jeudi, à l'hôtel Matignon, à l'invitation du premier ministre, M. Michel Rocard. Si cette invitation est surtout liée aux célébrations de la Déclaration des droits de l'homme, on peut penser que M. Michnik ne manquera pas de plaider en faveur d'un soutien, en particulier économique, au gouvernement du nouveau premier ministre, M. Mazowiecki.

M. Lech Walesa, le leader de Solidarité, se rendra pour sa part en RFA, du 5 au 8 septembre, à l'invitation du syndicat ouest-allemand DGB. Il sera notamment reçu par le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, et par le chancelier Helmut Kohl. Il aura également des entretiens avec d'autres membres du gouvernement, ainsi qu'avec des industriels et des financiers ouest-allemands.

Ces visites entrent dans le cadre de la campagne de sensibilisation que Solidarité entend mener en Occident. Le président de Solidarité veut associer les pays occidentaux aux transformations de l'économie polonaise, notamment par la création de succursales de banques, la prise de participation dans des entreprises et la multiplication de sociétés mixtes (joint ventures). Il est attendu avant la fin de l'année en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Diplomatie

ONU : un rapport à la sous-commission des droits de l'homme

Les réfugiés, victimes de la détention administrative

La pratique de la détention administrative, qui n'est pas interdite par les normes internationales, ouvre la porte à tous les abus. C'est ce qui ressort du rapport présenté à ce sujet, mardi 29 août à Genève, à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, par l'expert français Louis Joinet.

GENÈVE
de notre correspondante

Dans la mesure où elle ne repose sur aucune décision judiciaire, et où, dans certains pays, elle peut être décriée par un simple politicien, la détention administrative n'est pas sans rappeler les lettres de cachet. Le cas tragique des réfugiés indochinois illustre les proportions absurdes qu'elle peut revêtir : selon les dernières statistiques, 165 378 de ces réfugiés sont internés dans des camps d'Asie du Sud-Est, sans compter ceux qui ne bénéficient pas de l'assistance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

A Hongkong, des réfugiés de la mer qui ont survécu au pire sont internés dans des centres complètement clos d'où il leur est interdit de sortir. M. Joinet cite notamment les camps de Chi-Ma-Wan, Hai-Ling-Chan et de Sai-Kung. Les Khmers entrés en Thaïlande, mais que celle-ci refuse de considérer comme réfugiés, font également l'objet de détention administrative. Ils sont 300 000 parqués le long de la frontière avec le Cambodge, qui bénéficie cependant d'une assistance internationale ; 18 000 autres, reconnus comme réfugiés, sont aidés par le HCR.

Cibles de bombardements

Probablement 40 000 civils, que personne ne saurait localiser, sont dispersés dans des camps clandestins où ils sont maintenus prisonniers par des Khmers rouges. Il a été possible d'accéder à certains de ces camps, mais il est extrêmement difficile et dangereux pour les réfugiés de tenter d'en sortir.

Il existe, en outre, au Cambodge un camp de 5 kilomètres carrés où

sont groupés 140 000 personnes. Tous ces camps, à l'exception de celui de Khao-I-Dang, qui est placé sous la protection du HCR, sont des cibles de bombardements.

On déplore en Amérique latine des situations à peine plus enviables. Par exemple celle d'environ 40 000 réfugiés du Salvador à Honduras, regroupés dans les camps de Mesa-Grande et de Ocolec-Monagana, qui sont apparemment bouclés et qui, bien qu'entourés par des soldats honduriens, sont en fait sous la coupe des guérilleros salvadoriens, lesquels vont jusqu'à arrêter les réfugiés qui tentent de fuir et à les traduire devant une sorte de tribunal où ils sont invités à faire leur autocritique.

Dénoncer les abus

En Afrique du Sud, l'état d'urgence autorise une détention de quatorze jours, mais indéfiniment renouvelable. Parmi les quelque 5 000 personnes ainsi détenues, on compte un grand nombre d'enfants et d'adolescents.

L'internement administratif pouvant, dans de trop nombreux pays, toucher n'importe qui et se passer n'importe comment, M. Joinet estime qu'il y a là une situation à hauts risques et qu'il convient de dénoncer les abus : dénoncer d'un côté de la détention administrative, de l'autre le précédent arrive à expiration ; pressions exercées sur les tribunaux pour qu'ils se déclarent incompétents ; ratification d'instruments internationaux pour se donner une bonne image sans que soient prises les mesures législatives qui doivent en découler ; secret-défense opposé au juge qui se rend sur les lieux d'interrogatoire et se déclare compétent ; déplacement constant de personnes détenues, afin de brouiller les pistes ; ou encore, tout simplement, absence de motivation de la détention administrative.

Comme il n'existe dans le système des Nations unies aucune procédure permettant de suivre spécifiquement ce problème, l'expert français préconise, à la fin de son rapport, la désignation d'un rapporteur spécial qui rendrait compte chaque année de ses constatations en ce domaine.

I. V.

La rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques a sensiblement progressé

GENÈVE
de notre correspondante

M. Pierre Morel, président du comité spécial des armes chimiques de la conférence de l'ONU sur le désarmement, s'est montré satisfait, mardi 29 août, à Genève de l'état d'avancement des travaux du comité. Ces travaux ont permis de faire avancer « autant qu'il était possible » la rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques.

Deux cent neuf réunions ont eu lieu à la suite de la déclaration finale de la conférence de Paris, le 11 janvier dernier. En présentant le rapport de fin de session du comité, M. Morel, sans se prévaloir de résultats spectaculaires, a fait part des progrès accomplis en insistant sur cinq points, le premier étant particulièrement délicat :

1. — La vérification : le comité est parvenu à un accord sur les principales lignes de l'inspection par « défi » (par surprise), notamment sur sa confidentialité et sa procédure, et a établi un accord-type à cet effet.

2. — Les questions juridiques : des progrès ont été enregistrés en ce domaine, encore que des questions aussi sensibles que celle des sanctions n'ont pas manqué de faire problème.

3. — Les institutions : le schéma en trois parties de la future convention (conférence des États, conseil exécutif, secrétariat technique) est désormais au point. En outre, le

comité s'est mis d'accord sur la création d'un conseil scientifique indépendant chargé de donner des avis.

4. — Les questions techniques : des contrôles sont prévus pour trois catégories : les substances carrément interdites (liste 1), les substances dangereuses pouvant être utilisées aussi bien dans l'industrie civile que dans le domaine militaire (liste 2) et les substances d'usage courant à surveiller (liste 3).

5. — La transition, c'est-à-dire le passage de la réglementation actuelle (qui se borne à interdire l'usage des armes chimiques) à l'élimination des stocks existants et des installations de production. Cette transition est liée au résultat des pourparlers soviéto-américains en cours à ce sujet. Le calendrier de mise en œuvre de cette destruction n'a pas été établi par la dernière session du comité.

Si le nombre de pays admis à participer à la négociation sur l'interdiction des armes chimiques est passé de douze à vingt-six, il reste que la convention doit, pour être efficace, être universellement appliquée. En d'autres termes, qu'importe aux victimes que des accords soient conclus entre les grandes puissances si, pour ne citer qu'un exemple récent, l'Irak continue à gazer les Kurdes ? Cette dernière question ne semble pas avoir été soulevée au cours des débats.

ISABELLE VICHNIAC.

EN BRIEF

● Le président argentin prêt à rencontrer M^{re} Thatcher. — Le nouveau président argentin, M. Carlos Menem, a confié au *Times* de Londres [daté du mercredi 30 août] qu'il était prêt à rencontrer le premier ministre britannique, M^{re} Margaret Thatcher, pour des conversations directes, dès que les relations diplomatiques entre les deux pays auront été rétablies. Un premier contact pourrait avoir lieu en marge de la prochaine assemblée générale de l'ONU. — (AFP, Reuters.)

● GABON. — Le fils du président Bongo nommé ministre des

affaires étrangères. — Le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, a procédé mardi 29 août à un léger remaniement de son gouvernement qui se traduit par la réduction du nombre des ministres — 42 au lieu de 46 — et la nomination de son propre fils — M. Martin Bongo, âgé de trente ans — au poste de ministre des affaires étrangères et de la coopération. Depuis 1987, M. Martin Bongo portait le titre de « haut représentant par intérim du chef de l'Etat » pour différentes missions à l'étranger. — (AFP.)

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
57, rue Charles Laffitte
92020 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

Proche-Orient

La formation du nouveau gouvernement iranien

M. Rafsandsjani renforce son pouvoir à Téhéran

(Suite de la première page.)

M. Rafsandsjani a maintenant les mains libres pour essayer de sortir le pays du marasme économique dans lequel l'ont enfoncé les huit années de la guerre du Golfe. Il dispose d'un cabinet d'experts de haut niveau, parmi lesquels figurent de nombreux cadres formés en Occident et, en particulier, dans les universités américaines. Ces derniers ne sont plus considérés comme des suppôts du Grand Satan, mais des techniciens compétents indispensables à la renaissance économique du pays.

La plupart des ministres politiques de l'ancienne équipe, présidée par le premier ministre Mir Hossein Mousavi et le ministre de l'intérieur, l'ultra-religieux Ali Akbar Mohtachemi, ont été impitoyablement épurés et, comme l'a reconnu candidement M. Rafsandsjani, ont été remplacés par des techniciens.

Le gouvernement est présidé par M. Rafsandsjani, qui a désigné trois vice-présidents :
— Premier vice-président chargé de la présidence du conseil des ministres : M. Hassan Ibrahim Habbibi;
— Deuxième vice-président chargé des affaires judiciaires et parlementaires : M. Seyyed Attallah Mohadjeri;
— Troisième vice-président chargé des affaires exécutives : M. Hamid Merzadani.

Le nouveau cabinet comprend vingt-deux ministres, dont douze nouvelles personnalités.

— Affaires étrangères : M. Ali Akbar Velayati;
— Défense et logistique des forces armées de la République islamique : M. Akbar Jorjani (*);
— Renseignements : M. Ali Palahian (*);
— Pétrole : M. Gholamreza Aghazadeh;
— Orientation islamique : M. Mohammad Khatami;
— Commerce : M. Abdolhossein Vahedi (*);
— Justice : M. Ismail Chouchani (*);
— Industrie lourde : M. Mohammad Hadi Najaf Hosseini (*);
— Industrie : M. Mohammad Raza Neematzadeh (*);
— Intérieur : M. Abdallah Nouri (*);
— Economie et finances : M. Mohsen Nourbakhsh (*);
— Education nationale : M. Alireza Nadjafi;
— Mines et métaux : M. Hossein Mahdoui (*);
— Agriculture : M. Issa Kalantari;
— Énergie : M. Bijan Namdar Zangeneh;
— Transports : M. Mohammad Soltani Khatami;
— Enseignement supérieur : M. Mostafae Mojtahedi (*);
— Santé : M. Iradj Fazel (*);
— PTT : M. Mohammad Ghazali;
— Travail : M. Hossein Kamali (*);
— Croisade de la reconstruction : M. Gholamreza Forouzesh;
— Habitat et urbanisme : M. Seradjeddine Kazerouni.
(*) Nouveaux membres.

Le seul élément franchement politique du nouveau cabinet sera... lui-même. Ses ministres ne seront donc que de simples exécutants chargés de mettre en application les grandes décisions prises par le chef de l'État.

L'opposition est chassée du pouvoir, mais elle se manifeste dans les institutions révolutionnaires qui ont été créées au cours de la « décennie révolutionnaire » et dans certains des journaux. Pour combien de temps encore ? M. Rafsandsjani a de la suite dans les idées et ne tardera vraisemblablement pas à épuiser une presse souvent rétive et à éliminer peu à peu les différents centres de pouvoir qui s'étaient multipliés sous le règne de l'imam défunt, faisant souvent figure d'États au sein de l'État. Le nouvel homme fort du régime peut compter, pour mener à bien cette tâche, sur les compétences de son ministre des renseignements, Ali Palahian, qui s'est distingué dans sa lutte contre le groupe de Mehdi Hachemi, exécuté en septembre 1987, pour avoir dévié les contacts

secrets irano-américains, et celles du ministre de l'intérieur Abdallah Nouri, personnage versatile, actuellement entièrement aux ordres de M. Rafsandsjani.

La « dékhoménisation »

Reste à résoudre le problème d'Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam et le mentor du groupe Monasavi-Mohtachemi-Raychahri. Depuis la mort de Khomeiny, des parts entières du pouvoir qu'il a héritées de son père sont tombées. Le laïcisme Rafsandsjani-Khomeini vient de lui rogner encore plus les ailes en chassant du gouvernement ses meilleurs disciples. Pour le calmer, on lui a promis, dans les trois mois, la présidence du Majlis, mais il est peu probable que les nouveaux maîtres de Téhéran confient à un personnage qui reste malgré tout le symbole du régime passé la présidence d'une Assemblée que l'on souhaite désormais docile. Déjà, il a été privé des attributions exceptionnelles qui lui avaient été octroyées au sein de la radio-télévision iranienne, dont il était le responsable des informations, au profit du frère de M. Rafsandsjani, qui est désormais le seul maître à bord dans cet organisme appelé à jouer un rôle essentiel dans le processus de « dékhoménisation » qui a déjà commencé.

Quelle sera l'attitude de Washington à l'égard d'une équipe qui apparaît à tout point pour plaire aux Américains ? Le départ de M. Mohtachemi, qui entretenait d'étroites relations avec le Hezbollah libanais, dont certains militants détiennent des otages occidentaux, et qui s'était récemment opposé avec virulence à tout rapprochement avec les États-Unis, ne manquera certes pas de renforcer la thèse de ceux qui, au département d'État, pensent en faveur d'une normalisation rapide des relations irano-américaines. Mais il faudra auparavant que M. Rafsandsjani fasse la preuve qu'il contrôle effectivement la situation en Iran.

JEAN GUEYRAS.

LIBAN : la mission du secrétaire général du Quai d'Orsay

M. Scheer a rencontré à Beyrouth les principaux responsables civils et religieux

L'URSS entend poursuivre ses efforts en vue de parvenir à un règlement de la crise libanaise et demande au secrétaire général de l'ONU de prendre « les mesures les plus énergiques » pour favoriser la reprise des activités du comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite), à l'indépendance, mardi 29 août, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, selon lequel « il est urgent de mobiliser toutes les forces internationales ». Pour sa part, un diplomate soviétique en poste à Paris, M. Vladimir Fedorovsky, a fait état d'une convergence de vues entre son pays et la France sur le fait qu'« il n'y a pas de solution militaire au Liban ». Par ailleurs, la crise libanaise a été évoquée à Téhéran par l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff, lors de contacts qu'il a eus avec le ministre iranien des affaires étrangères.

BEYROUTH de notre envoyé spécial

Le canon a encore retenti toute la nuit et tôt, mercredi 30 août, à Beyrouth, où les affrontements opposent les brigades de l'armée libanaise fidèles au général Michel Aoun aux miliciens des partis alliés de Damas, éparpillés par l'armée syrienne, ont encore fait trois morts et quinze blessés. À ce chiffre, il faut ajouter les neuf marins tués dans leur pétrolier au large de la baie de Jounieh et dont une partie de la cargaison a flambé deux heures durant.

En mission dans la capitale libanaise, le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, aura eu ainsi l'occasion de mesurer la distance qui sépare encore l'annonce d'une solution politique « souhaitée par tous » de la réalité sur le terrain. Reçu peu après son arrivée à Beyrouth par le chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun, avec qui il s'est entretenu plus de trois heures, M. Scheer s'est ensuite rendu à Beyrouth-Ouest pour une série de rencontres marquées avec le chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Salim Hoss, le président sortant du Parlement, M. Housseini, et le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri. L'émissaire du gouvernement français devait poursuivre ses entretiens, mercredi, avec les responsables des principales communautés religieuses, et voir enfin M. Walid Joumblatt.

Devant ses interlocuteurs de l'Ouest, qui avaient plutôt mal accueilli les propositions de M. Dumas sur le Liban, M. Scheer a souligné qu'« il n'y avait pas de plan français mais des idées échangées et à propos desquelles il les invitait à donner leurs sentiments ». M. Scheer s'est surtout employé à les rassurer sur le fait que Paris ne cherchait pas à « doubler » le comité tripartite arabe, qu'il appuyait, et que l'essentiel de l'effort français « restait l'arrêt des combats pour que la cessez-le-feu intervienne dans les délais les plus brefs ». « Je n'ai pas entendu à Damas de position contraire à ce souhait », a-t-il ajouté, « reste à en définir les modalités ».

« Une solution politique »

L'émissaire français a répété à cet égard : « Tous mes interlocuteurs, à Damas (où il a été reçu par le président Hafez el-Assad) comme à Beyrouth, me disent qu'il ne peut y avoir qu'une solution politique et non pas militaire. Nous allons poursuivre notre action diplomatique, qui n'a d'autre but que de permettre à cette solution politique de s'amorcer avec l'appui entier des États arabes ».

Outre, donc, les modalités du cessez-le-feu sur lesquelles travaille aussi la diplomatie soviétique, reste à savoir à partir de quelles bases peut s'amorcer la solution politique. M. Hoss aurait fait savoir à M. Scheer qu'il fallait revenir à la résolution du sommet de Casablanca qui donnait un large rôle aux députés

libanais, appelés à se réunir — même à l'extérieur du Liban — pour se mettre d'accord sur les principes de réformes du système politique. Le chef du gouvernement à majorité musulmane aurait souligné que la résolution adoptée par les chefs d'État arabes à Casablanca l'avait été après que le comité des Six issu de la Ligue arabe rencontrait tous les leaders libanais et qu'il n'y avait donc pas lieu de modifier ce plan dans lequel la Syrie n'était pas mentionnée.

On indique de bonne source que l'Union soviétique serait plutôt favorable à un retour pur et simple à cette résolution de Casablanca, suggérant de « classer pour archives » le rapport publié le 1^{er} août sous la signature des ministres des affaires étrangères du

triumvirat (Arabie saoudite, Maroc, Algérie) qui demandait notamment le retrait des troupes syriennes jusqu'à la Bekaa. Pour Damas et ses alliés, il ne fait pas de doute, maintenant, que ce rapport doit être « oublié ».

Comment cela peut-il se faire et quelle réaction cela pourrait-il susciter à la fois chez certains Arabes et dans le camp du général Aoun, c'est toute la question.

Si les efforts diplomatiques en cours laissent espérer la possibilité d'une trêve, on souligne toutefois à Beyrouth que, pour l'instant, rien n'est réglé et que tout dérapage militaire reste donc une éventualité à ne pas écarter.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ISRAËL

Protestations internationales contre le bannissement de cinq Palestiniens

Le bannissement, dimanche, par les autorités israéliennes de cinq Palestiniens a soulevé une série de protestations internationales. Les pays arabes ont demandé, mardi 29 août, une réunion « d'urgence » du Conseil de sécurité des Nations unies. Après que le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, en fait état de sa consternation et de sa préoccupation, la Communauté européenne a exprimé, mardi, son « indignation ». Celle-ci a été signifiée au gouvernement israélien par les chargés d'affaires français, espagnol et italien.

De leur côté, les États-Unis « déplorent les dernières expulsions » de Palestiniens des territoires occupés. « Ces mesures nuisent à l'atmosphère dans laquelle le processus de paix doit progresser et rendent plus difficile l'ouverture d'un dialogue constructif entre Israéliens et Palestiniens », a estimé le porte-parole du département d'État. « Nous sommes opposés au

principe des expulsions. Elles sont contraires à la quatrième convention de Genève », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Yasser Arafat « considère sérieusement » la possibilité de demander un visa d'entrée aux États-Unis pour participer aux travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, a annoncé un porte-parole de l'OLP. M. Hassan Abdelrahman. L'année dernière, Washington avait rejeté une telle demande, ce qui avait amené l'Assemblée générale à tenir son débat sur la Palestine à Genève pour y entendre M. Arafat.

Dans la bande de Gaza, un Palestinien de vingt-sept ans a été tué et douze autres ont été blessés lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre dans le camp de réfugiés de Deir-el-Balah. La radio israélienne a présenté la victime, Ismail Ibrahim Abou Jayab, comme l'un des responsables du mouvement étudiant palestinien dans la bande de Gaza. — (AFP, Reuter.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléc MONDPA 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Paret (1969-1982)
André Lamure (1982-1985)

Date de la société :
oct 20 à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-51 ou 45-55-91-71
Téléc MONDPU 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 38-15 - Taper LEMONDE
ou 38-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37437
ISSN : 0393-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voies normales
3 mois	365 F	399 F	584 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 408 F
9 mois	1 030 F	1 093 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 390 F	1 509 F	1 980 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVÓYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les enfants
sont sans défense.
La loi mérite
une correction.

ENFANCE
ET PARTAGE

N° VERT 05 05 12 34

Pour envoyer vos dons : ENFANCE ET PARTAGE 10, rue des Blets 75011 PARIS, CCP 10764-SR-R-PARIS

كلنا من الأحرار

Enquête

Le dur voyage de centaines de milliers de chercheurs d'emploi

Les « oiseaux migrants » d'Egypte en route pour l'Irak

Depuis l'inauguration du port de Noueibaa, sur le golfe d'Akaba, en 1985, un flot presque ininterrompu de centaines de milliers de travailleurs égyptiens a emprunté le « pont maritime arabe » pour se rendre, en bus, en Jordanie, puis en Irak. Ils fuient le chômage (15 %) combiné à une inflation de 25 %. Il s'agit des plus pauvres, souvent obligés de s'endetter pour partir vers l'eldorado irakien. Les plus favorisés — professeurs, médecins, ingénieurs et autres professions libérales ou autres qualifiées — évitent le calvaire de la voie terrestre en prenant bien évidemment l'avion.

Sept heures moins le quart. Une dizaine de jeunes touristes se mettent à grimper dans le bus. La file bruit au passage de deux Allemandes repêchées en pantalon court. Un employé qui joue les bergers aboie : « Soyez polis, bande de moutons. Vos bagages dans la soute si vous voulez partir. » C'est la route.

A Noueibaa, l'attente

La majesté du mont Moïse laisse indifférents les « oiseaux migrants ». Ce qui compte, c'est d'arriver à Noueibaa. Au bout de huit heures de route apparaît enfin le golfe d'Akaba. Les deux Allemandes descendent, prennent leur sac à dos et font un signe de la main aux passagers du bus. Quarante bras s'agitent vigoureusement pour répondre. C'est ensuite la ruée vers les bagages, puis, au pas de charge, vers le portail du port.

Un soldat, l'écouteur du transisteur à l'oreille, brise l'élan des sprinteurs d'un simple geste de la main. « Mamnousse » (interdit), décrie-t-il sans autre précision, et il s'affale à nouveau sur son banc. C'est seulement lorsqu'un Saoudien en Mercedes 200 climatisée arrivera que l'on apprendra que le ferry a levé l'ancre depuis une heure.

Tout le monde part en traînant les pieds vers la rue principale. Sur ce qui fut un bout de désert jusqu'en 1985, une dizaine de cafétérias et deux hôtels.

La salle d'attente ressemble à un grand hangar. Sur les cinquante mètres de bancs alignés sur cinquante mètres, des hommes somnolent sous les ventilateurs ou distendent par groupes de quatre ou cinq.

Un fellah allume un réchaud à kérosène et met la théière à chauffer. Un garçon accourt. « Mamnousse ». Le fellah fait la sourde oreille. Le garçon revient avec un policier armé d'une kalachnikov et qui hurle : « Mamnousse ». « Pour l'amour du prophète, laissez-moi faire mon thé », demande le fellah. « Tu veux allumer un incendie, bougre d'âne ? Si tu veux du thé, achète-le au buffet », dit le policier. Le garçon demande aussitôt : « Ce sera combien de thé ? — A combien ? — 25 piastres. — C'est du vol ! Je n'ai jamais payé mon thé plus de 10 piastres. »

Vingt-deux heures. Le ferry est de retour. Le portail du port s'ouvre. Les autos d'abord, les camions ensuite, et les piétons enfin. Ruée vers les guichets des passeports. Des chaises en plastique sont renversées par un fellah qui tombe. Un saïdi qui connaît visiblement la musique dit, sarcastique : « Ce n'est pas la coopérative d'Etat et ils ne vendent pas d'huile ou de sucre subventionnés. Il faut un quart d'heure aux policiers hurlant à tue-tête et former trois files très approximatives. Un officier crie : « Ceux qui savent lire et écrire devant. » Contents de passer les premiers,

chauffeurs crient « Bagdad, Bagdad ». Après avoir payé dix dinars, ils passent à la route pour l'Irak. Ils se dirigent en fait vers le centre-ville où le chauffeur, moyennant commission, les « revend » à un petit bureau de voyages. D'autres prennent des taxis collectifs vers le centre. La plupart foncent directement vers les agences de voyages tandis que les plus expérimentés vont louer une chambre dans un hôtel bon marché, car ils savent que « rien ne sert de courir ». Même s'ils trouvaient un bus immédiatement, ils ne parviendraient pas à la frontière irakienne avant la fermeture.

Là, ils attendent avec une vingtaine d'autres Egyptiens le bon vouloir du propriétaire de l'agence. A midi, un grand gailard taillé en armoire à glace s'élève. « On en a assez de se faire plumer. Soit on voit ce fameux autobus, soit vous nous remboursez », crie-t-il d'une voix tonitruante. L'employé, qui jusque-là parvenait à mater les impatiences, est intimidé par celui qui le dépasse d'une bonne tête, d'autant que tous les voyageurs se sont rangés derrière ce « Spartacus ».

Quatorze heures, un minibus de vingt places arrive. Ruée. On ne prendra que vingt-trois passagers, tous des « pantalons », alors que le chauffeur voulait en prendre vingt-cinq. Dix dinars de perdus pour lui. Mécontent, ce vieux chauffeur irakien, originaire de Karbala, démarre, et les langues se délient. Assis près du conducteur, « Spartacus » a pris d'office le commandement de l'autobus.

Ses compagnons, âgés de vingt à vingt-cinq ans, vont du comptable au diplômé de droit ou d'agronomie, en passant par le couturier, le peintre en bâtiment, le soudeur, le plombier... A deux exceptions près, ils cherchent du travail. Les universitaires sont prêts à prendre d'importe quel emploi, y compris un travail manuel, à condition que nous puissions mettre quelques piastres de côté. Ils rêvent d'acquiescer au retour une petite épicerie ou un taxi.

Vingt heures. Après avoir failli deux fois verser, le minibus arrive au poste-frontière jordanien de Roueichid. Les formalités sont expéditives en une heure, mais le chauffeur a disparu. Quand il réapparaît, il explique en dialecte égyptien, que « les Jordaniens veulent lui taper » 25 dinars et qu'il ne les a pas. En fait, il doit renouveler son permis annuel de passage. Après palabres, les passagers rassemblent 20 dinars. « Rien à faire. C'est soit les vingt-cinq dinars, soit on attend ici jusqu'au matin. »

Des heures ont passé. Les plus malins ont compris que se disputer avec le chauffeur ne sert à rien sinon à avoir des ennemis une fois en Irak. Plutôt que de passer la nuit à geler dans le désert, ils se débrouillent pour monter dans des bus de passage.

Vendredi, neuf heures du matin. L'officier irakien fouille les affaires étalées sur des bancs de bout de son stick très britannique. Les lettres sont déchirées et les cassettes confisquées. Aucune explication n'est donnée à la cinquantaine de « gallabeyas » qui d'ailleurs ne pensent même pas en demander. Le chauffeur remet les passeports tamponnés aux deux seuls instruits de l'autobus. C'est la ruée. Les passeports volent en l'air dans un froi-froi de feuilles froissées.

Bagdad, enfin

Dix-neuf heures, arrivée à Bagdad. Le voyage a duré plus de trois jours et coûté, au total, plus de 400 livres. En avion, il n'aurait duré que quelques heures mais coûté près de 700 livres. Les « oiseaux migrants » se dirigent presque tous vers Al Morabba. Il s'agit d'un grand café de la rue Al-Rachid au centre de Bagdad. Les premiers travailleurs égyptiens venus en Irak au début des années 70 en avaient fait leur point de rencontre. Avec le temps, les Egyptiens ont baptisé par extension « Al Morabba » toute la zone allant du Tigre à la rue Al-Djounhouria.

Al Morabba est un quartier pauvre avec ses hôtels pour Egyptiens où l'on couche à quatre dans une chambre pour 2 dinars irakiens (3) la nuit. Ses restaurants comme Al Domyati ou Al Tantaoui portent le nom de villages égyptiens et ne proposent que des mets égyptiens cuisinés et servis par des Egyptiens. Près de la place Al-Midan, les Egyptiens, habitués à tout réparer, ont créé un marché de l'électroménager d'occasion.

La livre égyptienne cohabite à Morabba avec le dinar irakien. Même la petite monnaie égyptienne est acceptée. Celui qui cherche à y changer des dollars au noir y est regardé avec suspicion.

C'est peut-être un agent de la sécurité irakien. A Morabba, on n'a pas oublié ces dix Egyptiens condamnés à mort en 1986 pour trafic de devises. Leur peine a été commuée en réclusion à perpétuité à la suite de l'intervention personnelle du président Moubarak. D'ailleurs, rares sont les « oiseaux migrants » possédant des billets verts. Interdit pour interdire, il vaut mieux partir d'Egypte avec des livres, billets plus familiers. Un Egyptien n'a-t-il pas été arrêté dans une banque du Caire alors qu'il prétendait changer un billet d'un million de dollars ?

Samedi, six heures du matin. La rue Al-Rachid grouille de groupes de vingt à trente personnes. Ce sont les journalistes. Un camion arrive. Ruée. Discussions. Douze ouvriers grimpent. Ils iront travailler dans un des chantiers de Bagdad à Guedida pour 7 dinars la journée.

Plombiers, charpentiers et maçons disparaissent dans les ruelles bordées de maisons à un étage situées entre la rue du Caire et celle du Cheikh-Maarouf. Ils sont bientôt rejoints par tous ceux qui travaillent dans les ateliers et garages du quartier. Le soir, ils iront au cinéma de la rue du Caire qui projette les derniers films égyptiens avant de rentrer dormir à cinq ou six dans une chambre qui leur coûte 50 à 60 dinars par mois. Mais cela n'a pas d'importance car ils parviennent quand même à économiser. Demain, comme leurs compatriotes de Mousall à Bassora et les fellahs de Khaled, ils iront faire la queue devant la banque d'Al-Rafedeyn pour envoyer de l'argent à leur famille en Egypte.

Retour au pays

Comme tous les « oiseaux migrants », les Egyptiens finissent toujours par rentrer chez eux, que ce soit au bout de neuf mois ou de quatre ans. Les préparatifs de départ comprennent un passage obligé à Morabba. On y achète des sacs géants en simili-cuir à 20 dinars qu'on remplit de cadeaux. Radiocassettes, fers à repasser, montres, vêtements, permettent d'écouler les dinars que l'on n'a pas pu envoyer.

Aéroport Saddam. Les salles d'attente grouillent sous les « pantalons » et les « gallabeyas » qui viennent parfois trois jours à l'avance pour être sûrs de ne pas rater un avion dont les places ont dû être réservées depuis un mois. Une file d'une centaine de personnes attend devant le comptoir pour payer le poids excédentaire.

Port de Noueibaa. Le ferry accoste peu après minuit. Les « oiseaux migrants » montent par groupes de cinquante dans un tas de ferraille sur pneus qui les emmène pousivement vers les douanes. Les bagages suivent dans un camion. Les douaniers les font entrer dix par dix et leur font débiter leurs énormes sacs de toile de plastique et ouvrir leurs valises pleines à craquer. Tout le monde a sa cartouche de Marlboro, son bout de tissu, sa radiocassette et son mixer. La plupart ont aussi un ventilateur, une couverture, une Thermos, des produits alimentaires — caisses de pommes jordanienes, boîtes de compote et de cola, pistaches, riz — et des produits de lessive. Certains tiennent des attaches-cases et portent des lunettes de soleil imitation Ray-Ban. Un gallabeya a même ramené une plume de paon ! A côté des quelques réfrigérateurs, télévisions couleur et autres séchoirs rapportés par certains privilégiés, on trouve des matelas, des lits d'enfants et même un canapé en mousse.

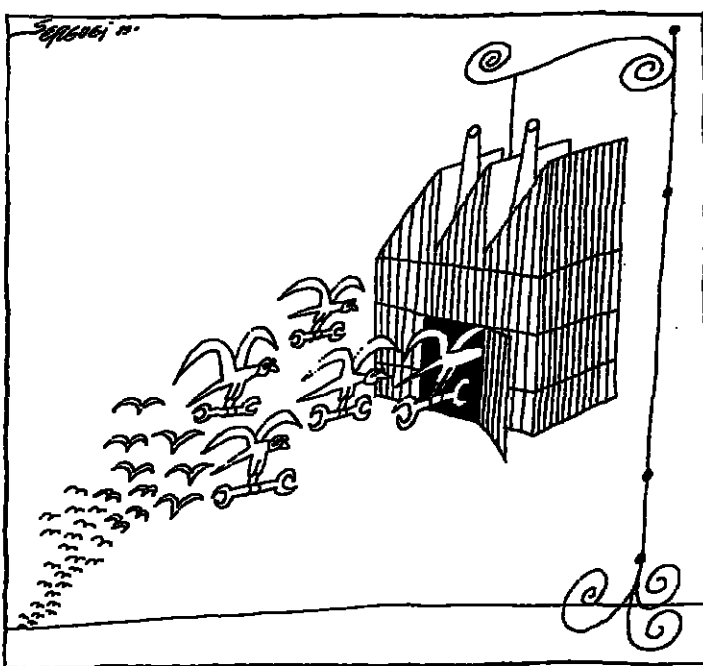
A la sortie, le bus de l'East Delta Company attend. Mais cette fois il est accompagné d'un camion de déménagement. C'est là que l'on casera tous les bagages que les soutes du bus ne pourront pas contenir. Après avoir perçu un supplément pour tout poids excédant les 50 kilos, le bus et le camion de déménagement prennent enfin la route du Caire. Vive les vacances !

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) Une livre égyptienne égale 2,5 francs au taux officiel et 2 francs au marché parallèle.

(2) Un dinar jordanien égale 9,75 francs au taux officiel et 9,10 francs au marché noir.

(3) Un dinar irakien égale 20,80 francs au taux officiel et 1,95 franc au marché noir.



une cinquantaine de jeunes gens avancent. « Vous remplirez les fiches de vos camarades analphabètes », leur dit l'officier. Ils passeront les derniers, après avoir rempli plusieurs centaines de fiches de départ.

Mercredi, deux heures du matin. Tout le monde est monté à bord du ferry, sauf deux « pantalons » et trois « gallabeyas ». C'est ainsi que les « oiseaux migrants » font la différence entre citoyens et paysans. « Ils ont du trafic, et mal, leur permis de travail à l'étranger ou le papier du service militaire », présume un « pantalon » qui n'a pas cessé de donner des conseils aux « gallabeyas » pour qu'ils évitent de se faire rouler. Le ferry Al Hussein lève l'ancre et le voyage commence pour les sédentaires égyptiens.

Sept heures du matin. A la sortie des douanes d'Akaba, les passagers égyptiens du ferry sont canalisés vers un guichet au-dessus duquel est écrit : Assurance obligatoire, 2 dinars (2). L'assurance est en fait facultative, et les clauses sont tellement draconiennes que les assureurs sont assurés contre tout risque de dédommagement.

Devant la grille de sortie du port, un policier jordanien arrête les « gallabeyas » aussi bien que les « pantalons ». Ils ne sortiront du port que par paquets de soixante dans un autobus brinquebalant qui les mène à la banlieue de Rabya, où le car que l'on avait dit gratuit se révèle être payant. Celui qui prodiguait des conseils sur le bateau sort des rangs : « J'ai mon billet payé jusqu'à Bagdad ». Le policier désabusé regarde le bout de papier puis dit : « Bougre de gamin ! » (boufflé).

Encore un qui s'est fait arrêter par un bureau d'immigration au voyage. La compagnie qui doit le prendre à Bagdad n'existe même pas. Plutôt que de perdre son temps en vaines plaintes, le donneur de conseils paie douze dinars et demi et monte dans une tout-terrain « se rendant directement à Bagdad ». Il a pris la précaution de noter le numéro de l'auto, mais, selon toute vraisemblance, « Monsieur je-sais-tout » se fera encore une fois avoir.

Halte à Amman

Quatorze heures, arrivée à Amman. Tout le monde descend à Wahadat, le quartier des camps de réfugiés qui abrite la plupart des Egyptiens travaillant en Jordanie. Les « oiseaux migrants » s'égaillent. Certains montent dans les taxis jaunes d'Amman dont les

Fellahs et professeurs

L'ÉMIGRATION vers l'Irak a débuté en 1973 lors du lancement du projet agricole de Khaled, au nord de Bagdad, une ferme pilote de cent quatre-vingt mille hectares. Des villages presque entiers ont été transférés de la vallée du Nil vers celle du Tigre. Ces fellahs ont formé le noyau dur des Egyptiens qui ont commencé à les rejoindre en Irak en 1975, après le boom pétrolier. La rupture des relations, en décembre 1977, après le voyage de Sadate en Israël et l'expulsion de l'Egypte de la Ligue arabe en avril 1979 par le sommet de Bagdad, n'a pas grandement affecté la présence égyptienne, qui n'a fait que croître. Durant la guerre avec l'Iran, une quinzaine de milliers d'Egyptiens se sont engagés dans l'équivalent irakien de la légion étrangère.

Les estimations divergent fortement quant au nombre d'Egyptiens vivant dans le pays du Tigre et de l'Euphrate. Les autorités irakiennes avancent le chiffre de « un million et quelques », tandis que le gouvernement du Caire parle de deux millions. Il est difficile de donner un chiffre exact compte tenu du continu va-et-vient.

Les Egyptiens n'ont pas besoin de visa pour entrer en Irak. Toutefois, ils doivent obtenir une « haoudya » (carte d'identité) et subir un examen médical — les fellahs du Nil souffrent souvent de bilharziose — dans un délai de deux semaines maximum après leur arrivée. En 1988, quelque cent soixante-dix mille Egyptiens, pour la plupart analphabètes, ont été condamnés à six mois de prison et 500 dinars d'amende pour ne pas avoir respecté cette loi. Ils ont toutefois été graciés.

Le journaliste ou l'ouvrier non qualifié gagne entre 6 et

10 dinars par jour. Ils ont le droit de transférer 30 dinars par mois au taux officiel (1 dinar égale 3,2 dollars alors qu'il faut plus de 3 dinars pour faire 1 dollar au marché noir). Ceux qui sont engagés par contrat ont le droit de transférer 40 % de leur salaire, qui fluctue entre 150 et 250 dinars. Des réseaux de « viveurs » se sont créés. Un « viveur » est un chômeur qui, contre commission, vise pour quelqu'un d'autre son quota officiel de dinars en tant que journaliste.

Des situations enviables

Les Egyptiens en Irak, ce sont aussi des milliers d'ingénieurs, de médecins, d'agronomes et d'enseignants. Les professeurs d'université constituent la crème de la crème de la colonie égyptienne.

Le professeur Selama, qui a eu son doctorat en ingénierie à Leningrad, enseigne à l'université de Bagdad. Il est respecté par ses collègues irakiens, pour la plupart plus jeunes, et parfois même envié. Il vit en effet dans un luxueux appartement du quartier Al Mansour dont le loyer s'élève à 160 dinars, dont 150 remboursés par l'Etat. Il gagne 570 dinars par mois, soit plus que ses confrères irakiens. A cela s'ajoute le privilège qu'il a de pouvoir verser chaque mois vers le Caire 200 dinars au taux officiel, soit 1 800 livres. Il économise donc l'équivalent de deux fois et demie son salaire égyptien chaque mois.

Les expatriés d'Irak, de Jordanie, d'Arabie et du Golfe rapatrient chaque année plus de 2 milliards de dollars, soit plus que les revenus des exportations du pétrole, du tourisme ou du canal de Suez.

A. B.

Société

Les retombées de la crise dans la gendarmerie

Le ministère de l'intérieur s'attend à une forte contestation dans la police nationale

Le ministère de l'intérieur s'attend à un mouvement revendicatif important et détermine des policiers à partir de la mi-septembre. Principale organisation syndicale de la police nationale, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), en effet,

Depuis une semaine, place Beauvau, au siège du ministère de l'intérieur, on ne décote plus. C'est, officiellement, M. Pierre Joxe n'a pas d'état d'âme : « Vouloir m'opposer à Chevènement, c'est ridicule ; au contraire, je l'ai soutenu », réplique-t-il à l'envi. Officiellement, les sentiments profonds de son entourage, comme ceux des hauts responsables du ministère, sont bien loin de cet angélisme apparent. « La méthode de l'extincteur, ça ne règle rien, résume l'un d'eux. Un coup pour les uns, un coup pour les autres, ça donne l'illusion de l'efficacité. Mais ça n'est pas la solution. Il ne faut pas continuer à couvrir, mais, de plus, il se propage ailleurs ».

Solidarité gouvernementale oblige, M. Joxe laisse entendre que si les policiers, à leur tour, franchissent la ligne jaune, c'est à son corps que de la défense, il se « fâchera ». Pourtant, c'est peu dire qu'au ministère on comprend l'exaspération syndicale. Ce n'est pas seulement M. Chevènement qui est soupçonné d'avoir voulu faire oublier, dans une zèle corporatiste excessif, ses premières déclarations selon lesquelles « la gendarmerie n'est pas une armée » (le Monde du 29 juillet). C'est la manière dont a été gérée la crise de la gendarmerie qui est présentée comme l'exemple parfait d'une gestion gouvernementale imprévoyante, « en catastrophe », sans réflexion d'ensemble.

En lieu de se livrer à une réflexion globale sur la sécurité intérieure, ses forces, ses moyens, ses crédits, ses personnels, on a préféré parer au plus pressé, sans prendre conscience que, dans un système de vases communicants, cette précipitation nourrirait les surenchères policières. Attaché, de longue date, à une programmation pluriannuelle de la modernisation policière, qui s'accompagne d'une pédagogie auprès des personnels, invités à s'impliquer et à prendre patience, le ministère de l'intérieur se sent ainsi brusquement déstabilisé.

annoncé que, si elle n'obtenait pas immédiatement « 600 francs d'augmentation pour tous », elle appellerait, le 15 septembre, à un mouvement national d'action illimitée ». La FASP a appelé ses adhé-

... ET POUR COMMENCER NOUS DEMANDONS UNE PRIME D'IMMOBILITÉ.



Différences de salaires

Les policiers estiment avoir joué, depuis quatre ans, le jeu du plan de modernisation 1985-1990, adoptant un discours qualitatif (amélioration de la formation, de la qualification, de l'organisation des services) et non plus quantitatif (abandon notamment de la revendication d'effectifs supplémentaires). Mais cet effort ne leur paraît pas avoir été compensé par des avantages catégoriels significatifs. En d'autres termes : travailler mieux et autrement, d'accord, mais à condition que cela ne se fasse pas « sur le dos des personnels ». Or, les quelques mesures « catégorielles » obtenues à la fin du budget 1989 ne se sont toujours pas traduites dans les feuilles de paie policières, le ministère du budget manifestant, selon la FASP, « une mauvaise volonté évidente ».

Bref, dans ce service public, comme dans d'autres, l'austérité ne passe plus. Elle passe encore moins maintenant que le gouvernement a brusquement cédé devant une suc-

cession de lettres anonymes de gendarmes, alors même qu'il semblait déterminé à refuser les avantages budgétaires réclamés par les syndicats policiers. La fureur de ces derniers est à son comble depuis qu'il ont appris que certains membres de l'état-major particulier du premier ministre faisaient parvenir discrètement à la direction de la gendarmerie les documents de travail budgétaires concernant la police nationale, ébauchés par M. Roussely et M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard. Rien n'explique plus les policiers que l'impression selon laquelle les gendarmes n'auraient obtenu qu'un simple rattrapage face à une police nationale choyée par le gouvernement.

C'est tout l'inverse, répliquent à l'unisson syndicalistes et hauts fonctionnaires de l'intérieur. Et si

rents à élaborer les modalités de ce mouvement, forcément originales s'agissant de fonctionnaires qui, depuis 1948, n'ont pas le droit de grève. Les concessions faites aux gendarmes, mercredi 23 août, encourageant les syndicalistes policiers à hausser le

l'on s'en tient à la réalité des chiffres, ils n'ont peut-être pas tort. Paradoxalement, en effet, la crise de la gendarmerie a permis de lever un lièvre inespéré pour les policiers : les différences de salaires entre les deux corps. Théoriquement, depuis 1977, policiers et gendarmes vivent un régime de « parité » salariale, obtenu d'ailleurs après une importante mobilisation des syndicats de police. Or, quand, mardi 22 août, lors de l'ultime réunion interministérielle présidée par M. Huchon avant l'annonce des mesures prises en faveur des gendarmes, le ministère du budget présente un tableau comparatif des émoluments des uns et des autres, tous les participants ont dû en convenir : à indice égal, toutes catégories confondues, les salaires nets des gendarmes sont supérieurs de 1 000 à 2 000 francs à ceux des policiers.

Explosif, ce document est aujourd'hui jalousement gardé par le ministère de la fonction publique, mais son contenu ne surprend pas la FASP, qui a fait ses propres calculs. En incluant l'indemnité de résidence, l'indemnité de nuit et la prime du secrétaire général à l'administration de la police (SGAP), bref toutes les primes possibles, un gardien de la paix au premier échelon (indice 256) touche un salaire net mensuel de 6 856,31 francs. En incluant l'indemnité de résidence (identique), l'indemnité de sujétions spéciales et les trois indemnités propres à l'institution militaire (indemnité de charges militaires, prime de qualification, prime de service), un gendarme au premier échelon (indice 256) perçoit 7 845,79 francs.

Le même calcul opposé, à l'indice 417, le brigadier-chef à l'adjoint-chef : 12 746,13 F ; à l'indice 437, le brigadier-chef à l'adjoint-chef : 11 117,30 F contre 12 435,59 F. Mais les additions des policiers ne s'arrêtent pas là. Ces derniers rap-

ton, d'autant plus qu'un document budgétaire vient de faire apparaître des différences de salaires allant de 1 000 à 2 000 francs, à fonctions égales, entre gendarmes et policiers, en faveur des premiers.

L'organisation syndicale avait déjà eu recours à ce type d'action : en mars 1971, face à la politique répressive du ministre de l'intérieur de l'époque, M. Raymond Marcellin, et en mars 1981, quelques mois avant l'élection de M. Mitterrand. La rupture entre ce syndicat, dont certains dirigeants sont proches du Parti socialiste, et le gouvernement semble profonde. Depuis plusieurs années, la FASP avait adopté une démarche à tout prendre « rocardienne » : un syndicalisme de proposition, soucieux de s'engager dans des réformes de longue durée, participant d'une sorte de coproduction service public. Aujourd'hui, elle a le sentiment de n'en avoir pas perçu les dividendes : « On nous pique nos idées sans droits d'auteur et l'indemnité ne nous paie pas. Aussi son engagement nouveau dans « un syndicalisme de contestation », loin d'être conjoncturel, marque-t-il un tournant, semblable au nouveau discours de Force ouvrière, voire à celui de la CGT.

« 600 francs : un minimum »

Ce tableau ôte tout scrupule corporatiste à la FASP, si d'aventure elle en avait eu. D'autant plus qu'elle avait prévu de longue date ses interlocuteurs : en mars 1988, M. Deleplace avait déjà fait remarquer que la revalorisation de 12 % de l'indemnité pour charges militaires décidée par le gouvernement Chirac creusait l'écart. Estimant que ses « 600 francs pour tous » ne sont, désormais, plus qu'« un minimum », la FASP est décidée à contourner le statut spécial imposé aux policiers en se lançant dans des formes d'actions originales. Rien n'est encore public, mais l'on croit savoir que celle-ci appellerait ses adhérents à ne plus assurer que les tâches destinées au public, à organiser eux-mêmes leur travail collectivement, à diffuser des tracts à la population, à remplacer les conventions par-de faux PV exposant les revendications, voire à occuper les commissariats.

EDWY PLENE

Hôtels sans étoiles

(Suite de la première page.)

L'hôtel ne comportait ni douche ni salle de bain, les WC étaient sur le palier et le petit lavabo installé au fond de la chambre n'offrait que de l'eau froide depuis des mois. Car, affirmait le propriétaire, « la chaudière était en panne ». Tous les 8 ou 10 jours, il venait frapper à la porte pour réclamer son loyer : 1 200 F. Inscio, qui est maçon dans la région parisienne, devait tout régler en liquide. En sept ans, malgré ses demandes, il n'a pas reçu une seule quittance de loyer. « On n'habite pas là-bas pour son plaisir, souligne-t-il, mais on n'a pas toujours le choix. Ça ne sert pas à grand-chose de passer par une agence ou des petites annonces parce qu'ils demandent des salaires élevés. En plus, ils préfèrent ne pas trop donner aux gens de couleur. Il y a aussi les HLM mais je connais des gens qui attendent depuis cinq ans. A quoi ça sert d'aller s'inscrire sur une liste où il y a déjà des milliers de gens ? ».

La nécessité. Le provisoire aussi. Et finalement, l'habitude. Au fil des ans, « on ne remarque plus rien », dit-il. Les locataires ferment les

yeux, se rendent aux douches municipales et finissent par acheter quelques meubles tant l'« ordinaire » est déprimant. « Ces hôtels n'ont de meublé que le nom », explique Mamadou, qui est arrivé en France il y a huit mois. On trouve un lit défoncé, une chaise et une armoire dans un coin. C'est tout. Il y a « beaucoup qui rachètent des lits et des chaises décentes. Ils sont aussi obligés d'ajouter un réchaud puisqu'il n'y a pas d'eau chaude. Ne serait-ce que pour se faire un café le matin ».

Cinq personnes dans la même chambre

Le propriétaire a d'ailleurs su profiter de ces installations de fortune. Ces réchauds à gaz, qui coûtent 70 F dans le commerce, ont été subitement annulés : certaines des rares factures établies par l'hôtel portent un supplément intégré à la rubrique... « cuisine ». 200 F pour certains, 220 F pour d'autres. Il n'y avait pourtant ni eau chaude ni cuisine collective. Ces suppléments étaient aussi fluctuants que les

loyers mensuels : les tarifs affichés sur les portes des chambres étaient rarement respectés. Pour des chambres comparables, Abdelkader payait 950 F, Inacio 1 200 F, Laboussine 1 500 F et Mamadou 1 800 F. « De toute façon, c'était toujours la même chose », soulignent les résidents. Si on protestait, il nous disait d'aller voir ailleurs. Et ailleurs, ce n'est pas beaucoup mieux qu'ici ».

Ils le savent pour l'avoir vécu. Lounis Chani, qui est arrivé en France en 1946, a toujours, on presque, vécu en hôtel meublé. Aujourd'hui retraité, il a séjourné sept ans, — il a été chassé il y a un an d'un hôtel de Clichy, rue Dagobert, transformé en hôtel de tourisme. Il a alors rejoint l'hôtel Royal tout proche. « Je n'ai jamais habité en foyer, explique-t-il. Ça ressemble trop à une caserne. Dans un hôtel meublé on se sent quand même un peu chez soi. On a sa clé, et on n'est pas en dortoir avec d'autres. Mais ils profitent. Cet été, mon fils est venu d'Algérie : le propriétaire a bien voulu lui laisser une chambre mais j'ai dû la nettoyer moi-même tellement elle était sale. Et il m'a fait payer 1 500 F pour le mois ».

Comme son ami Abdelkader arrivé à l'hôtel Royal il y a sept ans, il n'a pas déposé de demande de logement à la mairie. Il n'a pas non plus cherché par petites annonces. Les célibataires ont peu de chances, disent-ils. « Surtout s'ils sont algériens », une nationalité « pas très avantageuse ». Car les hôtels meublés accueillent aussi tous ceux qui n'y croient plus. Ceux qui ont constitué tant de dossiers inutiles qu'ils n'ont plus la force de recommencer, ceux qui se découragent parce que « tout est très lent », ceux qui savent que leur seul secret dissuade bien des propriétaires.

Gestion désinvolte

Sur les 1 074 chambres louées au mois dans les hôtels meublés de Clichy, 69,5 % sont ainsi occupées par des immigrants célibataires d'origine maghrébine âgés de plus de trente ans (1). Ces hôtels accueillent bien quelques couples et familles, mais ils sont plus rares : 11,5 % du total. Ce qui représente tout de même quatre-vingt enfants. Les services chargés de l'étude sur les hôtels meublés de Clichy ont pu découvrir jusqu'à cinq personnes logées dans la même chambre : quatre enfants et leur mère vivant dans une pièce de moins de 10 mètres carrés.

Les deux tiers de ces hôtels n'offrent pas d'eau chaude dans les chambres et 22 % d'entre eux ne disposent pas du chauffage central.

Parmi ces derniers, beaucoup ne permettent même pas l'installation d'un chauffage individuel car la ventilation est insuffisante ou les conduits de cheminée absents. « Un certain nombre d'occupants se chauffent à l'aide d'un poêle relié à un conduit de cheminée bricolé, ramenant les résidents du rez-de-chaussée. Quelques hôtels ne permettent pas d'autre moyen de chauffage que le gaz en bouteille. Les WC sont toujours sur le palier et 75 % de ces hôtels ne comportent pas de douche, même collective. L'état général est pourtant « relativement correct », notent les rapporteurs du report. Mais, coupés par la mauvaise qualité des bâtiments : 65 % des occupants — dont un tiers sont des Maghrébins — n'entrevoient pas leur bien de manière « correcte ».

Difficile, pourtant, de les y contraindre. L'hygiène et la sécurité sont contrôlées à Clichy par le commissariat de police, la mairie — à travers son bureau municipal d'hygiène — et la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) — qui compte un service de l'« hygiène du milieu ». Des interventions dispersées et souvent déconcertantes pour les résidents ne sont pas très fréquentes faute de temps et de moyens. La police peut verbaliser et alerter la DDASS, qui prépare les injonctions de travaux ou les arrêtés préfectoraux, mais les procédures sont longues et les propriétaires traquent si bien les pieds qu'ils finissent par retarder ou même éviter les travaux.

Difficile, aussi, de lancer des opérations de longue haleine : les propriétaires et les gérants changent souvent et les services ne savent pas toujours très bien à qui s'adresser. Le rapport du PACT-ARIM, qui s'inquiète du délabrement des meubles et de la gestion désinvolte des occupants, ne fait guère confiance à la loi du marché pour améliorer la situation. « Elle risque de conduire d'une part à des situations inacceptables sur le plan de l'hygiène et de la sécurité ; d'autre part, à la disparition, à terme, d'hôtels meublés de bonne qualité technique transformés en hôtels de tourisme ou en logements ».

Réhabilitation

Que faire donc si on veut tenter de racheter les hôtels les plus dégradés pour en faire des immeubles décentes ? La mairie peut, bien sûr, attendre une mise en vente mais les bâtiments les plus vétustes peuvent faire l'objet d'arrêtés de péril imminent et être détruits. La mairie est alors tentée de reloger tous les loca-



taires de l'hôtel. Ce qui n'est pas toujours très étonnant. « Nous ne voulons pas nier l'utilité de ces hôtels meublés car ils répondent aussi à un besoin », souligne M. Gilles Catoire, le maire socialiste de Clichy. Cependant, beaucoup de gérants cherchent surtout à évincer des locataires sans jamais investir. Du coup, certains des immeubles offrent des conditions de séjour inacceptables. Un de nos reporters serait de les remplacer par des « hôtels sociaux » destinés par exemple aux jeunes et aux stagiaires qui ont du mal à trouver un logement : des studios propres et décentés qui appartiennent à la ville et qui seraient gérés par une association spécialisée. Il faut également poursuivre la réhabilitation des immeubles anciens de Clichy. Plusieurs opérations ont ainsi été menées ces dernières années par la mairie et l'office public HLM de la ville. Deux immeubles de la rue de la République ont été réhabilités en 1985, un autre en 1986. L'un d'eux se situe à deux pas de l'hôtel incendié vendredi dernier. Acheté par la ville en septembre 1985, il avait été confié à l'office HLM six mois plus tard et classé insalubre en janvier 1987. La réhabilitation, qui a coûté 5 millions de francs, a été prise en charge à 80 % par l'Etat.

En octobre prochain, ce vieux immeuble déclaré du 27, rue de Villeneuve abritera dix-huit studios réhabilités que l'office compte louer environ 1 000 F par mois. Le prix d'un séjour en hôtel meublé. Avec, cette fois, cuisine, salle de bain, chauffage électrique et ascenseur.

« Une opération semblable a été menée boulevard Jean-Jaures, dans un immeuble très dégradé », explique M. Jean-Mary Scavennec, directeur depuis 1980 de l'office HLM de la ville, qui possède deux mille neuf cents logements à Clichy. Dans ce bâtiment, quatorze logements seront livrés à l'automne. Ces opérations ont bien marché et nous en avons lancé deux autres dont les montages financiers sont en cours. Tous les habitants de ces immeubles ont été relogés dans notre patrimoine sur Clichy, et ceux qui veulent revenir dans les lieux après la réhabilitation pourront le faire ».

Mamadou et ses camarades, eux, attendent, désormais, un toit. Ces derniers jours, ils sont passés dans leurs chambres noircies récupérer « le plus gros » pour l'apporter au centre du Landy, un espace municipal doté de quelques chambres et d'un dortoir où ils sont hébergés. Mais cette fois, même les plus habitués d'entre eux refusent de retourner dans un « meublé ». « On n'oublie pas comme ça », souligne Lounis, qui a pourtant quarante-trois ans d'hôtel meublé derrière lui. « Maintenant, j'aimerais bien retrouver un logement. Un vrai ».

ANNE CHEMIN

(1) Le rapport du PACT-ARIM des Hauts-de-Seine sur les hôtels meublés avait pour but de « permettre à la municipalité de définir une stratégie sur ces bâtiments en pleine connaissance de cause ». Il a étudié de près les cinquante-sept hôtels meublés qui existaient à Clichy en 1988.

Marchands de sommeil et « gagne-petit »

Les hôtels meublés sont-ils rentables ? Le rapport remis à la mairie de Clichy par l'Union départementale du PACT-ARIM (Centre de propagation et d'action contre le trafic d'immobilier pour la restauration immobilière des Hauts-de-Seine en juin 1988) s'efforce d'évaluer les chiffres d'affaires des cinquante « meublés » fonctionnant normalement depuis au moins six mois dans la ville. Selon le rapport, la moitié des hôteliers disposent d'un chiffre d'affaires mensuel compris entre 20 000 et 100 000 francs. Ils doivent cependant prélever sur cette somme les frais d'entretien, d'eau, d'électricité, et éventuellement de chauffage, et la location des murs s'ils ne sont pas propriétaires, à quoi s'ajoutent parfois — rarement — les remboursements d'emprunts souscrits pour l'achat du fonds de commerce.

En fait, dans quatre cas sur cinq, ces sommes sont complétées par d'autres activités : 80 % de ces hôtels possèdent un bar et certains y ajoutent un restaurant. Il existe aussi des propriétaires qui possèdent d'autres commerces à Clichy : bistrots, hôtels de tourisme, locations d'appartements à l'année, garage.

Au total, et selon ce rapport, 42 % des hôtels permettant à l'exploitation de mener une vie « correcte » et 10 % d'entre eux dégagent des bénéfices suffisants pour autoriser de gros investissements. Le rapport considère, cependant, ces exploitants comme des « gagne-petit » et qui parviennent à vivre par l'accumulation de petits revenus. Parmi ces hôteliers, un quart sont classés comme « marchands de sommeil », qui cherchent avant tout à « retirer un maximum de profit avec un minimum d'investissement » : le taux de remplissage de ces « meublés » est très élevé, et l'entretien de l'immeuble est réduit au strict minimum. Les six hôtels de ce type qui s'adressent à une clientèle de travailleurs immigrés maghrébins ont tous fait l'objet, au moins une fois, d'une injonction de travaux ou d'un arrêté de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) au cours des cinq dernières années. Les autres, où l'on trouve une clientèle plus variée, appellent, souligne le rapport, « un suivi permanent pour éviter que le défaut d'entretien ne les fasse glisser vers la taudification ».

A.C.

BIBLI

OUS offre

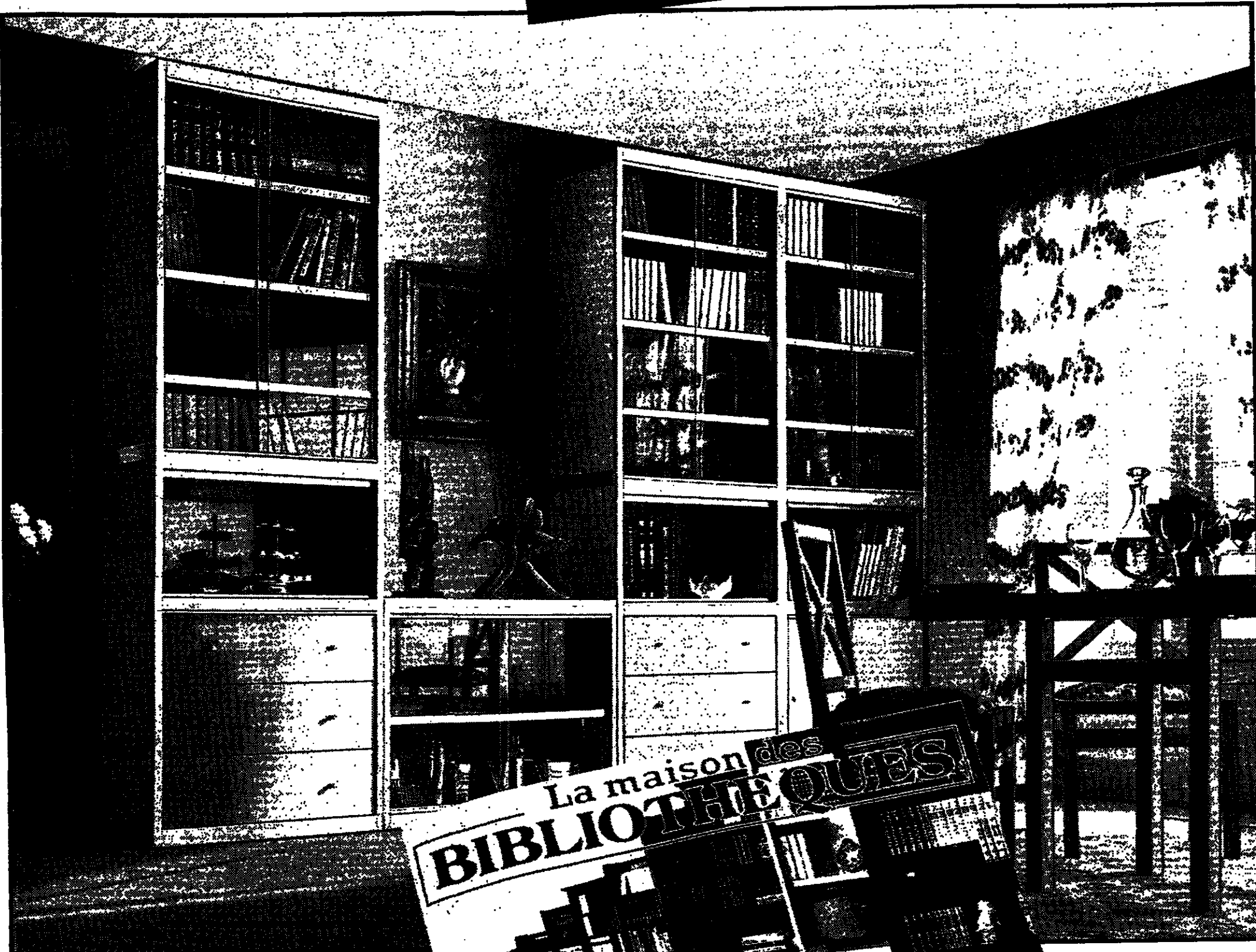
RIEZ NOS MAR

A PARIS

RUE FROIDEV

La maison des BIBLIOTHEQUES

vous offre son **nouveau** catalogue



VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS

61 RUE FROIDEVAUX 75014

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. RER : Denfert-Rochereau - Métro : Denfert-Rochereau - Gare Edgar-Quinet - Autobus : 26-39-58-68 - SNCF : Gare Montparnasse.

- | | |
|--|---|
| ARPAJON
13, Rte Nationale 20 (200 m avant la sortie Arpaion-Centre). Tél. 84 90 05 47. | NANCY
8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83 32 84 84. |
| BORDEAUX
10, rue Bouffard. Tél. 56 44 39 42. | NANTES
16, rue Gambetta (près rue Coulmiers). Tél. 40 74 59 35. |
| BRIVE (Point Expo)
30, rue Louis-Lafitte. Tél. 55 74 07 32. | NICE
2, rue Offenbach. Tél. 93 88 84 55. |
| CLERMONT-FERRAND
22, rue G.-Clemenceau. Tél. 73 93 97 06. | POITIERS
42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 48 41 68 46. |
| DIJON
100, rue Monge. Tél. 80 45 02 45. | QUIMPER (Point Expo)
17, av. de la Libération. Tél. 98 90 63 33. |
| DRAGUIGNAN (Point Expo)
ZAC de St Hermentaire. Tél. 94 67 33 19. | REIMS (Point Expo)
39 bis, av. de Paris. Tél. 26 04 09 01. |
| GRENOBLE
59, rue Saint-Laurent. Tél. 78 42 55 75. | RENNES
18, quai Émile-Zola (près du Musée). Tél. 99 79 56 33. |
| LILLE
88, rue Esquemoise. Tél. 20 55 69 39. | ROUEN
43, rue des Charrettes. Tél. 45 71 96 22. |
| LIMOGES
57, rue Jules-Norac. Tél. 55 79 15 42. | SAINT-ETIENNE
40, rue de la Montat. Tél. 77 25 91 45. |
| LYON
9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis Pradel). Tél. 78 28 36 51. | STRASBOURG
11, rue des Bouchers. Tél. 88 38 73 78. |
| MARSEILLE
109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91 37 60 54. | TOULOUSE
1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin). Tél. 61 22 92 40. |
| MONTPELLIER
8, rue Sérane (près gare). Tél. 67 58 19 32. | TOURS
5, rue Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. 47 38 63 66. |

Magasin ouvert du mardi au samedi inclus.

La maison des BIBLIOTHEQUES

500 modèles
14 LIGNES ET STYLES

80 pages

toutes en couleurs

250 photos, schémas et illustrations
500 modèles vitrés ou non
14 lignes et styles, 85 versions
(coloris teintés ou essences de bois)
et de nombreux accessoires.



Les cartes de paiement (carte Bleue, Visa, MasterCard) et de crédit (Amex, Union, Union) sont acceptées dans nos magasins, ainsi que pour les commandes par correspondance.

DEMANDEZ-LE DANS NOS MAGASINS OU RENVOYEZ CE COUPON

CATALOGUE GRATUIT

Retournez ce coupon à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

J'aimerais recevoir gratuitement et sans engagement votre catalogue avec photos couleurs, dimensions, essences, teintés, contenances, prix de tous vos modèles. Merci.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

LOCALITE _____

CODE POSTAL _____ TEL. _____

PROFESSION _____

Demande de catalogue par téléphone 24 h sur 24 (enregistré)

(1) 43 20 73 33

هنا من الأصل

DÉFENSE

Devant les jeunes socialistes réunis à Albi

M. Chevènement annonce une réforme du Conseil supérieur de la fonction militaire

M. Jean-Pierre Chevènement sera entendu par la commission de la défense de l'Assemblée nationale le jeudi 7 septembre, a annoncé mardi 29 août le président de la commission, M. Jean-Michel Boucheron (PS). L'audition du ministre de la défense portera sur les thèmes de l'actualité intérieure et extérieure concernant son département, a-t-il précisé.

ALBI
de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Chevènement est inébranlable. Quand il a adopté une position, non seulement il s'y tient, mais il aime à en pousser l'expression jusqu'à la provocation. Précédé par une presse du matin ricanante, le ministre de la défense, s'adressant mardi 29 août aux jeunes socialistes réunis à Albi, n'a pas cédé un pouce de terrain dans sa dénonciation à propos du mécontentement des gendarmes d'une « campagne fondée sur une cinquantaine de lettres anonymes d'origine extrêmement douteuse » et comportant des « attaques politiques » contre le gouvernement. « Lisant la presse ce matin, sachant par avance à quoi je devais m'attendre, je me suis bien amusé », a assuré M. Chevènement. Un peu plus tard, devant les micros de radio et de télévision, le ministre a repris son compte le « screu greu greu » que *Libération* avait le matin mis dans sa bouche. Tant pis s'il faut pour se faire entendre emprunter un vocabulaire de vieille badine ! Pour M. Chevènement, « les hommes politiques ne doivent pas avoir de ce point de vue des médias qu'ils se contentent de permanence dans une attitude de complaisance à leur égard ».

Le ministre de la défense souhaite et veut croire que l'on retiendra de l'affaire dans quelques mois qu'un

homme politique a eu le courage de s'avancer et de dire : halte au feu ! Il n'est pas admissible en démocratie que l'on puisse bâtir un événement sur la base de lettres anonymes ». Et de raconter comment la direction de la gendarmerie avait piégé *France-Sol* en dictant à ce journal une prétendue lettre de protestation de gendarmes « républicains » accompagnée d'un questionnaire de téléphone afin de voir si le journaliste l'appellerait pour vérifier. Or il n'a pas rappelé et la fausse doctine a été publiée telle quelle. Pour M. Chevènement, c'est la « déontologie » de la presse qui est en cause.

Le souvenir de Dien-Bien-Phu

Quant à la droite, M. Chevènement a convenu que « beaucoup » de ses dirigeants s'étaient conduits « de manière responsable ». Le ministre de la défense a affirmé que des députés et des maires RPR l'avaient assuré de leur appui et félicité pour la façon dont il fait « respecter la discipline dans les forces armées ». Il n'empêche, selon lui, que le mécontentement des gendarmes a donné lieu à des opérations politiques dont témoignent certaines lettres mettant au compte du gouvernement actuel par exemple le meurtre de quatre gendarmes à Fayaoué, alors que cet événement s'était produit sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, dont la politique en Nouvelle-Calédonie « doit être jugée à ses fruits ».

Les jeunes socialistes, qui n'ont pas voulu chahuter un ministre en situation difficile, ont quand même sacrifié un tant soit peu au folklore de rigueur en pareille circonstance. Bien qu'ils eussent promis à leurs camarades de Socialisme et République (le com est qu'au ministre M. Chevènement) de se tenir tranquilles, les « fabusiciens » ont

accueilli le ministre de la défense en chantant, debout, un signal d'un air fût, la *Marseillaise*. Taquiné sur le chapitre du patriotisme, M. Chevènement n'y est pas allé de main morte. « Le jour de Dien-Bien-Phu, j'avais quinze ans, et je peux vous dire que j'ai pleuré », a-t-il confié, en évoquant la reddition de la garnison française en Indochine en 1954.

Tous courants confondus, les jeunes socialistes n'en sont pas revenus, bien que M. Chevènement ait expliqué que la leçon qu'il avait retirée de cette défaite était que la France ne devait pas s'engager dans des actions contraires à son honneur.

« Pour des raisons qui tiennent à la nature même de l'armée, le principe de la hiérarchie ne peut être remis en cause », a affirmé le ministre, interrogé sur la démocratie dans l'armée. Il a ajouté, toutefois, qu'il proposera une réforme du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) s'inspirant de la méthode employée lors de la table ronde de la gendarmerie, c'est-à-dire le tirage au sort parmi ceux qui se portent volontaires pour exposer au plus haut niveau de la hiérarchie les problèmes qui se posent à la base.

PATRICK JARREAU.

[Institué par une loi du 21 novembre 1969, le Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) est composé, sous la présidence du ministre de la défense, de cinquante-quatre membres (cadres d'active et retraités) qui sont tirés au sort, dans les trois armées et la gendarmerie, pour représenter leur avis sur des questions générales relatives à la condition et au statut des personnels de carrière ou engagés. Au printemps dernier, déjà, avant l'agitation actuelle dans les garnisons, M. Chevènement avait proposé au CSFM que ses membres soient désormais tirés au sort parmi des officiers et sous-officiers volontaires au départ pour représenter leurs collègues. En commission, les membres actuels du CSFM avaient alors estimé que cette réforme ne s'imposait pas et ils l'avaient rejetée. — J.L.]

« M. Juppé souligne la « modération » de l'opposition. — Devant les « jeunes giscardiens », à Saint-Malo, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a déclaré, mardi 29 août, à propos de l'agitation dans la gendarmerie : « C'est un sujet qui ne faut pas traiter à la légère. Nous avons été d'une retenue, parfois même d'un silence, en tout cas d'une modération refusant toute politisation, qui sont à mettre à l'honneur de l'opposition qui s'est bien rendu compte que c'était quelque chose qui mettait véritablement en cause le fonctionnement des pouvoirs publics. »

« Grève de la faim du commandant Martin. — Puni de trois jours d'arrêt par le préfet maritime de Toulon, le capitaine de frégate Roger Martin, chef des moyens généraux de l'escadron des sous-marins de la Méditerranée, a fait annoncer par sa famille qu'il entamait une grève de la faim. Le commandant Martin a été sanctionné pour avoir, dans des interviews, déclaré que c'était aux chefs, dans les armées, « de franchir la ligne jaune » lorsque le mécontentement se faisait sentir à la base.

420 millions de francs en 1990 pour améliorer la condition des cadres

Dans un message aux armées et à la gendarmerie diffusé mardi 29 août, le ministre de la défense annonce son intention de proposer « dans les prochaines semaines » au gouvernement un plan de revalorisation de la condition militaire, et il rappelle les mesures déjà prises pour tenir compte des contraintes des militaires.

« Les perspectives d'avancement des sous-officiers ont été et seront encore améliorées, explique notamment M. Chevènement, en augmentant la proportion de grades à partir de sergent-chef. Un programme de rénovation de logements a été lancé : il représente un effort de plus d'un milliard en six ans. Certaines indemnités liées aux activités opérationnelles ont été augmentées. L'indemnité pour charges militaires sera majorée de 12,4 % en 1990 et continuera d'augmenter à un rythme

comparable durant les trois années suivantes. »

« Au total, le montant des mesures dites « catégorielles » inscrites au budget est passé de 112 millions de francs en 1988 à 322 millions de francs en 1989 et 420 millions de francs dans le projet de budget 1990 », précise le ministre.

« Il reste, ajoute M. Chevènement, que l'état militaire comporte par nature une rigueur qui ne peut se relâcher. Les règles qui le gouvernent sont indispensables à la bonne marche des armées. Pour assurer la sécurité du pays, vous disposez de la force. Il en découle un devoir de discipline et de réserve qu'il m'incombe de faire respecter et de faire comprendre. Autant je m'attacherai à vous entendre, et à vous défendre, autant j'aspire en sorte que soient exclus tout débordement et tout désordre dans la vie des armées. »

guerre a laissé un certain ressentiment. Je pense avant tout à l'attitude des Polonais à l'égard des Allemands et des Juifs. (...) »

« La vie n'aime pas les stéréotypes et elle bâtit les relations entre les gens autrement qu'en termes amis-ennemis. En ce qui concerne notre pays, cela s'applique tout particulièrement à la nation juive, qui n'a jamais été un voisin mais un membre de la famille, dont le caractère différent enrichit la vie et, en même temps, est la source de problèmes. Nous ne nous traitons pas les uns les autres avec indifférence et cela peut provoquer un phénomène d'antipolonisme et d'antisémitisme. Pour comprendre la complexité et l'interdépendance des problèmes polono-juifs posons nous la question : y a-t-il eu des sentiments antijuifs et des agressions contre les Juifs en Pologne ? Oui. Y a-t-il eu des entrepreneurs juifs en Pologne qui ont ignoré ou méprisé les Polonais ? Oui. Y a-t-il eu, pendant l'Occupation, des Juifs collaborateurs qu'on ne pourra jamais comparer aux défenseurs héroïques

du ghetto ? Oui. Y a-t-il eu des moments en Pologne où la souffrance et les sacrifices des Juifs ont été passés sous silence ? Oui. Y a-t-il eu des Polonais qui ont sauvé des Juifs au prix de leur vie ? Oui. La mémoire du cinquantenaire anniversaire du début de la seconde guerre mondiale nous place du même côté de la barricade, du côté de l'extermination et de la mort. Les Juifs, les gitans, les Polonais, voici des peuples que la stratégie nazie condamnait à l'extermination, bien que d'après des plans différents et sur une échelle différente (...) »

« Entamons un dialogue sincère »

Abordant le problème du covent des carmélites d'Auschwitz, le primate a souligné d'abord la nécessité du dialogue avant d'ajouter : « Nous avons nos torts à l'égard du peuple juif, mais aujourd'hui on aimerait dire : « Chers Juifs, ne nous parlez pas avec l'attitude d'une nation qui serait au-dessus des autres et ne nous imposez pas des conditions impossibles à remplir. » Ne voyez-

Malgré l'importance des moyens mis en œuvre

Les incendies ont détruit 7500 hectares en Provence

Sur le front des incendies de forêt, la situation restait préoccupante, mercredi matin 30 août. Si la plupart des foyers qui s'étaient déclarés au cours de la journée de mardi dans divers départements (Drôme, Hérault, Finistère) étaient circonscrits, les feux qui parcourent le Var et les Bouches-du-Rhône depuis lundi n'étaient toujours pas maîtrisés. Dans le massif de la Sainte-Victoire, où plus de 4000 hectares de végétation ont déjà brûlé, les flammes progressaient encore mercredi matin.

Dans le Var, le sinistre, qui a parcouru plus de 800 hectares sur la montagne de la Loube, n'était pas non plus complètement maîtrisé. La situation était identique entre Saint-Zacharie et Nans-les-Pins, où le feu continuait sa course dans le massif de la Sainte-Baume. En Corse, cinq foyers étaient encore en activité. En revanche, un nouveau feu qui s'était déclaré à Allauch dans la banlieue de Marseille, au cours de la nuit de mardi à mercredi, était contenu par plusieurs centaines de pompiers.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, aucune habitation n'a été détruite sur les hauteurs de Marseille, mais cinq sauveteurs ont été blessés. L'un d'eux a été grièvement brûlé et a reçu la visite du premier ministre, M. Michel Rocard, venu d'Avignon.

Un ouragan de feu sur la montagne Sainte-Victoire

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Sur la blanche montagne de calcaire, le feu a jeté son manteau noir. Du Tholonet à Pourrières, tout au long du flanc sud de la Sainte-Victoire, il a été jusqu'à la roche les pentes couvertes de pins, de buis et de chênes verts. Un paysage de drame. Des tableaux de Cézanne, et tout un monde de formes nettes et précises accusées par le contraste des couleurs, il ne reste que des cendres. « C'est un monument national qui a disparu », constate amèrement M^{me} Edmonde Charles-Roux-Defferre, la veuve de l'ancien maire de Marseille, elle-même victime de l'incendie qui a ravagé les arbres de sa propriété de Saint-Antoine. « La Sainte-Victoire, ajoute-t-elle, est perdue pour toujours. C'était un mystère et un miracle que des pins aient pu pousser dans si peu de terre. Les hommes ne pourront pas rebâtir. »

Même avec le temps, en effet, beaucoup de pins infirmes au massif et qui seraient taillés par l'érosion resteraient incurables. A ce sentiment de perte irréparable s'ajoute une impression d'impuissance contre « cette tempête de feu » qui s'est abattue sur le massif, lundi 28 août, en fin de matinée. L'incendie, d'origine accidentelle, est parti de l'ouest, au nord d'Albiac-Provence. La vigne installée au sommet de la Sainte-Victoire a vu le feu lancé sur les pentes. En quelques instants les flammes atteignaient la crête, avant de prendre en écharpe tout le massif. Le poste de vigie était occupé par deux hommes qui avaient rejoint un promeneur avec son chien. Ils ont été évacués en catastrophe par

un hélicoptère de la sécurité civile.

Avant la fin de l'après-midi, le feu avait parcouru une quinzaine de kilomètres, avant d'être contenu en bout de course à l'est à Pourrières, dans le Var. Une folle et insaisissable cavale. « Un ouragan de feu, de vent, de poussière et de cendres », comme le décrit M^{me} Defferre, brûlant sur son chemin, au Tholonet, à Beauréal, Saint-Antoine et Pourrières, bois, maquis, vignes, poteaux téléphoniques et maisons abandonnées par leurs habitants.

« L'atmosphère de l'exode »

M^{me} Defferre, à Saint-Antoine, a sauvé la sienne de justesse. Quand elle est arrivée sur les lieux, l'incendie faisait rage. « J'ai compris, dit-elle, qu'il n'y avait rien à faire. Sur la route et dans le village de Pourrières où l'on avait regroupé les gens, c'était l'atmosphère de l'exode de 1940. Je suis revenue dès que cela a été possible, accompagnée par des pompiers de la Serthe. Le bûcher brûlait et la maison des gendarmes était atteinte par les flammes. On a réussi à tout éteindre. La maison, une ancienne demeure de résister, est intacte. Mais dans le bureau de Gaston Defferre, au premier étage, toutes les vitres ont éclaté. »

Vers Pourrières, le vent a brusquement changé une fumée d'encens. « Nous étions dans le noir le plus total et nous entendions un grondement effrayant, témoignait le propriétaire d'un hôtel. Tout est arrivé si vite que nous n'avons même pas pu utiliser l'eau de la piscine pour défendre le bâtiment. On a fait évacuer les quarante clients et nous

sommes partis en quatrième vitesse. » Dans un décor d'arbres calcinés, l'établissement n'a été que léché par le feu.

Une chance que n'aura pas, un peu plus loin, M. Gilles Sernette. Sa villa n'est plus que ruines. De Pourrières, il a tenté de foncer en moto pour venir la sauver. Il n'a pas pu passer. Il n'a plus rien, « pas un vêtement, pas un papier, rien. Même les clés ont fondu sous le chaleur. » Sur la même route, une seule personne le souvenir d'un jeune pompier d'Aubagne, Philippe Nodero, qui a trouvé la mort il y a trois ans, en combattant un autre incendie.

M^{me} Anne-France Mauthias, qui habite à proximité une grande maison blanche entourée d'un pinède, n'a pas oublié ce dimanche 25 août 1986. « La gosse est venue avec son équipe. Il a bu du café. Je l'ai vu mettre son casque et il est parti. A 300 mètres de là il est mort. Il avait dix-sept ans et il aurait pu être mon fils. »

Sur le versant nord de la Sainte-Victoire, les habitants de Vauvenargues ont vécu, mardi toute la journée, dans l'effervescence et la crainte. Pompiers et militaires, avec l'aide de plusieurs bombardiers d'eau, ont bataillé du matin au soir pour juguler l'incendie qui, ayant franchi les crêtes, descendait insensiblement vers la vallée très boisée. « Toute la nuit, on s'attendait la Sainte-Victoire qui crépitait, raconte un couple de cafetiers du village, M. et M^{me} Pasco. Inlassablement, deux hélicoptères Puma ont déposé sur les flammes du feu des commandes — formées notamment de légionnaires — armés de seaux à pompe et de batteries. Alors que mardi soir la nuit tombait, une girlande rougeoyante barrant toujours la montagne...

GUY PORTE.

Le jugement de Mgr Glemp sur les Juifs et la Pologne

Un « enrichissement » et une « source de problèmes »

Dans son allocution controversée du 25 août, le cardinal Glemp évoque d'abord le cinquantenaire anniversaire du début de la seconde guerre mondiale et la nécessité de « liquider les conséquences de la guerre qui, telle une plaie dans l'esprit, ont été transmises à la génération d'après-guerre et blessent le domaine de la morale. Je veux parler ici, a-t-il dit, d'une attitude amicale à l'égard des nations vis-à-vis desquelles la période de la

guerre a laissé un certain ressentiment. Je pense avant tout à l'attitude des Polonais à l'égard des Allemands et des Juifs. (...) »

« La vie n'aime pas les stéréotypes et elle bâtit les relations entre les gens autrement qu'en termes amis-ennemis. En ce qui concerne notre pays, cela s'applique tout particulièrement à la nation juive, qui n'a jamais été un voisin mais un membre de la famille, dont le caractère différent enrichit la vie et, en même temps, est la source de problèmes. Nous ne nous traitons pas les uns les autres avec indifférence et cela peut provoquer un phénomène d'antipolonisme et d'antisémitisme. Pour comprendre la complexité et l'interdépendance des problèmes polono-juifs posons nous la question : y a-t-il eu des sentiments antijuifs et des agressions contre les Juifs en Pologne ? Oui. Y a-t-il eu des entrepreneurs juifs en Pologne qui ont ignoré ou méprisé les Polonais ? Oui. Y a-t-il eu, pendant l'Occupation, des Juifs collaborateurs qu'on ne pourra jamais comparer aux défenseurs héroïques

du ghetto ? Oui. Y a-t-il eu des moments en Pologne où la souffrance et les sacrifices des Juifs ont été passés sous silence ? Oui. Y a-t-il eu des Polonais qui ont sauvé des Juifs au prix de leur vie ? Oui. La mémoire du cinquantenaire anniversaire du début de la seconde guerre mondiale nous place du même côté de la barricade, du côté de l'extermination et de la mort. Les Juifs, les gitans, les Polonais, voici des peuples que la stratégie nazie condamnait à l'extermination, bien que d'après des plans différents et sur une échelle différente (...) »

« Entamons un dialogue sincère »

Abordant le problème du covent des carmélites d'Auschwitz, le primate a souligné d'abord la nécessité du dialogue avant d'ajouter : « Nous avons nos torts à l'égard du peuple juif, mais aujourd'hui on aimerait dire : « Chers Juifs, ne nous parlez pas avec l'attitude d'une nation qui serait au-dessus des autres et ne nous imposez pas des conditions impossibles à remplir. » Ne voyez-

Le Congrès juif américain reproche au primate polonais

« un antisémitisme à peine voilé »

Le Congrès juif américain (CJA) a condamné, mardi 29 août, les propos tenus quatre jours plus tôt par le primate de Pologne, le cardinal Glemp, estimant qu'ils relèvent d'un « antisémitisme à peine voilé ».

Le cardinal Glemp a appelé au dialogue sur l'affaire du carné d'Auschwitz mais il « risque de détruire le résultat potentiel d'un tel dialogue, avant qu'il ait commencé, en faisant des remarques aussi offensantes » qui entretiennent la controverse d'une manière choquante et tout à fait inacceptable, estime le CJA. Quelconque est au courant de l'histoire de l'antisémitisme polonais devrait y penser à deux ou trois fois avant d'avoir

recours à un langage qui nourrit les préjugés religieux.

Pour sa part, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAEP) dans un communiqué publié le 29 août à Paris, qu'on ne peut qu'être horrifié par les propos du primate de Pologne et propose que dossier du carné d'Auschwitz soit étudié dans un « contexte laïc ». Selon le MRAEP, il faudrait établir « avec les représentants des religions concernées, les rescapés de camp, leurs associations, la famille des victimes, les Etats qui ont servi Hitler et l'ONU (...) » un statut digne et définitif pour ce lieu de la mémoire humaine.

Collection
« Mondes en devenir »
dirigée par Edmond Jouvet
LA FRANCOPHONIE
S'ÉVEILLE
MICHEL GUILLOU
ARNAUD LITVAK
15,5 x 24 cm - 284 p. - 120 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75008 PARIS

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Communication

La dixième université d'été de la communication

Mme Tasca ne relâche pas sa pression sur les chaînes privées

Traditionnel rendez-vous de rentrée du petit monde de la communication, l'université de Carcans-Maubuisson (Gironde) a commencé, le mardi 29 août, l'essentiel de ses travaux au bilan des Journées des téléspécateurs, lancées il y a un an par le ministère de la communication. Mme Catherine Tasca a fermement incité les télévisions publiques et privées à répondre « par une offre de programmes plus diversifiée à l'attente et aux besoins des téléspécateurs ».

CARCANS-MAUBUISSON
de notre envoyé spécial

La moitié des Français se déclarent satisfaits des programmes de télévision. Ils n'étaient que 33 % en janvier 1984 et 26 % en janvier 1982. C'est l'enseignement le plus surprenant du sondage réalisé, du 11 au 18 juillet, à la demande de l'ensemble des chaînes et des associations de téléspécateurs, par Conseil Sondages Analyses (CSA). Cette spectaculaire progression, due sans doute en grande partie à l'accroissement du nombre de chaînes, remet-elle en question les efforts déployés depuis quelques semaines par le gouvernement pour contraindre les télévisions à modifier

leur programmation ? Donne-t-elle raison aux responsables de TF1, la Cinq et M 6 qui n'ont cessé pendant tout l'été de se rebeller contre les projets de décrets de Mme Catherine Tasca et de M. Jack Lang ?

C'est aller un peu vite en besogne. La satisfaction des téléspécateurs demeure très relative. Les réunions menées au cours des derniers mois dans neuf villes de France, dans le cadre des Journées des téléspécateurs, ont nourri un copieux cahier de doléances. Le détail du sondage dans le supplément *Radio-Télévision*, qui paraîtra samedi dans le *Monde* daté 3-4 septembre, confirme que les Français sont loin d'accorder un satisfecit global aux responsables de l'audiovisuel. S'ils leur donnent qu'un pour le divertissement et le pluralisme de l'information, ils réclament à la fois une plus grande diversité et une meilleure harmonisation des programmes. Ils exigent, tant sur les chaînes privées que sur leurs concurrentes publiques, plus de magazines, de reportages, d'émissions pour enfants, de programmes culturels, moins de violence et d'érotisme. Ils ne supportent ni l'environnement de la publicité, ni l'excès de la partie la plus culturelle de la programmation aux heures les plus tardives de la soirée.

Les responsables des chaînes de télévision connaissent bien cette ita-

nie du mécontentement. Ils la jugent, souvent, en contradiction totale avec les enseignements de l'Audimat et semblent l'ignorer. Mais peut-on réduire les téléspécateurs à de simples consommateurs et se contenter d'assouvir leur réaction à une offre de programmes existante ? Ne faut-il pas prendre en compte également les insatisfactions et les attentes de l'usager-citoyen ? C'est là tout le pari de Mme Catherine Tasca qui, en revêtant depuis un an les associations de téléspécateurs, veut briser le face-à-face, souvent polémique et stérile, entre les chaînes et les pouvoirs publics.

Le ministre de la communication a habilement tiré parti de ce premier bilan pour inciter les télévisions « à partir de la conquête de l'autre moitié du public ». Le credo de Mme Tasca n'a pas changé : la qualité d'un système audiovisuel se juge à sa capacité de répondre aux attentes de tous les publics aux heures de grande écoute. Côté chaînes publiques, le ministre fait confiance au nouveau président, M. Philippe Gauthier, pour harmoniser les programmes d'Antenne 2 et de FR3, mieux utiliser les stocks de production, recourir aux vertus de la multi-diffusion, conclure des alliances européennes. Côté chaînes privées, elle réaffirme la nécessité de la régulation et demande à TF1,

la Cinq et M6 de redéfinir leur rôle et leur place dans le paysage, comme l'avait fait M. Jack Lang la veille (le *Monde* du 30 août).

« Le débat doit se tenir sans anathème et sans menaces, précise Mme Tasca. Le gouvernement sait bien que la viabilité des entreprises est la condition du respect des cahiers des charges. Il sait aussi que des entreprises non viables perturbent l'ensemble du secteur. L'argent qui est perdu ici manque à l'investissement ailleurs. C'est ce déficit global qui justifie la préoccupation de la puissance publique et son souhait d'un réajustement ».

Est-ce là une nouvelle manière d'affirmer qu'il y a, en France, « une chaîne généraliste de trop » comme le proclamait, il y a quelque temps, le ministre de la communication ? M. Jacques Rigaud, administrateur de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, actionnaire de M 6, n'a pas tardé à réagir. « J'observe », a-t-il déclaré, que « Mme Tasca parle volontiers des contraintes du secteur privé que des obligations du secteur public. Si ce dernier ne remplit pas ses obligations, on dit comme une excuse : le service public n'a pas d'argent. Mais M. Maitre d'aujourd'hui, si nous invoquons la même excuse, il doit y avoir, qu'il se fasse là ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A la radio-télévision

Le CSA propose de modifier l'organisation des campagnes électorales

La campagne des élections européennes dans l'audiovisuel ayant révélé, selon le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), « une inégalité chronique » entre les listes des partis représentés au Parlement et les autres, le Conseil a publié, mardi 29 août, trois propositions de modification des lois organisant l'élection. Trois propositions qui, selon le CSA, « rejoignent celles qu'avait pu faire la Haute Assemblée lors des élections européennes de 1984 ».

Le CSA estime tout d'abord nécessaire « de revoir l'ensemble du dispositif des temps de parole ». En effet, lors du dernier scrutin, les listes de gauche ont obtenu 15 %, mais n'ont pu attribuer 30 minutes chacune d'antenne, alors que les autres ont disposé de 2 minutes

45 secondes, en raison du règlement prévoyant 30 minutes d'émission pour l'ensemble des groupements non représentés.

D'autre part, afin de répondre à « plusieurs problèmes » que pose la date de clôture du débat des candidats, le CSA soumettrait que celle-ci soit « avancée d'une semaine », les listes ne connaissant que la veille du début des émissions le temps de parole qui leur est accordé.

La dernière proposition du Conseil vise à modifier la disposition qui oblige les radios et les télévisions à diffuser la « même liste » des émissions. Selon le CSA, cette mesure « affaiblit la qualité des émissions de radio », qui apparaissent « souvent inintelligibles » en raison de coupes dans le texte.

Sports

TENNIS : l'Open des Etats-Unis

Agassi, le vieil adolescent

Le public de Flushing Meadows a réservé, mardi 29 août, un accueil étonnant aux anciens champions américains, Chris Evert et Jimmy Connors, qui ont passé le premier tour de leur dernier championnat des Etats-Unis. Agassi, qui avait pourtant été la vedette du tournoi 1988.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Une fois installé à la tribune de la salle de presse de Flushing Meadows, André Agassi a arraché avec les dents la capsule d'une bouteille d'eau. Il a bu à gogo quelques secondes, puis il a poussé un gros soupir. Comme s'il attendait à passer un mauvais quart d'heure face aux journalistes.

Agassi venait pourtant de sortir du court vainqueur. Et Robbie Weiss, un jeune américain âgé de vingt ans et demi, n'avait pas été un simple fauteur de trouble universitaire 1988, il avait montré, particulièrement au cours du deuxième set disputé au tie-break, qu'il valait sûrement mieux que sa place de cinq centième mondial.

Mais Agassi savait que cette victoire ne lui ferait pas retrouver grâce aux yeux de l'Amérique. Les rapports entre l'enfant prodige et le public outre-Atlantique se sont inexorablement détériorés ces deux derniers mois. L'an passé, à la même époque, il était la coqueluche de l'Open. Mardi 29 août, s'il n'a pas rasé les murs, c'était tout comme : il a déformé son profil.

Fils d'un ancien boxeur olympique iranien, devenu portier dans un casino de Las Vegas, il était l'au passé sur le court comme à la scène. Et l'Amérique tennistique, ce mal de chien, se disait que ce petit bonhomme de dix-huit ans pourrait peut-être déboulonner Ivan Lendl de la première place mondiale, et succéder aux McEnroe et Connors vieillissants. Et lui faisait des grâces comme pour mieux la séduire.

Pourquoi, un an après, Agassi est-il relégué au rang de faux espoir ?

En 1988, il avait abordé l'Open des Etats-Unis à la troisième place mondiale, gagné cinquante-trois matches sur soixante et inscrit son nom au palmarès de six tournois. Il avait aussi largement contribué au retour des Etats-Unis dans le groupe mondial de la Coupe Davis. Cette année, en demi-finale de cette épreuve, Agassi a perdu (en cinq sets) contre Boris Becker, et du coup il a porté la plus grande part de la responsabilité de la défaite américaine contre la RFA. De surcroît, il n'a aucun titre nouveau à son palmarès et n'a gagné que les deux tiers des 42 matches qu'il a disputés. Il s'est néanmoins maintenu à la sixième place mondiale, mais pour la conserver après l'Open il lui faudra faire au moins aussi bien qu'en 1988, c'est-à-dire demi-finaliste.

Peut-on lui tenir rigueur de cette baisse de régime ? Peut-on considérer qu'à dix-neuf ans il ne tiendra pas les promesses qu'il lui avaient été attribuées à dix-huit ?

Curieusement, ce sont ceux-là mêmes qui ont été censés assurer la succession qui ont regardé Agassi avec des yeux différents. Et petit à petit, ses qualités sont devenues des défauts. Sa spontanéité n'était plus que calcul. Sa vitalité devenait source de faiblesse. Il lui fut reproché une certaine bigoterie, une famille trop envahissante. Au bout du compte il n'était plus un champion en puissance, mais la dernière marionnette de Nick Bollettieri, l'entraîneur qui avait déjà « cassé » Jimmy Connors, Aaron Krichstein et Carlos Bazzani.

Comment un garçon de dix-neuf ans peut-il supporter d'être traité comme un moucheron en papier, d'être rejeté avant d'avoir vraiment servi ? Assurément mal ! D'autant que pour la première fois il s'était entraîné - sans résultat probant - à un sévère entraînement physique, au côté de l'ancien lanceur de javelot

chilien Pat Etcheberry, pour être capable de tenir la distance des cinq manches dans les tournois du grand chelem.

Mardi donc Agassi, vieil adolescent malheureux, n'a pas plaisanté, n'a pas répondu par des provocations. Il a pesé ses mots, soupesé ses propos. Il ne voulait pas donner prise à la critique. Il était sur la défensive. Et il devait bien l'être, puisqu'il lui demandait sans cesse, pourquoi il n'était pas ce qu'il aurait pu être.

ALAIN GIRAUDO.

Principaux résultats

(mardi 29 août)

SIMPLE MESSIEURS

(premier tour)

S. Edberg (SUE) n° 3) b. J. F. Prana (Arg.), 7-6, 6-2, 7-5 ; A. Agassi (E-U) n° 6) b. R. Weiss (E-U), 6-3, 7-6, 6-0 ; M. Mayotte (E-U) n° 9) b. M. Fir (E-U) 6-1, 6-3, 6-2 ; J. Connors (E-U) n° 13) b. T. Nijssen (P-B), 6-2, 6-1, 6-2 ; G. Ivanisevic (You.) b. Y. Dourmoulin (Sén.), 6-2, 1-6, 6-2, 6-0 ; D. Vimmer (AUS) b. N. Pietrangeli (Vén.), 3-6, 6-1, 7-6, 3-6, 6-4 ; B. Shelton (E-U) b. J. Potier (Fra.), 6-4, 7-6, 6-3 ; A. Gomez (Par.) b. J. Fleschman (Fra.), 6-7, 6-3, 6-2 ; R. Gussner (Holl.) b. C. Adams (E-U), 6-3, 7-5, 7-6 ; L. Shiras (E-U) b. S. Bruguera (Esp.), 6-1, 2-6, 6-3, 4-6, 6-4.

SIMPLE DAMES

(premier tour)

M. Navratilova (E-U) n° 2) b. E. Lida (Jap.), 6-0, 6-2 ; C. Sabatier (Arg.) n° 3) b. C. Porwik (RFA), 6-1, 6-2 ; C. Evert (E-U) n° 4) b. B. Fulco (Arg.), 6-4, 6-2 ; H. Sukova (Tch.) n° 8) b. P. Langrová (Tch.), 6-3, 6-4 ; L. Savchenko (URSS) b. P. Shriver (E-U) n° 9), 6-2, 6-3 ; W. White (E-U) n° 10) b. Fernandez (E-U) n° 10), 6-4, 6-3 ; K. Melsera (Bel.) n° 14) b. A. de Vries (Bel.), 6-4, 6-1 ; H. Mandilova (Aust.) n° 16) b. E. Palf (RFA), 6-1, 6-6, 7-6 ; A. Minter (Aus.) b. C. Tanvier (Fra.), 6-2, 6-3.

FOOTBALL : championnat de France. L'AS Saint-Etienne s'est imposée à Mulhouse (2-1) le mardi 28 août, en match avec le huitième journée du championnat de France de football de première division.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Claude HERBIN, dit Papynou, s'associe à son petit-fils Antoine pour annoncer la naissance de

Clement,
le 21 août 1989, chez
M. et M^{me} Richard MORIZOT.

64, rue Blanche,
60270 Gouvieux.

— M. et M^{me} Olivier DOLLFUS, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Raphaëlle,
le 21 août 1989, chez
M. et M^{me} Pascal ERIN.

Gabriel,
le 21 août 1989, chez
M. et M^{me} Véronique et Paul SAADA.

Marine,
le 21 août 1989, chez
M. et M^{me} Pervenche et Philippe COLOMIES.

14 avril, 24 mai, 27 août 1989.

Mariages

— Brigitte GUÉNA
et
Jean-Paul COSTA

ont la joie d'annoncer leur mariage,
célébré dans l'intimité, le 26 août 1989.

75 bis, rue des Entrepreneurs,
75015 Paris.

— Bernard d'HEROUVILLE

Mireille TARDIEU

ont le plaisir de faire part de leur
mariage, célébré le 28 juillet 1989, à
Paris.

6, rue de Bourgogne,
75007 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Teddy et Micheline
Attal
et leurs enfants Frank et Steve,
M. et M^{me} Hubert et Estelle Attal,
M. Vicky Attal,
M^{me} Yvonne Froese,
M. Simon Lahmi
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Eugénie ATTAL,

survenue le 28 août 1989.

Elle était atteinte depuis plusieurs
années de la maladie d'Alzheimer.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale.

« L'Éternel est mon berger »,
Psaume 23 de David.

— On nous prie d'annoncer le décès,
à l'âge de quatre-vingts ans, de

M^{me} André BERTHELIN,

survenue subitement à son domicile le
29 août 1989.

Edmond, Annick et Stéphane Berthelin.

8, rue Lantonnat,
75009 Paris.

— M^{me} Jacques Castelot,
M. et M^{me} André Castelot,
M. Louis Gérard,
M. et M^{me} Jean-Yves Gérard,
M^{me} Hélène Bossis, M. Daniel Dares,
épouse, frère, beau-père, beau-frère,
belles-sœurs, proches,
ont la très vive douleur de faire part du
décès de

Jacques CASTELOTT,

comédien,
officier

dans l'Ordre des Arts et des Lettres,

survenue le 25 août 1989, muni des sacrements
de l'Eglise.

La cérémonie religieuse s'est déroulée
dans l'intimité familiale, le 29 août.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau
de famille, à Port-Mort (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, avenue Eugénie,
92210 Saint-Cloud.

52, avenue Foch,
75116 Paris.

(Le Monde du 29 août.)

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03.

Les avis peuvent être traduits
LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 9 h 30
au siège du journal.

7, r. des Bateliers, 75427 Paris Cedex 08.
Tél. MONPAR 050 572 F.

Télécopieur : 45-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communications diverses 98 F

Les lignes en capitales grasses sont
facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en minuscules sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

Lyon.

M^{me} Jacques Flotard,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Mand FLOTARD,

ancien interne et chef
de clinique des hôpitaux de Lyon,

survenu le 28 août 1989, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

Le service religieux aura lieu le ven-
dredi 1^{er} septembre, à 18 heures, au
temple du Change (place du Change,
Lyon-5^e).

Pas de fleurs.

« Le Seigneur ne tarde pas à tenir
sa promesse. »

Pierre II, V-9.

— M^{me} Kim Keyaerts,
M^{me} Magali Keyaerts,
M^{me} Geneviève Keyaerts,
M^{me} Micheline Keyaerts
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert KEYAERTS,

leur époux, père, frère et oncle,

survenu le 25 août 1989, à Houston
(Etats-Unis), dans sa soixantième
année.

La dépouille mortelle sera exposée au
Château de Planchoy à Saint-Michel-
sur-Loire (Indre-et-Loire), à partir du
samedi 2 septembre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour
à 14 h 30, au cimetière de Saint-Michel-
sur-Loire.

Château de Planchoy,
37130 Saint-Michel-sur-Loire.

— Le Seigneur a rappelé à Lui

M^{me} Yvonne JACQUES MARET,
née Madeleine Colas,

dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu ven-
dredi 1^{er} septembre à 14 h 30, en l'église
de Brueil-en-Vaux (Yvelines).

Rue de la Mar-aux-Chevreaux,
78440 La Chartre.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques MEYRAN,

survenu en son domicile, dans sa
soixante-dix-huitième année, le 29 août
1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 31 août, à 16 heures, en l'église
Saint-Marie des Batignolles, 77, place
du Docteur-Félix-Lobigou, Paris-17^e,
suivie de l'inhumation au cimetière des
Batignolles.

De la part des familles Moundlic,
Pantz et Peccaux.

— M. et M^{me} Eric Monod
et leur fils,
M. et M^{me} Norbert Monod,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Roland Monod,
M. et M^{me} Jacques Lavieille
et leurs enfants,
Les familles Monod, Boegner
et allées,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Adolphe MONOD,

née Simone Larchey,

rappelée à Dieu le 25 août 1989, dans sa
quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans
l'intimité familiale au cimetière
intercommunal de Clamart.

« Jésus lui dit : Je suis la résur-
rection et la vie. »

(Jean XI, 25.)

Avant de mourir

Hubert BEUVE-MÉRY,

fondateur du journal,

décédé le 6 août à Fontainebleau.

L'homélie sera prononcée par Frère
Roger, prieur de Taizé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Mort de l'écrivain

Pierre Sabatier

L'écrivain Pierre Sabatier est
mort mardi 29 août à Lausanne, où
il résidait depuis de nombreuses
années.

Auteur dramatique, romancier
(la Révolte, la Puissance du bas-
ser, Vices, Vertus...), essayiste (la
Morale de Stendhal), Pierre Sa-
batier était né à Paris en 1897. Traduc-
teur, critique dramatique et musi-
cal, il fut également homme de
radio, à la RTF (Radio télévision
française) et à la Radio suisse
romande. Pierre Sabatier était doc-
teur ès lettres et en droit. L'Acadé-
mie française lui avait décerné le
prix Broquette-Gonin pour l'ensem-
ble de son œuvre.

مكتبة من الكتب

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 8

Le Monde
de la
Révolution
française

N°8
MENSUEL
AOUT 1989
SPÉCIAL

AOUT 1789
LA VIOLENCE ET LA LOI

La Grande Peur
L'abolition des privilèges
Les droits de l'homme

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
LE JOURNAL DU BICENTENAIRE
21 AVRIL 1789-21 JUILLET 1793

30 F

L'ALMANACH DE 1789 :

• Août 1789 au jour le jour : la Grande Peur court la campagne. • 4 août : l'abolition des privilèges. • 26 août : la Déclaration des droits de l'homme • Culture : la naissance de la presse parlementaire • L'homme du jour : La Fayette • Etranger : comment la Révolution a été accueillie en Allemagne et en Grande-Bretagne.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Libres et égaux : les points de vue de Marcel Gauchet, Madeleine Reberioù, Elisabeth de Fontenay • Le récit des débats parlementaires et la discussion sur les 17 articles de la Déclaration. • Les racines des droits de l'homme dans l'Ancien Régime : la Contre-Réforme catholique en fut-elle le précurseur ? • Portrait : Thomas Paine, le passager des droits. • Relire aujourd'hui : Edmund Burke, penseur de la contre-révolution.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

A Dakar, « Toussaint Louverture », le plus grand spectacle du Bicentenaire réalisé hors de France. • La « Marseillaise noire » de Lamartine • Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

AOUT 1989

30 F – Mensuel

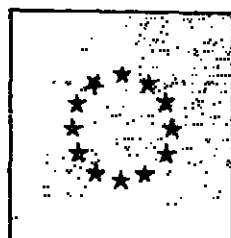
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Radio-télé

TV du 25 août 1989

Informations « services »

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

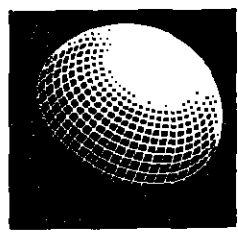


CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Opportunities in AMADEUS - Munich based

AMADEUS, a Global Travel Reservation System, founded by Air France, Iberia, Lufthansa and SAS. This is an opportunity to work on a development which, by 1990, will be one of the world's largest commercial data systems.



amadeus
GLOBAL TRAVEL DISTRIBUTION

AMADEUS will utilize IBM 3090 and other computers to provide an international travel information and reservation service. We are currently recruiting professionals to work in a progressive and international environment.

HEAD OF THE INSTALLATION MANAGEMENT (IM) SECTION

The job:
• managing the administrative function of the IM section
• being responsible for the Problem-, Change- and Configuration-Management disciplines

The person:
• degree in mathematics, computer science or engineering
• at least 3 years experience in a large computing environment (preferably with IBM hardware)
• ability of interfacing with all levels of company management (Ref. No.: M 604 a)

RECOVERY PLANNER

The job:
• developing, testing and implementing backup and recovery procedures (hardware and software)

The person:
• at least 1 year experience in recovery planning (preferably with IBM hardware)
• good knowledge of hardware and software components of large computing environments (Ref. No.: M 604 b)

Fluent English is a prerequisite for both positions. You must be prepared to spend several months at IBM Stuttgart during the test phase.

Please forward your application documents in confidence, quoting the respective Ref. No. to PA Consulting Group, Ohmstraße 8, D-8000 Munich 40, tel. 19 49 89/34 1051.

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien. Vous êtes chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation; ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous offre la possibilité de proposer des stratégies médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés. Votre tempérament commercial et votre créativité seront vos

atouts pour mener à bien votre mission. Vous êtes parfaitement bilingue anglais. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2047M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Le Monde INTERNATIONAL

TEMPORARY RESEARCHER - CAMBODIA AND CHINA £ 14,687

Amnesty International (AI) needs a human rights researcher to work on Cambodia and aspects of China and possibly other countries in Southeast Asia. This is a temporary contract from October 1989 to September 1990. Candidates must have a good knowledge of China and other countries in the region, fluent English and good Mandarin Chinese. Because of the temporary nature of this post, only people already entitled to work in the United Kingdom should apply.

Closing date: 15 September. REF: No RD-11.
Interviewing week commencing 16 October 1989.

RESEARCHER - VIETNAM £ 14,687

A permanent researcher is also needed to work on Vietnam and other countries in Southeast Asia. Candidates must have a good knowledge of Vietnam and the region. Fluent English is essential, French and Vietnamese desirable.

Closing date: 13 October. REF: No RD-16.

Both researchers will document cases, prepare reports and advise on initiatives to be taken by AI, particularly in relation to prisoners of conscience, trial procedures, treatment of prisoners and executions. Candidates must have proven research skills, sound political judgement, the ability to work impartially, to work in a team and under pressure. Familiarity with the legal systems of the countries would be useful.

amnesty international

For further information and an application form please contact Personnel Officer, Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ. Tel. 01-837 3805 (24 hr answerphone). Please quote appropriate reference.

Deputy Executive Direct.

sought by
CHILDHOPE
The International Movement on behalf of Street Children

Person will be responsible for the financial management, personnel, administration and coordination of CHILDHOPE's functioning worldwide.

Candidate must have strong commitment to children and international background preferably with NGOs, at least university graduation and 10 years proven experience in responsible management positions in social development field. Secretariat is headquartered in Rio de Janeiro, Brazil. Bilingual or multilingual competence preferred. CHILDHOPE's working languages are English, French, Portuguese, Spanish.

Starting date: 1 January 1990
For more detailed job description write to the following address before 10 September 1989:

ICCS
65, rue de Louvaine,
CH-1202 Geneva,
Switzerland.
For application (with resume and salary requirements) write to the following address before 20 September 1989:
David Harrell
ICCS
PO Box 28611,
Richmond, Virginia 23261
USA.

Biens de consommation

Nous sommes un groupe de sociétés suisses commercialisant des biens de consommation dans le monde entier, principalement dans le domaine hors taxe.

Depuis quelques années nous avons étendu notre activité à l'Afrique de l'Ouest. Le dirigeant actuel de notre filiale basée à Lomé (Togo) a décidé, après plusieurs années de travail d'organisation et de développement très fructueux, de reprendre de nouvelles fonctions. Nous recherchons donc un

Gérant du siège local à Lomé

Ce poste conviendrait à un vendeur de produits de consommation expérimenté, sachant s'imposer et ayant le sens de l'initiative.

Le candidat devrait être âgé de 25 à 35 ans, marié, parlant parfaitement le français et l'anglais, avec des notions d'allemand et ayant déjà séjourné à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser à:
WEITNAUER HANDELSGESELLSCHAFT AG
Chef du personnel K. Roth
Petersgasse 36
4001 BALE Suisse.

Monsieur K. Roth se tient néanmoins à votre disposition par téléphone (061-25-21-25) pour toute information dont vous pourriez avoir besoin au préalable.

Computer center manager

Halliburton Logging Services (UK) LTD.
Une compagnie de géométrie
dans le domaine du forage pétrolier,
recherche

UN COMPUTER CENTER MANAGER

Basé à Londres, le candidat choisi sera un log analyst expérimenté avec expertise particulière en open hole, cased hole, et VSP interprétation. Il aura la responsabilité de tous les computer centers de la société situés en Europe et en Afrique. Le salaire sera particulièrement intéressant et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Prière d'écrire à:

Halliburton Logging Services (UK) LTD
Howe Moss Avenue, Kirkhill Industrial Estate,
Dyce, Aberdeen AB2 0GP.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde INTERNATIONAL



LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

INSTITUTION FINANCIERE INTERNATIONALE RECHERCHE

Pour les besoins de l'Institut Islamique de Recherche et de formation, qui en relève, un cadre qualifié maîtrisant le Français ou l'une des langues utilisées à la Banque (Arabe ou Anglais), pour exercer, dans son siège à Jeddah (Royaume d'Arabie Saoudite), la fonction d'Assistant de Recherche :

Sera chargé avec l'aide de chercheurs de la conception de programmes, modèles, lexiques, répertoires, index, encyclopédies et autres sources de référence utilisées dans les domaines de la recherche économique, financière et bancaire.

Conditions requises :

1. D.E.A. en Economie ou Sciences en relation étroite avec l'économie
2. Maîtrise de la langue française et bonne connaissance de l'Arabe ou de l'Anglais.
3. Expérience minimum de 3 ans après l'obtention du diplôme.
4. Age maximum 35 ans, de préférence moins de 30 ans.
5. Aptitude à évoluer dans le domaine des études et recherches.

Outre le salaire de base, il sera servi : une indemnité de logement, des billets gratuits à l'occasion du congé annuel, des frais médicaux, assurance-groupe et accident, régime de retraite, indemnité de transport et autres avantages de la catégorie du personnel administratif.

La préférence sera accordée aux ressortissants de pays membres de la BID.

La date limite d'acceptation des candidatures est fixée à un mois à compter de la date de parution de la présente annonce.

Les candidats sont priés d'adresser curriculum vitae et copies de leurs diplômes et attestations d'expérience à l'adresse ci-après :

Monsieur le Chef de la Division
Administrative et Financière,
Institut Islamique de Recherches et de Formation
Banque Islamique de Développement
B.P. 9201 JEDDAH 21413
ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE



International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for post of Technical Adviser
(Agronomy) to assist the Project Management on
agronomic aspects of the Fund's programmes,
specifically:

1. Provide technical guidance to missions.
2. Review technical reports on developments at various points in the project cycle, evaluate and comment on agronomic, financial and economic criteria.
3. Evaluate agricultural technology proposed in projects in terms of agro-climatic, economic and cultural conditions and institutional and management capacity for technological change.
4. Assist in developing project pipeline.
5. Assist/prepare technical reports.

Advanced university degree or equivalent in agricultural sciences, with 10-15 years' experience including at least 7 years in developing countries and/or with international financial institutions or non-government organizations. Technical or managerial expertise in applied agriculture. Familiarity with effects of economic policies on food and agriculture. Ability to draft concisely. Excellent knowledge of English and good working knowledge of French, Spanish or Arabic.

Net base salary per annum will range from US\$ 36,293 to US\$ 44,340. Cost of living allowance, subject to change according to United Nations Common System, will range per annum from US\$ 16,157 to 17,496.

Initial contract is for two years.

Deadline for applications: 25 September 1989.

Send two applications to:
Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy
Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

ONG

recrute

ADMINISTRATEUR pour le Pakistan

Bonne formation univ., qualité gestion, relat. publiques, anglais écrit et parlé courant.
Expérience administrative.
Disponible immédiatement.
CV + photo + lettre à :
AFRANCE n° 79 BP 254
75624 Paris Cedex 11.

RFA : Ecole de français, langue étrangère, rech. Professeurs exp. A.V. (Archipel) AS, non indigènes. Envoyer CV à Guy Brehet Espéranza 31 D-6000 Frankfurt/M 1.

Ab sofort kinderfreundliche Au-Pair zu Familie mit 3 kleinen Kindern für 6 Monate. Kontaktadresse : Claude Böhler, Völklingen 68, D-62399 Eschborn 3.

Un emploi en Suisse ? La clinique médico-chirurgicale Valmont, 1922 Sablons / Montreux (CH) cherche pour entrée immédiate (urgent).

UNE DIÉTÉTICIENNE
DIPLOMÉE

Veuillez adresser vos offres à la direction, ou prendre contact par téléphone au (01) 41-21-863-48-51. Demander monsieur PETZ.

Le Monde CADRES

LE COMITÉ DU TOURISME DE LA RÉUNION recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Possédant une expérience de 5 années minimum à des postes de responsabilité dans des organismes touristiques départementaux, régionaux ou nationaux, celui-ci aura en charge la direction d'une équipe de 30 personnes. Il assurera notamment la conception et la mise en œuvre du plan de promotion et de communication de la Réunion sur les marchés extérieurs, et possèdera de solides qualités de gestionnaire.

• connaissance de la Réunion appréciée,

• disponibilité octobre 1989.

Les candidatures (CV + lettre manuscrite + photo) sont à adresser avant le 10 septembre 1989 au :

Comité du tourisme de la Réunion
BP 1119, 97482 Saint-Denis Cedex.

L'Institut Jean GODINOT (Cave anticorrosion de Reims) recrute

pour son service
DE MÉDECINE NUCLEAIRE
Le domaine d'activité est le diagnostic et la recherche médicale. La formation scientifique est un diplôme d'ingénieur.

Une compétence dans la détection du signal et en analyse numérique est souhaitée. Une expérience de la recherche est indispensable. La rémunération sera fixée en fonction de l'expérience.

Scr. à l'INSTITUT
JEAN-GODINOT,
1, rue du Général de Gaulle,
51068 Reims Cedex.

Recherche directeur MJC de Vincennes (61), DEFA ou 5 UR minimum. Exp. souh. Envoyer CV à UNIMJC, 11, A-Soleil, 14000 Caen.

Cherche répétiteur (enseignement de l'anglais) pour le Pakistan

Autre répétiteur (enseignement de l'anglais) pour le Pakistan. Autour du monde le travail d'un élève de terminale B. Substitue le 14^e arrondissement de Paris, 3, square Auguste-Blanc, 75014 Paris. Tél. 45-39-95-20, après 20 h 30.

propositions
diverses

A vendre (de privé à privé) Magnifique collection d'albums russes 19^e, 19^e siècle. Chiffre 12800 off. Orail Fasil Werbe AG, 8200 Brugg Suisse.

villegiature

DRISCOLL HOUSE-HOTEL, 200 chambres simples 100 € par sem., demi-pension. Rés. : 172 New Kent Road LONDON SE1 4YT-GB. 18-44-1-703-41-76.

CHARGÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

- Expérience 7 ans (Amérique du Nord, Moyen-Orient).
- Responsable stratégie européenne des PME.
- Montage d'un colloque (50 intervenants).
- Formation française et américaine.

DISPONIBLE DÈS SEPTEMBRE

Recherche mission et responsabilité
Patrick B. Veillerot,
7, rue du Mont-Dore, 75017 Paris. 42-94-00-40.

Ch. collab. mission étude, asso., concept., organ., prop., actions. Nbreuses exp., créat., administr., équip. socio-cult., activ. cult. asso., Internet, formation. 43-20-23-20.

JH, 28 ans, maîtrise lettres + DEA, exp. journaliste et relation ordonnographique. Anglaise et parlée, ch. emploi, 43-73-34-68.

EXPERT-COMPTABLE H, 40 ans, OAF, Sté exp. Cabinet Conseil et entreprise ch. poste à respons. Entrep. ou libérale. Prise de part possible. Libre rapid. Dom. act. 94.

Écrire sous le n° 8474 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montmorency, 75007 Paris.

DIRECTEUR de la COMMUNICATION. En poste, ex-journaliste, 38 ans, 13 ans exp. professionnelle. Spécialiste communication globale (terrière en particulier). Bon manager. Étudie tes propositions motivées.

S./n° 8475 Le Monde publicite, 5, rue de Montmorency, 75007 Paris.

Jeune fille suédoise, 20 ans, souhaite perfectionner son français et travailler comme aide dans un bureau ou une ferme pour 6 mois. Écrire à Jessica BACKERYD, Köpmangatan 28 C, S-13130 Östermalm, Suède.

PROFESSEUR de SCIENCES PHYSIQUES qualifié (12 ans d'expérience) cherche emploi à Paris pour la rentrée 89. Tél. : (01) 45-57-49-23.

SAC + 2 SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS, 23 ans, dynamique, sens des responsabilités, bonne présentation, cherche emploi. Odeux SEPTIEMBRE.

Écrire sous n° 8479 Le Monde Publicité 5, rue Montmorency 75007 Paris.

Urg. ÉLECTROMÉCANICIEN 38 ans, collab. exp. 4 ans, off shore, 2 ans export. Très motivé pour poste étranger DOM-TOM. BAUDOU Charles, 2, r. des Rues, 83000 Toulon, 94-89-38-77.

LA BOURSE Le 1 AUX STAGES

La troisième édition
du concours du
Monde Campus
se prépare.

20 à 30 entreprises
offriront des stages
à l'étranger à
des étudiants
de niveau
bac + 3 minimum.

Si vous souhaitez
associer votre
entreprise à
l'opération,
téléphonez au
45-55-91-82*

Département
Communication –
Emploi.

* Date limite d'inscription
le 30-09-1989.

Le Monde CAMPUS

DEMANDES D'EMPLOIS

شركة في العراق

ILIERE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le *Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

FOCUS
PHYSICIAN

LOCATIONS

LOCAL 400 TV

20 ALER CHAIR

ST-DENIS CENTRE

40 20 01 15

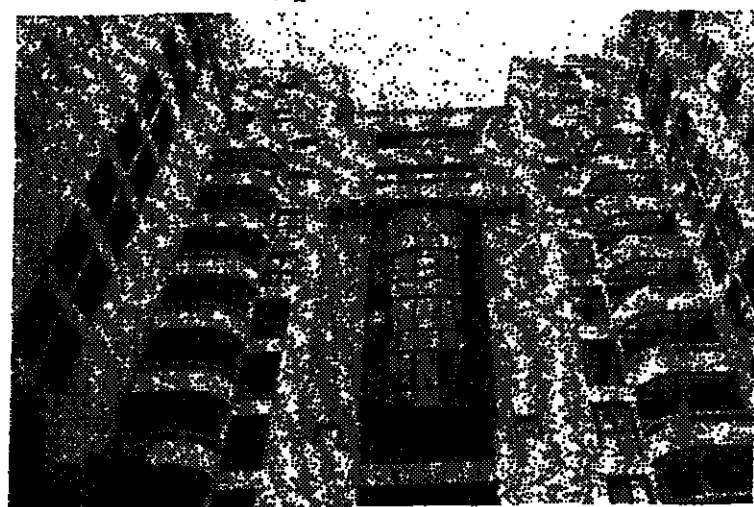
AGENDA IMMOBILIER

GROUPE ZAUBERMAN

Achievements

IMI

COURBEVOIE
13, place Charras



**Bel ensemble immobilier,
situé sur la place Charras,
dans le nouveau quartier de Courbevoie,
à proximité de la Défense.**

AGF Location, 27, rue Laffitte, Paris-9^e.

*CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE*



LOCARE



LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS



SGI-CNP
— GROUPE —
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

هكذا في الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ Le gouvernement de M. Michel Rocard prendra, dans les prochains mois, des décisions sur la réforme des PTT préconisée par le rapport Prévot (lire ci-dessous). ■ Rhône-

Poulenc et Lafarge-Coppée viennent de racheter à la Compagnie du Midi 46 % du capital de la société de semences Clause (lire page 21). ■ Les défaillances d'entreprises sont

parfois mystérieuses. C'est le cas notamment de celles qui disparaissent, en un temps record, et que l'on appelle les « boutiques-éclair » (lire page 21).

La publication du rapport Prévot sur la réforme des PTT

Le gouvernement se prononcera dans les prochains mois sur l'avenir des Postes et des Télécommunications

Premier pas dans la réalisation de l'un des onze « travaux d'Hercule » (lire page 9) auquel Matignon s'attaque : le gouvernement a rendu public, mercredi 30 août, le rapport sur l'évolution des PTT rédigé par M. Hubert Prévot, ancien commissaire au Plan (le Monde daté 27-28 août). Il préconise de créer « deux personnes morales de droit public », l'une pour la Poste et l'autre pour France Télécom, et ouvre la porte à une modification du statut des 435 000 agents. Avec de sérieuses garanties à la clé.

Malgré le tollé soulevé chez certains syndicats (CGT et FO) par la publication des premières informations sur le rapport Prévot, le gouvernement a tenu parole et diffusé le document à la date prévue. Fruit de huit mois de rencontres et de débats, ce texte d'une bonne centaine de pages propose que les PTT, aujourd'hui administrés par l'État, soient soumis à une tutelle étroite, soient dotés d'une « personnalité morale » leur permettant de jouer à égalité face à leurs grands concurrents internationaux (comme l'américain ATT ou le britannique British Telecom pour les télécommunications, DHL ou Federal Express, côté poste). Néanmoins, ces deux nouvelles entités devraient rester soumises au droit public, ce qui écarte radicalement l'hypothèse d'une société nationale (comme Air France, par exemple) — relevant du droit privé — et a fortiori celle de toute privatisation.

Comme prévu, le rapport rédigé par M. Prévot ne prononce pas le terme EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial),

rejeté par les syndicats. Il donne toutefois un certain nombre de pistes sur la marge de manœuvre qui devrait être octroyée aux nouvelles structures : bien que soumises à la tutelle du ministre des PTT, les deux entités auraient des directions jouissant d'une vraie « autorité ». Contrairement à ce qui se pratique actuellement, leur patron pourrait nommer ses directeurs, organiser ses services, préparer et exécuter son budget... Bien sûr, des contrats pluriannuels avec l'État fixeraient un cadre dans lequel il devrait évoluer, notamment en matière tarifaire. Mais les règles du jeu avec l'État seraient claires, leurs principes étant fixés par la loi. Un grand changement par rapport aux habitudes actuelles : la Poste et France Télécom jouent traditionnellement le rôle de « vache à lait » pour alimenter de manière arbitraire le budget de l'État.

Conscient de l'émotion que l'idée d'une séparation entre la Poste et les Télécommunications pourrait entraîner (on a pu le vérifier ces trois derniers jours), M. Hubert Prévot s'attache à rassurer les 435 000 agents des PTT : après avoir constaté à quel point les liens s'étaient déjà distendus entre les deux maisons, il préconise la création d'un « conseil national des PTT », dans lequel siègeraient les syndicats, chargé d'une mission de coordination sociale, voire de conciliation. Un geste en direction des représentants du personnel, particulièrement attachés à toute une série de garanties sur la protection sociale (mutuelle, retraites...) des agents des PTT.

Une autre proposition devrait renforcer leur assentiment : celle de réintégrer les filiales privées (comme Chronopost ou Transpac)

au sein des deux entités Poste et France Télécom, qui se comporteraient ainsi comme des groupes à part entière. En effet, les syndicats se sont toujours élevés contre la création de ces filiales de droit privé, seule réponse trouvée par l'administration pour desservir son carcan et se lancer dans certaines activités concurrentes.

L'évolution du statut

Autre point sur lequel le rapport de M. Hubert Prévot — ancien syndicaliste — était particulièrement attendu : les conséquences sur le statut du personnel d'une modification de la structure juridique de la Poste et de France Télécom. S'il se montre particulièrement prudent, il n'en ouvre pas moins la voie à une évolution. Mais avec des garde-fous solides. « Si le gouvernement et le Parlement estiment qu'un changement de statut des PTT est souhaitable (...), il faudra informer, négocier et convaincre », écrit-il. Il fait une série de « recommandations pour lever bien des obstacles » sur le chemin menant à « un statut légal propre aux PTT », qui paraît avoir sa faveur.

Ce statut maison, relevant du « juge administratif », aurait un caractère général fixé par la loi. Il préconiserait, en outre, « une correspondance profonde » avec les dispositions actuelles du statut de la fonction publique. Comme cela a toujours été le cas dans le passé pour des situations semblables, les agents des PTT jouiront d'un droit d'option : « Ils pourront conserver leur statut actuel dans de bonnes conditions », propose M. Prévot.

Il va jusqu'à souhaiter que l'emploi soit garanti dans le nouveau statut, que « les garanties fonde-

mentales accordées aux fonctionnaires » soient applicables et rappelées dans une loi.

Apaisements

Largement diffusé auprès des agents, qui le recevront tous, le rapport est accompagné d'une lettre du ministre des PTT, M. Paul Quilès, cherchant à apaiser son demi-million d'agents, souvent inquiets quant à leur devenir : les « suggestions » de M. Prévot, « seront examinées par le gouvernement et donneront lieu de décisions au cours des prochains mois », écrit le ministre. Mercredi matin, l'hôtel Matignon publiait un communiqué annonçant que « le ministre des PTT va engager une concertation en vue de soumettre prochainement au gouvernement des propositions sur les évolutions à venir des services publics de la Poste et des Télécoms ».

Une fois encore, M. Quilès assure que l'idée même d'une privatisation est totalement étrangère à sa démarche, comme à celle du premier ministre. De son côté, le premier ministre précise « le cadre » dans lequel la concertation devra évoluer : unité sociale et humaine du secteur PTT, attachement aux garanties fondamentales du statut des agents, capacité de répondre à leurs aspirations en termes de qualification et de carrière, nécessité pour les PTT d'être présents dans les nouveaux services en développement. Ce message d'apaisement, la prudence dont a fait preuve M. Prévot dans son rapport, seront-ils entendus par FO et la CGT, d'accord, une fois n'est pas coutume, sur des positions figées ? Et, derrière eux, l'agent de base des PTT sera-t-il rassuré ?

F. V.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sisyphes à l'œuvre

Sisyphes est toujours à l'œuvre. Cela fait des années qu'il faut répéter le même discours, à chaque fois que tombent les résultats du commerce extérieur. Avec des nuances, il est vrai. Car si jusqu'en 1985 on incrimait volontiers la facture énergétique, un phénomène nouveau est apparu, depuis, avec le déficit chronique du solde industriel. Or en constatant les causes principales : une mauvaise orientation géographique, longue à redresser, un retard dramatique dans l'investissement industriel, tout aussi long à combler.

Ce qui intrigue aujourd'hui c'est que ces causes ont pratiquement disparu. Les résultats du commerce extérieur (7,5 milliards de francs de déficit en juillet) dépendent de moins en moins des grands travaux exécutés pour le compte de pays en voie de développement : l'investissement industriel a repris spectaculairement depuis 1985, au point de former désormais la composante principale de la demande intérieure. Les 3,7 % de croissance en 1988, et attendus pratiquement aussi pour cette année, doivent beaucoup à l'effort d'équipement des entreprises. C'est presque un truisme que de rappeler que cet effort a pour premier effet de creuser le déficit commercial, en faveur plus spécialement des Allemands qui sont les meilleurs pourvoyeurs de biens d'équipement en général et de machines-outils en particulier.

On était cependant en droit d'attendre une retombée de ces investissements, avec pour corollaire une reconquête de parts de marché. Tel n'a pas été le cas puisque, en 1988 encore, les positions françaises ont reculé de 2,5 %. La première conclusion qui s'impose est que les bénéfices de l'effort d'investissement sont beaucoup plus lents à se manifester qu'on ne l'espérait. Sera-ce pour demain ? Il semblerait que, sans en regarder encore, la France ne pourrait plus de parts de marché ces derniers mois. Il faut en attendre la confirmation, mais l'INSEE va jusqu'à prévoir un léger gain pour cette année. On peut donc espérer.

La seconde conclusion que le gouvernement ne manquera pas

de faire valoir, c'est qu'il ne faut pas relâcher les freins. L'euphorie de la croissance porte aux revendications salariales et rend sourd aux objections des tenants du maintien d'un minimum de rigueur. Le temps de la facilité n'est cependant pas encore venu, dit-on du côté du ministère Matignon. Si les capacités de production ont augmenté, cela reste insuffisant par rapport à la progression du produit intérieur brut.

Fortes consommations

La forte consommation des ménages peut devenir un handicap pour la France au moment où on risque d'assister à un décalage de conjoncture. L'activité reste forte dans l'Hexagone alors qu'elle se ralentit en Grande-Bretagne comme aux États-Unis. Sans en tirer de conclusion définitive, on constate que, pour juillet, on a exporté pour un milliard de francs en moins vers l'Angleterre, tandis que nos ventes à destination de l'Amérique du Nord chutent de 15 %.

Moindres ventes d'un côté, achats en progression de l'autre en raison de la hausse du pouvoir d'achat des ménages : le gouvernement se retrouve dans un cas de figure connu, même s'il n'a pas l'aspect dramatique de 1982 (l'année du plus fort déficit commercial historique). Il n'est évidemment pas question d'évoquer un quelconque plan de rigueur, les choses allant au mieux sur le plan de la monnaie et celui de l'inflation. Mais de là à vouloir cultiver tout les fruits de la croissance... Dura réalité à l'heure des préparations de congrès.

FRANÇOIS SIMON.

● RECTIFICATIF. — Le déficit du solde industriel français, hors matériel militaire, a été de 4,8 milliards de francs en juin et de 11 milliards en juillet au lieu de 3,8 milliards et 7,5 milliards, comme un erreur de calcul respectivement nous l'a fait indiquer sur le graphique publié dans le Monde du 30 août, page 38.

REPÈRES

Etats-Unis

Croissance révisée à la hausse...

La croissance de l'économie américaine a atteint 2,7 % en rythme annuel durant le deuxième trimestre, annonce le département du commerce, révisant fortement à la hausse ses premières estimations de 1,7 %. Par contre, l'expansion économique du premier trimestre est ramenée à 3,7 %, toujours en rythme annuel, contre 4,4 % précédemment annoncées.

L'inflation reste malgré tout élevée selon l'indice du produit national brut (PNB), 5,1 % durant le deuxième trimestre, en raison du renchérissement de l'énergie qui a augmenté de 4,8 % durant les trois premiers mois de l'année. Le département du commerce précise que près des deux tiers de sa révision en hausse de la croissance du PNB du deuxième trimestre proviennent de la consommation des ménages qui a, finalement, augmenté à un rythme annuel de 2,2 %.

... recul des bénéfices des entreprises

Les bénéfices nets des entreprises américaines ont reculé de 5,4 % au

deuxième trimestre, la plus forte baisse des trois dernières années, annonce le département du commerce. Après la baisse de 1,1 % du premier trimestre, il se confirme, selon les analystes, que la période d'or où les entreprises recrutaient les fruits de leurs efforts de réduction des coûts tout en profitant du « boom » des exportations est révolue.

Hongrie

La réévaluation du forint vis-à-vis du rouble

À partir du 1^{er} septembre, le forint hongrois sera réévalué de près de 5 % vis-à-vis du rouble transférable, a annoncé le mardi 29 août le ministre des finances hongrois M. Laszlo Bokros.

Le cours du rouble transférable, la monnaie utilisée par les pays du CAEM (1) pour régler leurs échanges commerciaux, passera de 29 à 27,5 forints. En revanche, le cours du rouble « touristique » demeurera inchangé, à 19,50 forints.

Selon M. Bokros, cette mesure est destinée à diminuer l'excédent de routes transférables détenu par la Hongrie, en raison de la dévaluation des relations commerciales intra-CAEM, qui se traduit par de moindres livraisons de produits soviétiques à la Hongrie. Le même jour, l'agence hongroise d'information MTI a fait part de la décision soviétique de diminuer de 10 % à 12 % ses livraisons d'électricité à la Hongrie au mois de septembre.

(1) Conseil d'assistance économique mutuelle, ou COMECON.

Dans la plupart des pays

L'impôt sur le revenu bat en retraite

Pour la première fois depuis sa création, l'impôt sur le revenu a baissé dans la plupart des pays, selon une étude réalisée par un responsable américain du Trésor. Seuls le Luxembourg (où le taux maximal est passé de 57 % à 58,8 %) et le Liban (de 40 % à 50 %) affichent une imposition sur le revenu en hausse au cours des dernières années. En revanche, dans cinquante-cinq pays, la tendance est très nettement au reflux. Parmi les baisses vertigineuses : les États-Unis, où le

taux maximal a dégringolé de 50 % à 28 %, et le Japon. En France, ce taux a connu également un repli de 60 % à 58,8 %. L'impôt sur le revenu n'a guère bougé dans vingt-neuf pays, dont le RFA (56 %). La Bolivie remporte la palme pour le taux le plus léger (10 %), suivi de près par la Suisse (11,55 %). À l'opposé, le Zambie (taux maximal de 75 %) et les Pays-Bas (72 %) ont les impositions sur le revenu les plus élevées.

● Confirmation de la hausse de 0,3 % des prix à la consommation en juillet. — L'indice définitif des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % en juillet, après une hausse de 0,1 % en juin, a indiqué l'INSEE le mercredi 30 août. Ce résultat, conforme à l'indice provisoire, ramène la hausse des prix en glissement annuel à 3,6 % en juillet, contre 3,5 % en juin. La hausse de l'indice de juillet est principalement due à l'augmentation de 0,5 % du prix des produits alimentaires et des services, alors que celui des produits manufacturés a diminué de 0,1 %.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

MÉTRO DE MARSEILLE

Prolongement Castellane/La Timone Equipements courants forts et courants faibles

- Service qui passe le marché : SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE, 44, avenue Alexandre-Dumas - 13008 MARSEILLE. Tél. : 91-77-68-82.
- Mode de passation : appel d'offres ouvert.
- Objet du marché :

Pour la partie courants faibles :

- prolongement de Castellane à La Timone ;
- adaptation et modernisation de la commande centralisée du métro.

Pour la partie courants forts :

- prolongement de Castellane à La Timone.

- Définition des lots techniques :

- Le dossier se compose d'un dossier de pièces générales et de sept dossiers de lots techniques :
- Lot n° 1 Signalisation et pilotage automatique sur Castellane/La Timone ;
- Lot n° 2 Commande centralisée : énergie et traction sur Castellane/La Timone ; adaptation et modernisation de la commande centralisée du métro ;
- Lot n° 3 Télécommunications et supervision : sur Castellane/La Timone ; mise en place de systèmes d'interphonie, de vidéo et de gestion technique centralisée sur l'ensemble du métro ;
- Lot n° 4 Informatique trafic et télétransmissions : sur Castellane/La Timone et renouvellement des équipements de la ligne 1 ;
- Lot n° 5 Haute tension : distribution 20 kv et systèmes associés sur Castellane/La Timone ;
- Lot n° 6 Basse tension : distribution BT et éclairages sur Castellane/La Timone ;
- Lot n° 7 Traction : poste de redressement et distribution 750 V CC sur Castellane/La Timone.

- Les candidats devront répondre sur tout ou partie des lots pris isolément. Ils pourront en outre présenter des regroupements de lots.
- Délai global d'exécution : vingt-huit mois.
- Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 18 septembre 1989 à 9 heures à l'adresse ci-dessus contre un cautionnement de 1 000 F par dossier de lot technique, en chèque qui sera restitué si l'offre est conforme au règlement particulier d'appel d'offres.

Le dossier général sera remis gracieusement à chaque soumissionnaire.

- Les offres devront parvenir le 1^{er} décembre 1989 avant 12 heures à l'adresse ci-dessus et resteront valables pendant cent quatre-vingts jours.
- Les soumissionnaires devront fournir tous les renseignements prévus à l'article 251 du code des marchés publics 1^{er} et 2^{es} alinéas.
- Date d'envoi de l'avis d'appel d'offres à la publication : 22 août 1989.

Un tabou et un enjeu technologique

Il l'a bien descendu ! Chargé par le gouvernement d'une mission particulièrement difficile — mener un débat public sur l'avenir des PTT — M. Hubert Prévot s'en tire avec les honneurs : en se prononçant pour une modification de la structure juridique de l'actuelle administration des PTT et son corollaire — un changement du statut du personnel — il met sur les rails une des réformes les plus importantes du septennat.

Sujet tabou et épineux, tant sont puissants les syndicats à la Poste et aux Télécoms, l'évolution des PTT est aussi une cause nationale. Elle dépasse largement l'intérêt des 435 000 agents. Car c'est la place de la France sur l'échiquier technologique mondial qui se joue. Après avoir perdu la bataille de la micro-électronique, celle de l'informatique, la France ne peut pas se laisser dépasser par les autres dans les derniers secteurs dans lesquels elle bénéficie encore d'une renommée mondiale, pour n'avoir pas su faire évoluer les structures.

De tous temps, la maîtrise des grandes voies de communication — et les télécoms le sont — a constitué un attribut du pouvoir et un baromètre de la puissance d'une nation.

Pour se battre à armes égales dans un monde où les technologies bougent sans arrêt et où les concurrents ont pour nom ATT et IBM, France Télécom a besoin de fonctionner avec des règles du jeu relevant de l'économie moderne. Elle doit pouvoir embaucher, investir, apposer sa signature en bas de contrats, être capable de payer les meilleurs spécialistes... Toutes choses qu'elle ne peut faire aujourd'hui qu'avec mille et un tracas.

Quant à se serrer, la Poste, si elle le réalise moins, elle est confrontée aussi à des défis, face à des concurrents énormes, modernes, motivés, à la veille du grand marché européen.

Qui pourra faire croire sérieusement qu'un agent d'EDF, vivant dans un EPIC, est plus malheureux qu'un postier de la fonction publique ? Qui pourra soutenir que

le pouvoir syndical est faible à EDF ? Qui osera dire — sauf à lui faire un procès d'intention — qu'Hubert Prévot (et derrière lui le gouvernement) veut une « privatisation » des PTT ?

Le transfert actuel vers des filiales de droit privé d'un certain nombre d'activités très lucratives est infiniment plus dangereux à terme pour la pérennité du service public que son aménagement concerté et réfléchi.

Le rapport Prévot s'entoure d'un luxe de précautions pour donner des garanties aux syndicats et au personnel. Celui-ci se voit proposer une possibilité d'option, une garantie de l'emploi, le maintien des avantages de la fonction publique, peut-on sérieusement soutenir que l'on assiste à un viol social ?

Derrière M. Prévot et le ministre des PTT, le gouvernement devrait s'attacher à apaiser encore les esprits en martelant ses engagements sur la non-privatisation, le maintien d'une unité sociale et humaine des deux entités, sur les garanties fondamentales des fonctionnaires.

Il a trois ans pour faire des PTT une vitrine sociale et prouver sa capacité de dépoussiérer la fonction publique.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Économie

AFFAIRES

Avec la reprise à Axa-Midi des graines Clause

Rhône-Poulenc et Lafarge se hissent parmi les cinq premiers mondiaux des semences industrielles

Le suspense dans l'affaire Clause est terminé. Des deux protagonistes en lice depuis près de deux ans, Sanofi (groupe E2F) et Lafarge-Coppée, pour racheter le premier semencier de France, c'est finalement le chimiste, qui l'emporte. Mais il doit sa victoire à Rhône-Poulenc, qui lui a prêté main forte.

Aux termes d'un accord conclu avec la Compagnie du Midi (groupe Axa), propriétaire de l'affaire à 65,2 %, Rhône-Poulenc et Lafarge sont convenus de racheter à la compagnie d'assurance 45 % des actions Clause pour un prix confidenciel, mais évalué à 1 milliard de francs environ dans les milieux professionnels. Avec les 10 % déjà détenus par Lafarge à travers Copabio par suite des achats effectués en Bourse, les deux nouveaux partenaires vont ainsi prendre le contrôle de Clause à 55 %. Ils entendent bien prochainement augmenter cette participation à un niveau plus élevé, compte tenu de la proposition qui sera faite aux petits porteurs (12,5 % du capital sont répartis dans le public) de reprendre leurs actions sans doute au dernier cours (1 392 F).

Ces actifs seront apportés à une filiale commune (ARITROIS) à laquelle Lafarge fera en outre apport des actifs de Harrie Moran Seeds, sa filiale américaine à 100 %, classée troisième semencier en Amérique du Nord.

La course aux biotechnologies

Avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs, le nouvel ensemble se classe dans sa spécialité (semences potagères et florales) dans les toutes premières places mondiales. Ce rachat, fait au nez et à la barbe de Sanofi, qui comptait pourtant bien exporter la partie, est de toute première importance. Clause détenait en effet une position de leader incontesté en France dans les semences potagères et florales, tant sur le marché des semences professionnelles, avec une part de 25 % et 350 millions de francs de chiffre d'affaires, que dans la distribution grand public où, à travers notamment les enseignes Truffaut et les Graines d'élite Clause, il contrôle 65 % de la distribution spécialisée des produits de jardinage.

Pour Lafarge, l'intérêt de cet investissement est considérable. Le

groupe cimentier va pouvoir pousser sa diversification dans les biotechnologies via sa filiale ORSAN, très impliquée dans les semences de grandes cultures tant en France (avec ORSEM) qu'à l'étranger (avec Agrar Semillas (Espagne), Wilson Hybrids et Western Plant Breeders (EU)). Agrar del Sul (Argentine). L'intérêt de Rhône-Poulenc n'est pas moins important. Un géant dans l'agrochimie (4^e mondial avec 10 milliards de francs de chiffre d'affaires), le numéro un français de la chimie est encore un nain dans les semences industrielles (190 millions de francs de chiffre d'affaires), un secteur d'avenir dans lequel tous les grands chimistes de la planète investissent massivement dans l'espoir de prendre de nouvelles positions au XXI^e siècle dans la fabrication des semences sur mesure, qui par assemblage de gènes seront résistantes aux herbicides, à la sécheresse, au vent, aux maladies, aux parasites et, plus gravement, devraient permettre de réduire l'usage des produits phytosanitaires toujours plus ou moins toxiques.

Certes, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Mais l'avenir se prépare à long terme. Et dans ce

domaine, l'association Lafarge-ORSAN-Rhône-Poulenc-Clause va désormais se classer au quatrième ou cinquième rang mondial derrière Sandoz (Suisse), numéro un, Agrow (E-U) et quelques japonais, avec quelque 260 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Dans l'immédiat, l'arrivée de Clause permettra, d'autre part, à Rhône-Poulenc de renforcer sa branche jardinage (marque KB), un marché en forte croissance (15 % l'an) avec la passion grandissante des Français de posséder un coin de culture, voire pour les plantes d'appartement. La Compagnie du Midi n'avait, quant à elle, plus aucun avantage à posséder cette participation majoritaire dans une affaire située en dehors de son domaine d'activité. Le groupe a de gros besoins d'argent. Actuellement engagé dans la plus grande OPA européenne — sur le conglomérat BAF — après avoir offert à Sir James Goldsmith de reprendre sa filiale américaine d'assurances Farmers, il va lui falloir disposer des fonds nécessaires pour faire face. Le milliard que lui verseront Lafarge et Rhône-Poulenc viendra à point renforcer ses munitions.

ANDRÉ DESSOT.

En marge des défaillances d'entreprises

Le mystère des « boutiques-éclairs »

Le nombre d'entreprises défaillantes est en moyenne de 3200 par mois, ainsi que le confirment les dernières statistiques publiées en août par l'INSEE (3378 pour les deux mois de mai et juin). Toutefois, cela ne concerne que les entreprises faisant l'objet d'un jugement de règlement judiciaire ou de liquidation de biens. Certaines « boutiques-éclairs » échappent à ce contrôle.

Chaque année, de petites boutiques — prêt-à-porter, gadgeteries, bijouteries ou pizzerias — nettes et chiques, ouvrent leurs portes. Mais c'est souvent pour les refermer quelques mois plus tard. Une étude publiée en novembre dernier par l'INSEE montre en effet que la moitié des commerces nouvellement créés cessent leur activité avant d'avoir atteint deux ans et demi d'existence.

Le grand public parle de « malhonnêteté », soupçonnant des manœuvres frauduleuses, tandis que les professionnels parlent d'« inexpérience » : « Ce sont des gens qui ont confondu bénéfice et argent de poche », explique un responsable de l'Institut de promotion du commerce textile. Il est vrai que, en dehors des PDG qui trouvent là un moyen commode de satisfaire leur petite amie, monter un commerce lorsque l'on dispose d'un petit pécule ne manque pas d'attraits : la mise de fonds n'est pas forcément très lourde (à partir de 20 000 F pour un fonds de prêt-à-porter, 40 000 F pour un pressing), et les marges sont attractives : « Les détaillants doublent leur prix sur les articles que je leur vends », explique un grossiste-importateur en gadgets à Aubervilliers. Alors, pourquoi hésiter ? Les pièges sont pourtant nombreux sur la route du succès.

Pour écouler des stocks

Malheur à ceux qui auront préféré le fonds bon marché à l'investissement préférentiel ou la création à la reprise. L'espérance de vie d'un fonds repris est supérieure de deux ans à celle des créations d'activité. Autre classe-trappe : les marges. Certes, elles sont souvent importantes. « Mais dans le prêt-à-porter par exemple, souligne Maurice Haim, expert-comptable à Compiegne, elles cachent un très fort coefficient de perte : il suffit d'un hiver très doux comme celui que nous avons connu cette année pour que beaucoup de magasins de fourrure n'aient plus qu'à fermer leurs portes ».

Certains apprentis-commerçants ont aussi une fâcheuse tendance à confondre chiffre d'affaires et bénéfice. Résultat, après une période d'expansion favorisée par les crédits des fournisseurs et des exemptions fiscales, la chute est rude lorsqu'il faut payer tout à la fois stocks et charges.

Pour minimiser les risques, certains « bleus » optent pour la franchise (1). Le choix d'un secteur d'activité est très large puisque les 700 enseignes qui existent actuellement sur le marché français cou-

vrent des domaines très différents, de l'agence matrimoniale à la mécanique auto en passant par l'habillement et la restauration. Parallèlement, les besoins en capitaux pour démarrer sont des plus variables : de 65 000 francs à plus de 10 millions de francs, lors d'acquisition du fonds ou des murs. De louer ou d'acheter un local qui ne fait pourtant pas de la franchise une assurance tous risques : là encore, le franchisé non averti risque de payer très cher son inexpérience, d'autant que, chaque année, plusieurs réseaux disparaissent, laissant à la rue des victimes déconfites, plaçant le droit d'entrée exorbitant versé quelques mois plus tôt à un franchiseur peu scrupuleux.

Mais les boutiques-éclairs ne concernent pas seulement les bénéfices. Elles dépendent parfois à des techniques de marketing bien connues des experts-comptables et des avocats. L'ouverture temporaire d'un point de vente par un grossiste ou un détaillant est ainsi une ficelle utilisée pour écouler des stocks excédentaires. L'objectif n'est plus de gagner de l'argent mais de faire de la trésorerie en se débarrassant d'un stock coïteux.

Autre procédé, le dépôt de bilan : car si, au siècle de Balzac, les entrepreneurs endettés étaient vilipendés et jetés en prison, il en va tout autrement désormais, surtout depuis la loi du 25 janvier 1985 sur les défaillances commerciales : exit l'infamante faillite et priorité à la survie de l'entreprise. Une philosophie nouvelle que certains commerçants ne se font pas faute de mettre à profit : « Le gros des impayés des fournisseurs provient de la facilité des dépôts de bilan », explique un avocat spécialisé dans le droit commercial. Autrefois, les commerçants en difficulté se battaient pour se relever ; aujourd'hui, un dépôt de bilan bien géré est un ballon d'oxygène, d'autant que les seules sanctions appliquées sont les interdictions de gérer, facilement détournables par l'utilisation de prête-noms.

Bête noire des fournisseurs, le dépôt de bilan version 1985 est devenu une manne pour certains commerçants vireux qui s'en sont fait une spécialité. Il faut dire que, le système commercial français étant fondé sur le « crédit-acheteur », c'est-à-dire sur le paiement à terme des fournisseurs, la tentation est grande de ne pas payer ces derniers — et pas seulement en cas de difficultés. De nombreuses boutiques, dont beaucoup de soldes, sont ainsi montées en toute légalité pour écouler une marchandise acquise auprès de grossistes qui ne seront jamais payés.

La technique utilisée est simple : les produits sont vendus en quelques semaines à prix cassés et, lorsque le stock est épuisé, le bilan est déposé avec force motifs économiques à l'appui. Une mécanique bien huilée, utilisant astucieusement le renversement de la charge de la preuve introduit par la loi de 1985. En effet, si autrefois la responsabilité financière du dirigeant pouvait être engagée s'il ne prouvait pas qu'il avait bien géré son affaire, il appartient désormais aux créanciers d'apporter la preuve qu'il y a eu erreur de gestion. « Une faute très difficile à prouver en temps normal, et plus encore

lorsqu'il s'agit de professionnels de la carambouille », souligne-t-on à la direction financière de la police judiciaire.

Même impuissance des services fiscaux à l'égard des « commerçants » qui ont décidé de décaler les bénéfices nets de leur préjudice : « Sauf au hasard d'une enquête, le fisc n'a aucun moyen de découvrir une boutique qui ne s'est déclarée nulle part et qui démolisse tous les ans », explique une inspectrice des impôts. Un système rentable et pas aussi aléatoire qu'il n'y paraît : même découvert, les délais d'action de l'administration fiscale sont tels que le dirigeant a le temps de partir sans laisser d'adresse.

Les boutiques « couvertures »

La réalité rejoint aussi parfois la légende : certaines boutiques-éclairs servent, on le sait à blanchir des capitaux mal acquis. Pour les proxénètes, les braqueurs, les dealers et autres trafiquants, il s'agit alors de légaliser de grandes quantités d'argent liquide. Dominant d'action privilégiée, la solderie, mais surtout la restauration, un secteur où les

clients paient le plus souvent en espèces. Contrairement à celles dont les dirigeants veulent frauder le fisc, les boutiques « couvertures » sont bien inscrites au registre du commerce. Des ventes fictives permettent de justifier les espèces encaissées, tandis que les achats apparaissent sur de fausses factures établies par des sociétés-taxis. Un système éprouvé, dont toute la fiabilité repose à encore sur la rapidité de rotation des fonds, seul moyen d'éviter d'être repéré. Mais qu'importe : les acquéreurs sont là, et pas forcément mieux intentionnés. Ainsi, des « hommes d'affaires », commerçants ou non, se sont spécialisés dans l'achat et la revente de fonds de commerce. Une partie des sommes acquises, non déclarée, est mise en compte comptable chez un conseil juridique complaisant qui touche des intérêts sur cet argent qu'il garde au chaud et ne fait fructifier, et le reverse au gré de ses propriétaires...

ISABELLE JENDRON.

(1) Réseau de magasins indépendants adhérent à une enseigne et à un concept commercial.

LOGEMENT

Les gestionnaires veulent déposer un recours contre le décret sur les loyers

La Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) et la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), les deux plus importantes organisations professionnelles regroupant les gestionnaires de logements locatifs, ont annoncé, mardi 29 août, leur intention de déposer un recours devant le Conseil d'Etat pour tenter d'obtenir l'annulation du décret limitant les hausses de loyers dans l'agglomération parisienne (le Monde du 30 août).

Pour la CNAB, la publication de ce décret « manifeste par trois fois le fait du prince » : elle « bafoue la commission nationale de concertation, qui s'y était opposée », elle désavoue le ministre, M. Louis Besson, « qui, lors des débats parlementaires, avait dit avec détermination qu'il n'aurait pas recours à un tel

décret » ; enfin, ce décret « ne respecte pas la loi du 6 juillet dernier, qui mettait comme condition à l'utilisation d'un décret le constat d'un dysfonctionnement du marché locatif, ce qui n'est pas le cas ».

De son côté, M. Jean-Pierre Giacomini, président de la Confédération nationale des locataires (CNL), a, de nouveau, estimé que « le gouvernement avait cédé aux injonctions des propriétaires » et a regretté que ce décret ne s'applique qu'à la seule agglomération parisienne.

Enfin, M. Pierre Brama, secrétaire national du Parti socialiste, a exprimé dans un communiqué sa satisfaction de la publication de ce décret « pour la justice sociale et la politique de redressement économique ».

EN BREF

● **Délibéré dans l'affaire de La Ciotat.** — Samedi, le 29 août, d'une opposition de la société américaine Luxmar, le tribunal de commerce de Paris a mis en délibéré jusqu'au 5 septembre la demande de celle-ci d'annuler l'affectation des chantiers navals de La Ciotat à la banque Worms et à un groupe conduit par M. Bernard Tapie. Ce dernier prévoit de les utiliser à la construction et à la réparation des bateaux de plaisance. Avec l'appui de la CGT, Luxmar veut maintenir les chantiers en activité pour y construire une trentaine de pétroliers d'ici à la fin du siècle. Le représentant du ministère public devant le tribunal a demandé le rejet de cette proposition qui, selon lui, n'est pas viable, les chantiers de Saint-Nazaire et du Havre étant déjà adaptés à l'état du marché mondial.

● **Les armateurs français mécontents.** — Le Comité central des armateurs de France (CCAF) n'est pas satisfait des 400 millions de francs débloqués par le gouvernement pour la première année d'un plan de cinq ans destiné à moderniser la flotte de commerce (le Monde du 30 août). Dans un communiqué, il « constate que les moyens financiers prévus et sur lesquels il attend des précisions complémentaires ne lui semblent à la mesure ni des ambitions ni des ressources dégagées en faveur de leur flotte par de nombreux pays développés. Les montants en cause sont d'ailleurs inférieurs à ceux que le rapport Le Oriou considérait comme un strict minimum ». Le CCAF espère que « des moyens supplémentaires seront dégagés au cours de chacune des cinq années couvertes par le plan gouvernemental ».

● **Suspension du préavis de grève des électriciens de la sécurité aérienne.** — Après consultation des personnels, les syndicats USAC-CGT et SAPAC (autonome) des élec-

triciens de la sécurité aérienne ont décidé de suspendre leur préavis de grève du 30 août au 5 septembre. Selon les syndicats, les électriciens ont obtenu l'ouverture de groupes de travail sur « l'ensemble des problèmes » ainsi que le maintien de la parité statutaire avec les contrôleurs aériens dans le futur projet de loi régissant leur profession. D'autre part, soixante-sept électriciens seront recrutés en 1989.

● **M. Bornard : avancer les hausses de salaires.** — M. Jean Bornard, président de la CGTC, prévoit une « multiplication des actions catégorielles » dans le secteur public si le gouvernement ne décide pas d'anticiper les hausses prévues par l'accord salarial. « Ça grogne dur partout et la raison en est simple : une série d'accords ont été signés en début d'année sur la base d'une prévision d'inflation de 2,2 %. Or cette augmentation a été atteinte au premier semestre. En toute équité, cela suppose une certaine avancée des calendriers de hausses. Quant à l'unité d'action évoquée par M. Krasucki, secrétaire général de la CGT, M. Bornard ne croit à des « coordinations possibles » que « sur des points déterminés ».

● **Un nouveau directeur des engins tactiques à l'Aérospatiale.** — En remplacement de M. Philippe Girard, nommé directeur général adjoint chargé des programmes, M. Jean-Louis Fache devient directeur de la division « engins tactiques » de la société Aérospatiale. [Ancien polytechnicien et âgé de quarante-cinq ans, M. Jean-Louis Fache a été, de 1972 à 1975, responsable de la production de Concorde, et à partir de 1982, plus spécialement chargé, à l'Aérospatiale, de la montée en puissance de la production des Airbus et des avions ATR.]

OPÉRATION PAPA BRAVO!

NOTEZ AU VOL: 36-15 HORAV

POUR TOUT SAVOIR SUR VOS HORAIRES DE VOL

ADP

Aéroports de Paris

هنا في الجول

PARIS:

Marchés financiers

BOURSE DU 30 AOUT

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel										Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%		
3620	C.A.E. 35 *	2700	2700	0	0	3620	C.A.E. 35 *	2700	2700	0	0	3620	C.A.E. 35 *	2700	2700	0	0		
1080	SAF. T.P.	1080	1080	0	0	1080	SAF. T.P.	1080	1080	0	0	1080	SAF. T.P.	1080	1080	0	0		
1170	SAF. T.P.	1170	1170	0	0	1170	SAF. T.P.	1170	1170	0	0	1170	SAF. T.P.	1170	1170	0	0		
1210	SAF. T.P.	1210	1210	0	0	1210	SAF. T.P.	1210	1210	0	0	1210	SAF. T.P.	1210	1210	0	0		
1260	SAF. T.P.	1260	1260	0	0	1260	SAF. T.P.	1260	1260	0	0	1260	SAF. T.P.	1260	1260	0	0		
1270	SAF. T.P.	1270	1270	0	0	1270	SAF. T.P.	1270	1270	0	0	1270	SAF. T.P.	1270	1270	0	0		
1275	SAF. T.P.	1275	1275	0	0	1275	SAF. T.P.	1275	1275	0	0	1275	SAF. T.P.	1275	1275	0	0		
1280	SAF. T.P.	1280	1280	0	0	1280	SAF. T.P.	1280	1280	0	0	1280	SAF. T.P.	1280	1280	0	0		
1285	SAF. T.P.	1285	1285	0	0	1285	SAF. T.P.	1285	1285	0	0	1285	SAF. T.P.	1285	1285	0	0		
1290	SAF. T.P.	1290	1290	0	0	1290	SAF. T.P.	1290	1290	0	0	1290	SAF. T.P.	1290	1290	0	0		
1295	SAF. T.P.	1295	1295	0	0	1295	SAF. T.P.	1295	1295	0	0	1295	SAF. T.P.	1295	1295	0	0		
1300	SAF. T.P.	1300	1300	0	0	1300	SAF. T.P.	1300	1300	0	0	1300	SAF. T.P.	1300	1300	0	0		
1305	SAF. T.P.	1305	1305	0	0	1305	SAF. T.P.	1305	1305	0	0	1305	SAF. T.P.	1305	1305	0	0		
1310	SAF. T.P.	1310	1310	0	0	1310	SAF. T.P.	1310	1310	0	0	1310	SAF. T.P.	1310	1310	0	0		
1315	SAF. T.P.	1315	1315	0	0	1315	SAF. T.P.	1315	1315	0	0	1315	SAF. T.P.	1315	1315	0	0		
1320	SAF. T.P.	1320	1320	0	0	1320	SAF. T.P.	1320	1320	0	0	1320	SAF. T.P.	1320	1320	0	0		
1325	SAF. T.P.	1325	1325	0	0	1325	SAF. T.P.	1325	1325	0	0	1325	SAF. T.P.	1325	1325	0	0		
1330	SAF. T.P.	1330	1330	0	0	1330	SAF. T.P.	1330	1330	0	0	1330	SAF. T.P.	1330	1330	0	0		
1335	SAF. T.P.	1335	1335	0	0	1335	SAF. T.P.	1335	1335	0	0	1335	SAF. T.P.	1335	1335	0	0		
1340	SAF. T.P.	1340	1340	0	0	1340	SAF. T.P.	1340	1340	0	0	1340	SAF. T.P.	1340	1340	0	0		
1345	SAF. T.P.	1345	1345	0	0	1345	SAF. T.P.	1345	1345	0	0	1345	SAF. T.P.	1345	1345	0	0		
1350	SAF. T.P.	1350	1350	0	0	1350	SAF. T.P.	1350	1350	0	0	1350	SAF. T.P.	1350	1350	0	0		
1355	SAF. T.P.	1355	1355	0	0	1355	SAF. T.P.	1355	1355	0	0	1355	SAF. T.P.	1355	1355	0	0		
1360	SAF. T.P.	1360	1360	0	0	1360	SAF. T.P.	1360	1360	0	0	1360	SAF. T.P.	1360	1360	0	0		
1365	SAF. T.P.	1365	1365	0	0	1365	SAF. T.P.	1365	1365	0	0	1365	SAF. T.P.	1365	1365	0	0		
1370	SAF. T.P.	1370	1370	0	0	1370	SAF. T.P.	1370	1370	0	0	1370	SAF. T.P.	1370	1370	0	0		
1375	SAF. T.P.	1375	1375	0	0	1375	SAF. T.P.	1375	1375	0	0	1375	SAF. T.P.	1375	1375	0	0		
1380	SAF. T.P.	1380	1380	0	0	1380	SAF. T.P.	1380	1380	0	0	1380	SAF. T.P.	1380	1380	0	0		
1385	SAF. T.P.	1385	1385	0	0	1385	SAF. T.P.	1385	1385	0	0	1385	SAF. T.P.	1385	1385	0	0		
1390	SAF. T.P.	1390	1390	0	0	1390	SAF. T.P.	1390	1390	0	0	1390	SAF. T.P.	1390	1390	0	0		
1395	SAF. T.P.	1395	1395	0	0	1395	SAF. T.P.	1395	1395	0	0	1395	SAF. T.P.	1395	1395	0	0		
1400	SAF. T.P.	1400	1400	0	0	1400	SAF. T.P.	1400	1400	0	0	1400	SAF. T.P.	1400	1400	0	0		
1405	SAF. T.P.	1405	1405	0	0	1405	SAF. T.P.	1405	1405	0	0	1405	SAF. T.P.	1405	1405	0	0		
1410	SAF. T.P.	1410	1410	0	0	1410	SAF. T.P.	1410	1410	0	0	1410	SAF. T.P.	1410	1410	0	0		
1415	SAF. T.P.	1415	1415	0	0	1415	SAF. T.P.	1415	1415	0	0	1415	SAF. T.P.	1415	1415	0	0		
1420	SAF. T.P.	1420	1420	0	0	1420	SAF. T.P.	1420	1420	0	0	1420	SAF. T.P.	1420	1420	0	0		
1425	SAF. T.P.	1425	1425	0	0	1425	SAF. T.P.	1425	1425	0	0	1425	SAF. T.P.	1425	1425	0	0		
1430	SAF. T.P.	1430	1430	0	0	1430	SAF. T.P.	1430	1430	0	0	1430	SAF. T.P.	1430	1430	0	0		
1435	SAF. T.P.	1435	1435	0	0	1435	SAF. T.P.	1435	1435	0	0	1435	SAF. T.P.	1435	1435	0	0		
1440	SAF. T.P.	1440	1440	0	0	1440	SAF. T.P.	1440	1440	0	0	1440	SAF. T.P.	1440	1440	0	0		
1445	SAF. T.P.	1445	1445	0	0	1445	SAF. T.P.	1445	1445	0	0	1445	SAF. T.P.	1445	1445	0	0		
1450	SAF. T.P.	1450	1450	0	0	1450	SAF. T.P.	1450	1450	0	0	1450	SAF. T.P.	1450	1450	0	0		
1455	SAF. T.P.	1455	1455	0	0	1455	SAF. T.P.	1455	1455	0	0	1455	SAF. T.P.	1455	1455	0	0		
1460	SAF. T.P.	1460	1460	0	0	1460	SAF. T.P.	1460	1460	0	0	1460	SAF. T.P.	1460	1460	0	0		
1465	SAF. T.P.	1465	1465	0	0	1465	SAF. T.P.	1465	1465	0	0	1465	SAF. T.P.	1465	1465	0	0		
1470	SAF. T.P.	1470	1470	0	0	1470	SAF. T.P.	1470	1470	0	0	1470	SAF. T.P.	1470	1470	0	0		
1475	SAF. T.P.	1475	1475	0	0	1475	SAF. T.P.	1475	1475	0	0	1475	SAF. T.P.	1475	1475	0	0		
1480	SAF. T.P.	1480	1480	0	0	1480	SAF. T.P.	1480	1480	0	0	1480	SAF. T.P.	1480	1480	0	0		
1485	SAF. T.P.	1485	1485	0	0	1485	SAF. T.P.	1485	1485	0	0	1485	SAF. T.P.	1485	1485	0	0		
1490	SAF. T.P.	1490	1490	0	0	1490	SAF. T.P.	1490	1490	0	0	1490	SAF. T.P.	1490	1490	0	0		
1495	SAF. T.P.	1495	1495	0	0	1495	SAF. T.P.	1495	1495	0	0	1495	SAF. T.P.	1495	1495	0	0		
1500	SAF. T.P.	1500	1500	0	0	1500	SAF. T.P.	1500	1500	0	0	1500	SAF. T.P.	1500	1500	0	0		
1505	SAF. T.P.	1505	1505	0	0	1505	SAF. T.P.	1505	1505	0	0	1505	SAF. T.P.	1505	1505	0	0		
1510	SAF. T.P.	1510	1510	0	0	1510	SAF. T.P.	1510	1510	0	0	1510	SAF. T.P.	1510	1510	0	0		
1515	SAF. T.P.	1515	1515	0	0	1515	SAF. T.P.	1515	1515	0	0	1515	SAF. T.P.	1515	1515	0	0		
1520	SAF. T.P.	1520	1520	0	0	1520	SAF. T.P.	1520	1520	0	0	1520	SAF. T.P.	1520	1520	0	0		
1525	SAF. T.P.	1525	1525	0	0	1525	SAF. T.P.	1525	1525	0	0	1525	SAF. T.P.	1525	1525	0	0		
1530	SAF. T.P.	1530	1530	0	0	1530	SAF. T.P.	1530	1530	0	0	1530	SAF. T.P.	1530	1530	0	0		
1535	SAF. T.P.	1535	1535	0	0	1535	SAF. T.P.	1535	1535	0	0	1535	SAF. T.P.	1535	1535	0	0		
1540	SAF. T.P.	1540	1540	0	0	1540	SAF. T.P.	1540	1540	0	0	1540	SAF. T.P.	1540	1540	0	0		
1545	SAF. T.P.	1545	1545	0	0	1545	SAF. T.P.	1545	1545	0	0	1545	SAF. T.P.	1545	1545	0	0		
1550	SAF. T.P.	1550	1550	0	0	1550	SAF. T.P.	1550	1550	0	0	1550	SAF. T.P.	1550	1550	0	0		
1555	SAF. T.P.	1555	1555	0	0	1555	SAF. T.P.	1555	1555	0	0	1555	SAF. T.P.	1555	1555	0	0		
1560	SAF. T.P.	1560	1560	0	0	1560	SAF. T.P.	1560	1560	0	0	1560	SAF. T.P.	1560	1560	0	0		
1565	SAF. T.P.	1565	1565	0	0	1565	SAF. T.P.	1565	1565	0	0	1565	SAF. T.P.	1565	1565	0	0		
1570	SAF. T.P.	1570	1570	0	0	1570	SAF. T.P.	1570	1570	0	0	1570	SAF. T.P.	1570	1570	0	0		
1575	SAF. T.P.	1575	1575	0	0	1575	SAF. T.P.	1575	1575	0	0	1575	SAF. T.P.	1575	1575	0	0		
1580	SAF. T.P.	1580	1580	0	0	1580	SAF. T.P.	1580	1580	0	0	1580	SAF. T.P.	1580	1580	0	0		
1585	SAF. T.P.	1585	1585	0	0	1585	SAF. T.P.	1585	1585	0	0	1585	SAF. T.P.	1585	1585	0	0		
1590	SAF. T.P.	1590	1590	0	0	1590	SAF. T.P.	1590	1590	0	0	1590	SAF. T.P.	1590	1590	0	0		
1595	SAF. T.P.	1595	1595	0	0	1595	SAF. T.P.	1595	1595	0	0	1595	SAF. T.P.	1595	1595	0	0		
1600	SAF. T.P.	1600	1600	0	0	1600	SAF. T.P.	1600	1600	0	0	1600	SAF. T.P.	1600	1600	0	0		
1605	SAF. T.P.	1605	1605	0	0	1605	SAF. T.P.	1605	1605	0	0	1605	SAF. T.P.	1605	1605	0	0		
1610	SAF. T.P.	1610	1610	0	0	1610	SAF. T.P.	1610	1610	0	0	1610	SAF. T.P.	1610	1610				

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Un rapport d'Amnesty International sur la répression en Chine. 4 L'intensification de la lutte contre la drogue en Amérique. 6 URSS : le conflit du Haut-Karabakh et les suites du débat en Moldavie.	9 Le programme du gouvernement : onze « travaux d'Hercule » pour M. Rocard. - Les universités d'été de la droite et du centre.	10 M. Joxe s'attend à une forte contestation dans la police. 12 Après les déclarations de Mgr Giamp. - Les incendies de forêt dans le Midi. 13 Sports : les Internationaux de tennis de Flushing Meadows.	13 La dixième université d'été de la communication : M ^{me} Tasca ne relâche pas la pression sur les chaînes privées. - Les remous autour du capital d'Hachette.	20 La publication du rapport Prévoit sur la réforme des PTT. 21 Rhône-Poulenc et Lafarge Coppé parmi les cinq premiers mondiaux des semailles industrielles après le rachat de Clause. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 7 Annonces classées ... 16 à 19 Carnet 13 Météorologie 15 Mots croisés 15 Radio-Télévision 16	Les événements du Liban heure par heure 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tapez LM

Au conseil des ministres

Nouvelles mesures en faveur des harkis

Le conseil des ministres réuni mercredi 30 août, au palais de l'Élysée, a adopté un projet de loi organique, présenté par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, relatif aux pouvoirs du Conseil constitutionnel en cas d'annulation d'opérations électorales pour fraude. Ce projet vise à donner au Conseil constitutionnel les mêmes pouvoirs que ceux du tribunal administratif à l'égard des élections des conseillers régionaux, généraux et municipaux.

M. Claude Evrin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a présenté une communication sur les nouvelles orientations de la politique en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine.

Selon M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, cette nouvelle politique vise à « rompre avec la logique d'assistance » vis-à-vis des harkis et portera notamment sur le logement, l'emploi et la scolarité des enfants de rapatriés nord-africains.

M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, a présenté le calendrier des réunions ministérielles européennes pendant la présidence française de l'Europe.

Le conseil a, d'autre part, approuvé plusieurs nominations à des postes importants de l'administration.

M. Jacques Royquette
préfet de la Vendée

M. Jacques Royquette, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Vendée.

[Né le 19 mai 1936 à Saint-Germain-sur-Morin (Seine-et-Marne), M. Jacques Royquette, professeur d'enseignement général de collège puis sous-directeur de CEE, avait été élu en 1971 sous l'étiquette socialiste maire de Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne), puis en 1976 conseiller général du canton de Savigny-le-Temple. Président du conseil général de Seine-et-Marne de 1979 à 1982, il avait été nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1982, poste qu'il devait occuper jusqu'en décembre 1984. Nommé préfet des Côtes-du-Nord en mars 1985, M. Royquette était préfet hors cadre depuis le 23 avril 1986.]

M. François-Xavier Stasse
directeur général
de l'Assistance publique
de Paris

M. François-Xavier Stasse a été nommé directeur général de l'Assistance publique de Paris en remplacement de M. Jean Chassagnat, qui avait demandé, lundi 28 août, à être démis de ses fonctions pour des raisons « strictement personnelles » (le Monde du 30 août).

[Né le 11 janvier 1948 à Neuilly-sur-Seine, M. Stasse a été successivement chargé de mission au commissariat général au Plan (1976-1978) et directeur de cabinet du commissaire au Plan (1979-1981). Conseiller technique à la présidence de la République, chargé des questions économiques et financières de 1981 à 1984, M. Stasse était maître des requêtes au Conseil d'État. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en sciences économiques, M. Stasse est à la fois un proche du président de la République et de M. Michel Rocard avec qui il était au FSU. C'est d'ailleurs avec l'ancien premier ministre qu'il avait coté en 1975, sous le pseudonyme de Jacques Gallus, un ouvrage intitulé *l'Inflation au cœur*. Il est également l'auteur des *Variables d'Austerlitz* (1979).]

Affaires civiles :
M. Christian Roehrich

M. Christian Roehrich est nommé directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice.

[Né le 6 décembre 1938 à Anancy, M. Christian Roehrich était directeur adjoint du cabinet du ministre de la justice depuis le 10 janvier. M. Roehrich, qui a fait la majeure partie de sa carrière à l'administration centrale du ministère de la justice, a notamment occupé les fonctions de chef de bureau du droit européen et international. A ce titre, il avait été délégué de la France à de nombreuses réunions de la CEE ainsi qu'à des conférences diplomatiques bilatérales et multilatérales (ONU, Conseil de l'Europe). Le 18 décembre 1985, il avait été nommé sous-directeur du droit international, commercial et de la nationalité à la Direction des affaires civiles.]

● Gérard Mortier, directeur du Festival de Salzbourg. — Gérard Mortier (quarante-six ans), ancien directeur du Théâtre de la Monnaie de Bruxelles — et qui avait été présenté pour la direction artistique de l'Opéra Bastille, — a accepté, après trois semaines de négociations, de succéder à Herbert von Karajan, récemment décédé, à la direction du Festival de Salzbourg. Il prendra ses fonctions le 1^{er} octobre 1989. Herr Landemann, ancien directeur du Konzerthaus de Vienne, est nommé directeur financier.

Le numéro du « Monde » daté 30 août 1989 a été tiré à 532 259 exemplaires

A B C D E F G H

Impôts

M. Jean Lemierre
directeur général

M. Jean Lemierre est nommé directeur général des impôts.

[Né en juin 1950 à Sainte-Adresse (Seine-Maritime), M. Lemierre est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Détaché au ministère de l'économie, des finances et du budget en juillet 1980, il est chargé de la sous-direction du service de la législation fiscale en mars 1984. Nommé sous-directeur le 17 juillet de la même année, il devient chef du service de la législation fiscale au ministère délégué, chargé du budget, le 17 mars 1987, avant de devenir, en avril 1988, directeur de ce service.]

M. Jean-Pierre Leclerc
directeur adjoint

[Né le 9 mars 1936 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. Leclerc a participé à plusieurs cabinets ministériels. En 1977, il est rapporteur général de la mission d'étude sur la drogue et, en 1988, rapporteur général près la commission nationale de contrôle de la campagne pour l'élection du président de la République.]

Douanes :
M. Jean-Dominique Comolli

M. Jean-Dominique Comolli est nommé directeur général des douanes.

[Né le 25 avril 1948 à Bougie (Algérie), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, M. Jean-Dominique Comolli a notamment été chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Pierre Mauroy, en 1984, puis auprès de M. Laurent Fabius jusqu'en 1986, avant d'être chargé, en mai 1986, de la troisième sous-direction de la direction du budget. Il était, depuis juillet 1988, directeur du cabinet de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget.]

M. Matouk à la Caisse
de l'énergie

M. Matouk est nommé président de la Caisse nationale de l'énergie.

[Né le 18 juin 1937 à Paris, docteur d'État en économie et agrégé des facultés de droit et de sciences économiques de Paris, M. Jean Matouk a été PDG de la banque Caisse et administrateur de plusieurs sociétés. Il est l'auteur de nombreux ouvrages.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél. : 43-26-51-09

Réuni à La Baule

Le Front national s'interroge sur sa mauvaise image

LA BAULE
de notre envoyé spécial

Quelles sont donc les références politiques des adhérents du Front national ? Comment se fait-il que son image soit si mauvaise ? C'est, en substance, les deux questions que M. Carl Lang, secrétaire général, et M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire national aux élus, se sont successivement posées, mardi 29 août, en ouverture des travaux de la cinquième université d'été du mouvement d'extrême droite à La Baule.

Dans l'immense auditorium (huit cents places) du palais des congrès Atlantia, quelque deux cents « étudiants » ont religieusement écouté les deux orateurs. De religion, il a justement été question avec M. Lang — « Le christianisme, notre héritage spirituel, est le ciment de civilisation de tous les peuples européens », — qui a gratifié ses auditeurs d'une vaste fresque historique allant du néandertalien homo sapiens au « lepreux homo nationaliste ». Il a voulu prouver que l'histoire de France « ne commence pas avec les Gaulois » en remontant 35 000 ans avant J.-C. pour montrer

que « la population française est un creuset de peuples qui ont tous une caractéristique commune : ils étaient européens ».

M. Lang a réitéré explicitement à « l'empirisme organisationnel » de Charles Maurras pour opposer la nature humaine, qui fixe « un ordre naturel des choses » à l'égalité qui n'existe pas naturellement, mais a été inventée par l'homme de gauche, dit-il, qui « identifie sa réalité à sa volonté ». Défenseur de la nature humaine, l'adhérent du Front, selon M. Lang, se doit de croire à la liberté d'entreprise tout en étant « contre l'ultra-libéralisme mondialisé et anti-national ». De même, s'il estime que « la nation nait politiquement en se séparant de la monarchie » au moment de la Révolution, il n'en demeure pas moins, pour lui, que « ce sont les rois qui ont fait la nation française ».

Hostile à la lutte des classes à laquelle « nous opposons l'intérêt national », M. Lang se définit aux Français de « nationalisme libéral ». Le temps lui semble compté dans ce « combat historique ». « Nous n'avons pas des décennies pour gagner », indique le

secrétaire général. Si nous ne gagnons pas politiquement avec Jean-Marie Le Pen dans la dernière, la réalité de la colonisation de la France par les peuples non-européens sera telle qu'il sera très difficile de gagner politiquement après ».

Dans la foulée, M. Le Gallou a estimé que « dans un monde dominé par les forces cosmopolites et mondialistes », le FN défend les « identités nationales ». « Si nous renonçons à la défense de ces valeurs, notre combat politique n'aurait plus de sens. Mais c'est parce que nous menons un combat d'identité que nous avons des problèmes d'image », a-t-il ajouté. Pour le président du groupe d'extrême droite au conseil général d'Ille-de-France, il n'est pas question « de renoncer à nos idées pour avoir une bonne image ». Conclusion : le Front national ne cessera pas de parler de l'immigration, « qui est un des ressorts majeurs des voix que nous faisons », car ce qui se passe « en la matière est l'événement historique majeur du siècle et peut-être même du millénaire ».

OLIVIER BIFFAUD.

Deux sportifs tchèques
se réfugient à Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondante

Joseph Michalec et Stanislav Sutor, deux jeunes hockeyeurs sur glace tchécoslovaques qui avaient entrepris de passer à l'Ouest, ont obtenu, le 28 août, un permis de séjour temporaire à Bordeaux. Le 21 août, Joseph Michalec, vingt ans, et Stanislav Sutor, dix-neuf ans, tous deux membres de l'équipe de Poprad, ont mis à profit un déplacement sportif près de la frontière italienne pour passer compagnie à leurs camarades. Ils ont passé la frontière par des sentiers détournés, puis pris clandestinement le train jusqu'à Bordeaux en se cachant dans les toilettes pour échapper aux contrôles de police.

Juste avant d'entreprendre leur voyage, Joseph Michalec et Stanislav Sutor avaient contacté le président des Girondins de Bordeaux de hockey sur glace, Gérard Laurent pour solliciter son aide. Ce dernier les a accueillis dans la plus grande discrétion, le temps d'obtenir un permis de séjour. Les deux jeunes gens vont déposer une demande de statut de réfugié politique.

GINETTE DE MATHA.

A la Réunion

Huit gendarmes blessés
au cours d'affrontements avec des planteurs

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Huit gendarmes ont été blessés — dont quatre assez sérieusement — mardi 29 août à Saint-Denis, dans le sud de la Réunion, au cours de violents affrontements avec près d'un demi-millier de planteurs de canne à sucre qui avaient disposé un barrage sur la route reliant Saint-Pierre à Saint-Denis. Mercredi matin, la tension était quelque peu retombée, mais les planteurs de canne à sucre continuaient leur mouvement de protestation.

Il faut remonter à dix ans pour trouver trace d'affrontements aussi violents entre les forces de l'ordre et les producteurs de canne réunionnais. A l'époque, l'économie sucrière était en pleine modernisation pour s'adapter aux règles de compétitivité définites pour les producteurs de betterave européenne. Si, en une décennie, la part des subventions publiques à l'économie sucrière de la Réunion a sensiblement diminué, l'aide de l'État et de la Communauté européenne représente encore près de tiers du prix de la tonne de canne payée aux planteurs.

Pour la campagne sucrière 1989-1990, le prix du sucre défini par Bruxelles a diminué. Les planteurs de canne réunionnais n'ont échappé à cette baisse que grâce à un effort de l'État, qui a augmenté de quelques points son aide sociale à la production.

Mais cette aide a été effacée rapidement par les effets conjugués du cyclone Firinga, qui a ravagé l'île au début de l'année, et de la sécheresse qui a sévit une grande partie de l'année dernière. Perturbés par ces aléas climatiques, les cannes n'ont pas connu une croissance normale, et leur teneur en sucre est très en deçà de la moyenne de référence (138 kilos de sucre pour une tonne de canne) retenue pour le paiement des planteurs. Lorsque cette moyenne est dépassée, les producteurs bénéficient d'un complément de prix. En revanche, ils sont pénalisés lorsque la canne n'atteint pas cette « richesse » de base et doivent donc une compensation à l'usine qui broie leurs cannes.

En raison de ces circonstances exceptionnelles (la production de

(Publicité)

Le Français
en retard
d'une fenêtre

Non volons d'entre-fenêtres les changer trois fois plus que nous. Pour l'heure, c'est-à-dire contre la pluie, le froid et les effractions. 800 FRANÇAIS RÉPARENT VIENT POUR DANS LA JOURNÉE DES FENÊTRES qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner sans en perdre. Garantie dix ans. Devis gratuit — téléphone d'urgence, 111, rue Lafayette (109) N° Gare du Nord, 48-07-18-78.

L'Association des joueurs
de tennis professionnels
exclut l'Afrique du Sud
du Tour 1990

Sur avis du conseil de l'Association des joueurs professionnels de tennis (ATP), rédigé depuis deux semaines par l'Indien Vijay Amritraj, le bureau de l'ATP a décidé, mardi 29 août, « pour des raisons morales et pratiques », d'exclure du Tour 1990 — le circuit professionnel qui succédera à la fin de l'année au Grand Prix en place depuis 1970 — les deux tournois qui étaient programmés en Afrique du Sud, à Johannesburg et au Cap.

Dans un communiqué, le bureau exécutif du Tour a précisé qu'il a « enregistré les efforts de la Fédération sud-africaine de tennis (SATU) pour promouvoir et développer un tennis intégré » et « espère que ceux-ci seront bientôt suivis, et que le régime d'apartheid sera supprimé ». Le bureau indique enfin qu'« il attend le moment où les deux tournois (exclus) pourront reprendre place dans le circuit ».

Contrairement aux autres sports olympiques qui interdisent également les athlètes sud-africains, le tennis ne fera pas obstacle à la participation des joueurs de ce pays au Tour. L'ATP devrait même intervenir pour que ceux-ci puissent jouer dans les pays scandinaves et au Japon, où ils sont interdits. Six d'entre eux disputent actuellement l'Open des États-Unis.

Guerni

ARTS • SPECTACLES

CINÉMA 26
Débarquement des G.I. à Deauville



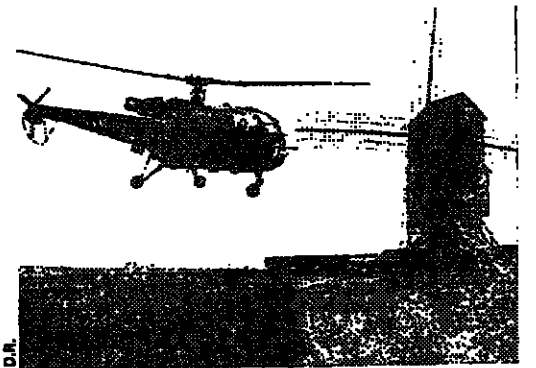
La guerre du Vietnam n'a pas fini d'alimenter la mémoire du cinéma américain. Depuis vingt ans, Brian De Palma voulait faire un film exemplaire sur le viol et l'assassinat d'une adolescente vietnamienne par quatre soldats. *Casualties of War*, son dernier film, ouvre le Festival de Deauville. Tout sur sa genèse.

MUSIQUES 30
Jazz, une rentrée en fanfare



Louis Sclavis (photo ci-dessus), Wynton Marsalis, Ray Charles, Christian Vander, Keith Jarrett, Michel Portal, une carte blanche à Manfred Eicher, l'inventeur du son ECM, Miles Davis, Gérard Escondé, Eric Le Lann : la rentrée jazz se place sous le signe de la paix retrouvée.

ANNIVERSAIRE 32
Il y a deux siècles, les hélicos...



Du défilé de Jean-Paul Goude à la reconstitution de la bataille de Valmy, la France de 1989 fête la Révolution, ses grands hommes, ses hauts faits... Mais cette fois-ci, en prenant trois ans d'avance et quelques libertés avec la vérité historique. Qu'importe. Du 16 au 24 septembre des milliers de visiteurs auront leur compte de gloire au pied du moulin.



Les femmes portent de larges robes sombres créées par Chloé Obolensky.

« LE MAHABHARATA » DE PETER BROOK PRÉSENTÉ A VENISE

Guerres et légendes

En ouverture, la Mostra de Venise offre une œuvre singulière, une grande légende indienne tournée par un maître du théâtre, Peter Brook, d'ailleurs réalisateur au cinéma de plusieurs films dont *Moderato Cantabile* et *Marat-Sade*. C'est le *Mahabharata* « la grande histoire de l'homme » avec ses amours et ses conflits apocalyptiques, qui après avoir été créé à Avignon, après avoir triomphé aux Bouffes du Nord, a fait le tour du monde. Et voici sur l'écran la mystérieuse beauté, la magie d'une fantasmagorie totalement cinématographique, bien qu'elle ne renie pas ses racines théâtrales (lire page 27).

Presque en même temps que la Mostra de Venise, consacrée au cinéma d'auteur, le Festival de Deau-

ville continue à promouvoir le cinéma américain — films indépendants et grosses machines. Il arrive souvent que certains titres participent aux deux manifestations, pourtant bien différentes. La plupart du temps, l'accueil est également différent. Ainsi *Les Incorruptibles* de Brian de Palma reçus sans enthousiasme en 1987 à Venise, et longuement applaudis à Deauville, où Brian de Palma, paraît à nouveau cette année. Il inaugure le festival avec *Casualties of War*. Tiré d'un fait réel, c'est une fois de plus les horreurs du Viet-nam. Les films de guerre font de l'argent. Surtout, entre *Rambo* et *Platoon*, le Vietnam est désormais, comme la guerre de Sécession, une grande

légende américaine. (Lire page 26, l'article de Henri Béhar).

En France, nous parlons rarement de nos récentes « sales guerres ». Il faut dire que nous avons de quoi faire dans notre passé, riche en belliqueuses légendes. Depuis des mois, la célébration du Bicentenaire nous rappelle qu'il faut savoir se battre et au besoin tuer. « Ce sera beau comme au Vietnam » prédisent les organisateurs de la bataille de Valmy reconstituée, occasion d'une promenade bien évidemment culturelle. La culture est l'orgueil de la France. (Lire page 32, l'article de Philippe Dagen.)

COLETTE GODARD.

« CASUALTIES OF WAR » DE BRIAN DE PALMA OUVRE LE FESTIVAL DE DEAUVILLE

Le Vietnam ou la déraison exemplaire

Quatre soldats violent puis assassinent une adolescente vietnamienne. Un cinquième, simple témoin, les dénonce. Ils sont condamnés à de lourdes peines, mais ne feront que cinq petites années de prison. Depuis vingt ans, Brian De Palma voulait tirer un film de ce fait divers macabre. *Casualties of War* est un conte moral sur la déraison de l'individu et l'hypocrisie d'une société qui envoie ses enfants à la mort.

« *L n'était pas trop difficile d'échapper à la guerre du Vietnam en 1960. Etudiant, il suffisait de se trouver une excuse médicale ; l'armée n'était pas regardante...* » Brian De Palma échappa donc à l'incorporation : son médecin certifia qu'il souffrait d'asthme. « *Ce que je sais de cette guerre, je l'ai appris d'Oliver Stone, de David Rabe : des autres. Ils ont en commun quelque chose dans le regard qui n'est pas dans le mien. Ils ont de toute évidence vu des choses que ni vous ni moi n'avons vues.* » L'auteur dramatique David Rabe (*Streamers*) était au Vietnam au cœur de la période « dure », en 1966.

Réalisé par Brian De Palma sur un scénario de David Rabe et présenté en ouverture du Festival de Deauville vendredi prochain, *Casualties of War* est tiré d'un fait divers : l'enlèvement, le viol puis le meurtre d'une adolescente vietnamienne par quatre des cinq membres d'une escouade de soldats américains partis en mission de reconnaissance. Frappé d'ostracisme puis craignant pour sa vie, le cinquième, « Sven Eriksson » (par sécurité, tous les noms ont été changés) court-circuitera la hiérarchie militaire désireuse de couvrir le méfait et fera traduire ses anciens compagnons devant le tribunal militaire, qui les condamnera en 1967. Survenu en octobre 1966, le viol meurtrier ne sera rapporté que trois ans plus tard, dans le *New Yorker* du 18 octobre 1969, par le journaliste Daniel Lang. Cet article fleuve fera l'objet d'une publication séparée sous forme d'un livre de 123 pages.

« LE METTEUR EN SCÈNE, C'EST MOI »

Dès la parution de l'article, Brian De Palma — qui venait juste de réaliser *Greetings* — se met en quête des droits cinématographiques (l'acteur James Woods le harcèle pour incarner Eriksson ; De Palma pense plutôt à Al Pacino et à Jon Voight pour les rôles, tenus aujourd'hui par Sean Penn et Michael J. Fox). Trop tard : les droits sont acquis par la Warner. Le projet est plusieurs fois mis en chantier. Les réalisateurs Jack Clayton, John Schlesinger et Jerry Schatzberg



sont engagés puis écartés : « *On avait alors peur de faire un film sur le Vietnam ; qui donc irait voir ça ? Budget trop élevé... Les bonnes raisons ne manquent jamais.* »

Le succès commercial des *Incorruptibles* aidant, la Paramount se laisse convaincre et rachète les droits de *Casualties*. A quelques semaines du début du tournage, elle retire ses billes. « *J'ai eu beau signaler que, du Pont de la rivière Kwaï à Apocalypse Now en passant par Voyage au bout de l'enfer, Full Metal Jacket et Platoon, les films de guerre en général — et surtout ceux sur le Vietnam — faisaient de l'argent, ça n'a servi à rien.* » La Columbia prend donc la relève — juste après que David Puttnam, « patron » de la production, y a été remplacé par Dawn Steel — qui occupait les mêmes fonctions à la Paramount.

« *Pas aimable, l'air méchant, ne parle à personne. Un ours.* » La mine farceuse, Brian De Palma vous tend en quelque sorte le « carnet de notes » de son image publique en ajoutant : « *Macabre, manipulateur, violent, anarchique. En fait trop.* » Martin Scorsese le tient pour un être des plus incompris — « *Merci, Marty !* » — et le dit loyal, solide en amitié et

plan dramatique de les voir — une chose en amenant une autre — inéluctablement conduits à cette extrémité. »

Cette modification fait de Meserve, lui aussi, une « victime de la guerre » (titre original) en cours de fabrication. « *Il me semblait plus judicieux qu'il témoignât d'une certaine évolution. Meserve, dont la compétence militaire est indubitable, n'est pas un psychopathe entré dans l'armée parce qu'il y avait des armes. Ce qu'il a vécu de la guerre le fait basculer.* »

FINIR QUAND MEME SUR UNE NOTE D'ESPOIR

Pour De Palma, le récit de Daniel Lang est une illustration de la dislocation physique et morale qui conduit souvent les hommes à sortir des normes de la décence et de la civilisation : des frères vietnamiens qui prostituent leurs filles à peine pubères comme une hiérarchie militaire qui tient à ce que « *ce qui se passe sur le terrain reste sur le terrain.* »

Dans l'esprit du réalisateur, le dilemme moral du film — un homme qui se retourne contre ceux qui étaient ses amis — pourrait se dérouler n'importe où. Dans une cour d'école, dans Central Park. « *Cette déraison que fut la guerre du Vietnam* » rend simplement le propos plus exemplaire : « *On apprend à des gamins de dix-neuf ans à tuer, on les expédie au bout du monde (autrement dit sur une autre planète), on les plonge dans des conditions extrêmes, on les force à s'identifier à leurs armes automatiques, à se battre pour leur vie dans un monde moralement ambigu, car Casualties est un conte moral sur la corruption de*

Dans le viseur de Brian De Palma (ci-contre) le soldat Don Harvey et sa victime, Thuy Thu Le (ci-dessus).



SOTHEBY'S
FOUNDED 1784

VENTES DE GENÈVE NOVEMBRE 1989



Paire de rafraîchissoirs
Jean-Baptiste de Leno
Paris 1735,
sera vendue à Genève
le 15 novembre 1989.
Estimation :
2 / 3 000 000 FF.

Les personnes désireuses d'obtenir des estimations en vue de ces ventes peuvent rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :

Argenterie Européenne - Miniatures - Boîtes en Or
Objets Russes

à Paris, lundi 4 et mardi 5 septembre

Montres et Montres-Bracelets
à Paris,
mercredi 6 et jeudi 7 septembre

Bijoux
à Paris et Monaco,
jeudi 7 et vendredi 8 septembre

Veuillez contacter : Sotheby's,

3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 40 60
Sporting d'Hiver, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93 30 88 80

foncièrement timide. Champion de l'angoisse, il allie sexe et violence, « *ajoutez : avec une jubilation malsaine.* », dit-il en riant. Il lançait jadis : « *C'est beau, la violence.* » Il rectifie aujourd'hui : « *C'est très cinématographique, la violence.* » Et précise : « *Le cinéma est le véhicule par excellence des émotions fortes.* » Ses films pouvaient être rejetés, on était bien obligé d'en admirer la virtuosité technique et le sens du visuel.

A partir des *Incorruptibles*, De Palma change et s'adjoint des auteurs dramatiques éprouvés : David Mamet, David Rabe. « *J'ai eu envie de faire des films mus moins par un dessin visuel que par le caractère des personnages et les situations dramatiques dans lesquelles ils se trouvent plongés. Il paraissait donc logique que je m'adresse à des auteurs dramatiques.* » (Prochaine étape de son évolution : l'adaptation d'une œuvre littéraire « reconnue », le *Bâcher* aux vanités de Tom Wolfe.)

Rabe et Mamet ont eu avec De Palma ce que l'on appelle pratiquement des « divergences artistiques ». « *Lorsque l'on travaille avec des auteurs de ce calibre, il est impossible d'apporter la moindre modification à leur travail sans les consulter, ou si ladite modification n'est pas dans le droit fil de ce qu'ils ont écrit, ça les dérange. Terriblement. Désolé, mais c'est moi le metteur en scène.* »

Le « nouveau » De Palma met pourtant son baroque en sourdine et évite soigneusement la réduction presque hallucinatoire de la guerre (pas de Wagner sur les hélicoptères). La violence, plus intérieure, explique les libertés prises par le réalisateur (et son scénariste).

Dans le livre, le sergent Meserve annonce d'entrée son intention de tuer l'adolescente puis d'en faire disparaître le cadavre. Dans le film, il n'est pas question de meurtre, on n'evase qu'« *un petit rock'n'roll de campagne.* »

« *Le meurtre, conforme au livre, procède d'une certaine logique terrifiante : ils ne veulent pas être pris avec elle. Il me paraissait plus convainquant sur un*

l'individu et de la société. Le chapitre du Vietnam est loin d'être clos. »

Alors que le tiers du livre est consacré à la cour martiale, De Palma n'y consacre que quelques minutes. Il n'indique pas non plus ce qu'il advient par la suite : il voulait finir sur une note plus sereine, « *une forme d'espoir.* », a-t-il déclaré à la presse américaine. « *L'âpre ironie de la réalité aurait été insupportable.* » Les quatre hommes furent condamnés (dont l'un à perpétuité), mais, après de multiples recours en appel, les sentences furent considérablement réduites. Aucun n'aura fait plus de cinq ans de prison.

Le vrai « Eriksson » a lu le scénario, en a signé le décharge, mais il a refusé de rencontrer De Palma ou ses acteurs. Il vit aujourd'hui dans le Midwest sous une identité d'emprunt. On ignore ce que sont devenus les autres — ce qui doit être un enfer pour Eriksson. « *S'ils n'ont pas refait surface dans les années 70, dit Brian De Palma, je ne pense pas qu'ils le feront en 1990.* » (S'inspirant officiellement de l'affaire, les *Visiteurs*, le film d'Eli Kazan (1972), traite précisément de ce cas de figure. L'acteur principal en est... James Woods.)

S'il tempête contre la réticence des studios américains à traiter du Vietnam, De Palma reconnaît cependant que les films sur le sujet parviennent peu ou prou à voir le jour. En francophile convaincu et cinéphile nourri en partie par la nouvelle vague, il s'étonne que le cinéma français privilégie la deuxième guerre mondiale et l'Occupation « *pour examiner ses problèmes de conscience* » et qu'exceptés les films de Pierre Schoendorffer (*la 317^e Section*) la guerre d'Indochine (ou d'Algérie) soit passée sous silence.

« *Les Français sont pourtant si enclins au film politique ! La France a souffert autant que nous de l'Indochine. C'est même en aidant la France à y rétablir son autorité après la seconde guerre mondiale que nous avons fini par prendre notre place.* »

HENRI BÉHAR.

CINÉMA

« LE MAHABHARATA » DE PETER BROOK PRÉSENTÉ A LA MOSTRA DE VENISE

La grande histoire de l'homme

Comment « le Mahabharata », légende très lointaine et plus ancienne encore, est devenu un triomphal spectacle français qui a parcouru bien des pays puis s'est installé sur les écrans du monde, grands et petits.

Il était une fois un roi aveugle. Il prit pour épouse une belle jeune fille qui, pour marquer son amour et sa soumission, passa le reste de ses jours les yeux bandés. Ce qui ne l'empêcha pas de mettre cinq fils au monde. L'histoire se passe en Inde, dans les temps légendaires. Elle est racontée par un vieil homme au sourire sage à un adolescent très beau. Au fur et à mesure de l'évocation apparaissent des personnages étranges dans un décor labyrinthique dont on entrevoit un mur lézardé, et dont, à la lueur de bougies innombrables, on devine les grands espaces nocturnes.

L'histoire est celle d'un combat immense, auquel les dieux prennent une part active, entre deux familles, les Pandavas et les Kauravas, et qui s'achève dans une apocalypse. Un combat à ce point immense que son récit est quinze fois plus long que la Bible. On aura reconnu le Mahabharata, jamais entièrement traduit dans une langue étrangère à l'Inde. Les visionnaires qui ont voulu s'attaquer à cette tâche en sont morts ou bien ont dû abandonner.

Par hasard, Jean-Claude Carrière et Peter Brook en ont entendu parler. Pendant dix ans, ils ont travaillé une adaptation théâtrale. Et ils l'ont fait d'abord connaître en France sous la forme d'un spectacle créé au Festival d'Avignon, en 1985, et pour lequel a été aménagée la carrière Callet. Il a été évidemment repris aux Bouffes-du-Nord. Et n'a cessé d'être joué dans le monde entier, en français et en anglais, pendant trois ans. Les représentations auraient pu continuer, mais le spectacle est financièrement trop lourd.

Il n'est pourtant pas trop tard pour entendre la merveilleuse histoire du Mahabharata. Elle a été filmée par Peter Brook, qui est aussi un homme de cinéma : *Marat-Sade*, *le Roi Lear* d'après deux de ses principaux spectacles, et puis *Moderato Cantabile*, *Sa Majesté des mouches*, *Rencontre avec des hommes remarquables*, qui sont des œuvres originales.

A la fin des représentations du Mahabharata, Peter Brook et Jean-Claude Carrière reprennent entièrement leur adaptation pour en faire le scénario de trois émissions pour la télévision : durée globale, six heures.

D'abord, ils partent à la recherche de studios et de paysages qui leur conviennent. Ils ne trouvent rien. Or la date du tournage - septembre 1988 - approche. Le directeur de la photo William Lubtchansky leur présente un ami, Michel Propper, associé à parité avec deux Américains de Los Angeles, dans une société de production appelée 3^e Etage.

Michel Propper conduit Jean-Claude Carrière et Peter Brook dans les anciens studios de Joinville. L'un des talents de Peter Brook est de savoir détecter ce que l'on peut appeler la magie des lieux, cette sorte de vie secrète qui permet de donner une réalité aux fictions les plus fantasmagoriques. Il est séduit par ces bâtiments dont les rides racontent la gloire, les émotions, la jeunesse du cinéma. Chloé Obolensky, scénographe habituelle de Peter Brook, y construit un décor à transformations où se croisent les souvenirs de la carrière Callet - parois arides, sols sableux - et le somptueux délabrement des Bouffes-du-Nord.

Le financement atteint alors 3 millions de dollars, grâce à Channel Four, dont l'un des responsables, Michael Kustow, est un passionné de théâtre ; à la Brooklyn Academy de musique à New-York, où le spectacle a triomphé ; à Reiner Moritz, enfin, de la RMA, qui a commencé à vendre la série avant même qu'elle ait commencé d'exister. La télévision indienne fournit les costumes - quatre mille pièces - fabriqués par une équipe anglaise. Le producteur et le lieu de tournage étant français, le CNC accorde également une aide.

Trois millions de dollars, c'est beaucoup pour une série télévisée, celle-ci exige davantage encore. Le budget s'élève d'abord à 4 millions et bientôt à 6 millions de dollars. Cherchant une chaîne de télévision susceptible de s'y intéresser - un producteur se doit de rêver - Michel Propper rencontre René Bonnel, responsable des programmes de cinéma de Canal Plus. Celui-ci ne s'engage que sur le principe d'un film, au maximum de trois heures. Peter Brook commence par dire que c'est impossible sans déformer l'esprit de son travail. Mais les défis ne lui déplaisent pas. Il accepte de revoir scénario et montage. Le tournage dure douze semaines et trois jours, sans désemparer en continuité à la télévision néerlandaise, avec suffisamment d'audience et d'indices de satisfaction pour que la chaîne achète les droits d'un second passage.

Les Vénitiens de la Mostra seront les premiers à voir la version courte - deux heures cinquante minutes - présentée en ouverture hors compétition avant de partir pour les Festivals de Toronto et de New-York. Toute l'histoire y est : naissance des héros,



L'histoire s'achève sur une terrible bataille.

années de lutte et de trahison où tous les coups sont permis, guerre finale qui s'achève sur un monde dévasté d'où les héros repartiront vers un monde chimérique. « La mort ne peut rien contre l'éternité. »

Au cinéma, Peter Brook crée avec la même rigueur qu'au théâtre des images frappantes. D'autant plus frappantes qu'elles sont dépouillées, essentielles. Belles, ici, comme des peintures primitives. Apparemment simples, comme ces superbes bandes dessinées antiques dont le temps a conservé la netteté du trait et patiné les couleurs éclatantes. L'or d'un bijou, d'une broderie éclaire un instant le rouge sombre des larges robes que portent les femmes. Le noir des cheveux dessine de bizarres hiéroglyphes sur l'écran qui semblent investir les yeux agrandis au khôl. La plus grande partie du film se passe dans un crépuscule artificiel, avec des trous d'ombres où dansent les flammes des bougies qui pourraient être des étoiles. Rien n'est réaliste, si ce n'est les objets, les accessoires - tapis, vases - qui ne sont jamais purement décoratifs. Ils délimitent l'espace où se concentre le conflit.

Dans ces décors presque symboliques, presque abstraits, la personne humaine prend une terrible den-

sité. A l'écran comme à la scène, Peter Brook donne aux comédiens la charge principale de l'histoire. C'est sur eux, sur leur présence personnelle, qu'elle se joue. Tous les acteurs du film viennent d'ailleurs du spectacle, mais on les voit comme jamais, de tout près, très souvent en gros plan, et tout change.

Il y a des visages tendus, des regards meurtriers, des sourires, de la douleur et une violence retenue qui explose dans les mots et les voix. Il y a des musiques de suspense et de secrète inquiétude, ou qui annoncent un monde à part. Il y a des scènes de bataille, des chars, des chevaux blancs et d'autres noirs, une forêt faite de roseaux ou de bambou, des rangées de lances, de hauts boucliers rectangulaires sculptés. Ils avancent comme la forêt de Macbeth, encerclent un homme qui tourne et tombe...

C'est toute la merveilleuse histoire du Mahabharata, parlée en anglais - Peter Brook a adapté le texte de Jean-Claude Carrière. Une merveilleuse légende qui passe du lyrisme à la fantaisie la plus enfantine, à une sorte de mélancolie lucide et que traverse une philosophie inexorablement évidente.

C. G.

ENTRETIEN AVEC MICHEL PROPPER

Version courte

avec le metteur en scène et les comédiens. Mais, en France, nous n'avons pas derrière nous les structures des studios. Nous n'avons pas les moyens. Or Peter travaille comme un homme de théâtre, qui peut avancer par à-coups, et n'a jamais fini de modifier, d'améliorer. Au cinéma, c'est impossible. Plus on recule les décisions définitives, plus ça coûte.

C'est rare au cinéma de décider dix jours avant le tournage qu'on a besoin d'un décor avec douze colonnes. Quand Peter vous a convaincu qu'elles sont indispensables, ce n'est pas du marchandage, mais, enfin, on peut discuter pour savoir s'il en faut vraiment douze ou si huit peuvent suffire. Ou, par exemple, on découvre que la forêt est compliquée à installer et qu'elle coûte cher. On décide qu'il n'y aura pas de forêt, mais un désert. Seulement, sur le tournage, on s'aperçoit qu'on ne peut pas se passer de la forêt, alors, on a les deux. Le travail de producteur n'est pas seulement celui d'un banquier. Sinon, mieux vaut se faire banquier, les chances de gagner sont meilleures.

La production a voulu aller à Venise, naturellement avec l'accord de Peter. Venise est un festival pour cinéma d'auteur, important, mais dont l'impact ne dépasse pas l'Europe. A Toronto, c'est déjà un peu plus commercial. New-York est très élitiste, mais c'est le seul moyen d'entrer aux Etats-Unis. Le travail dans un festival dépend des relations précédentes avec les médias. Pour le Mahabharata, nous avons délibérément restreint les reportages. A la fin, nous avons juste organisé une conférence de presse internationale pour les journalistes des pays qui ont acheté la série télévision. Nous n'avons pas voulu dilapider l'information.

Je crois fermement qu'un bon film trouve forcément son public. Avec le Mahabharata, je travaille sur la durée. Il va tenir des années. Les gens qui ont envie d'aller le voir iront de toute façon. Le problème est de décider ceux qui ne sont pas sûrs. De toucher

ceux qui, peut-être, ne connaissent pas Brook, qui n'ont pas lu les innombrables papiers parus sur le spectacle.

On a beaucoup parlé de quotas d'œuvres européennes. Selon moi, le Mahabharata est une production française, un film idéalement européen. Parlé en anglais, c'est vrai. On n'oublie pas pour autant la pièce de Jean-Claude Carrière. Elle reste la base. Hors de France, elle a d'ailleurs été jouée en anglais. Les Allemands, les Italiens rencontrent les mêmes difficultés. Quand Bertolucci a tourné le *Dernier Empereur*, il a dû le faire en anglais. J'appartiens à la génération qui, je l'espère, va construire l'Europe. Si on veut une industrie cinématographique forte, capable de rivaliser avec les Américains sans pour autant les imiter, et qui puisse pénétrer le marché, on est obligés de tourner en anglais. Je vais bientôt m'occuper du film sur les derniers quinze jours de Fritz Lang en Allemagne, où il est revenu après la guerre. On ne va pas le faire en allemand, juste pour produire un petit film national. Et le fait d'avoir un comédien américain pour interpréter Fritz Lang ne me gêne pas, puisqu'il s'agit d'un bon acteur et que l'histoire est belle. L'économie commande.

L'économie commande, c'est un fait. Actuellement, à partir d'un certain budget, un film, une émission de télévision doivent être anglophones. Sur ce point, Michel Propper a tristement raison. Mais quand il se demande si ce n'est pas un moyen - ou même le meilleur - de défendre la culture française, qui est une culture d'accueil, on peut en toute sûreté lui répondre qu'il se trompe. Plutôt que de chercher des alibis, mieux vaudrait, sans doute, négocier des accords de sous-titrage et de doublage pour pénétrer le territoire américain.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



Mais la mort ne peut rien contre l'éternité.

DANS cette version courte, je trouve des dimensions humaines, des relations mère-fils qui sont diluées dans la version longue, dit Michel Propper. Il a trente-trois ans, une bouille ronde, un enthousiasme volubile. Il a donné deux ans de sa vie à ce projet et il ne le regrette pas. On s'investit tellement dans un travail de production qu'il faut que ce soit avec des gens passionnés. Pendant ces deux ans, j'ai eu un enfant, et je n'ai pas pu accompagner la grossesse de ma femme comme je l'aurais voulu, mais j'ai travaillé avec Peter Brook. J'aimais ses films, en particulier *Sa Majesté des mouches*, mais je ne connaissais pas son théâtre. Je n'avais pas vu le Mahabharata. J'y suis allé pour le marathon de neuf heures, c'était dur.

Quand je suis intervenu, la production existait déjà, et, à mon sens, elle avait été mise en place à l'envers. Ils voulaient la série télévisée de six heures, rien d'autre. Elle a été vendue dans le monde entier, très bien, mais, du coup, le film va avoir du mal à trouver son équilibre financier. Rester sur la télé nous

privait d'un public décidé à aller en salle pour quelque chose de moins long, même si trois heures, ce n'est pas standard. La décision était importante pour Peter et moi, parce que cela voulait dire une post-production plus sophistiquée, notamment un travail sur le son. Les jeunes - qui font le public des salles - y prêtent une grande attention. Moi aussi, d'autant que j'ai été ingénieur du son. Le budget a fortement augmenté, mais c'était le seul moyen pour que le film gagne un peu. On perd davantage.

J'ai fait un pari de production. Le Mahabharata est le contraire d'un théâtre filmé, pourtant il a été tourné dans un espace proche du théâtre : un studio unique. Au théâtre, Peter Brook est son propre producteur, c'est vrai. Mais il est infiniment rigoureux sur l'argent. Il a des exigences que je dois négocier et que je peux comprendre. Je me revendique cultivé, j'ai une licence d'histoire de l'art. J'aimerais, comme les producteurs hollywoodiens, déléguer la gestion d'un film au jour le jour et me consacrer aux relations

سكتة من الحزن

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

SÉLECTION

Artel

de Ali Karami, avec Turo Pajala, Suzanne Marvito, Fintandale (1 h 14).

Ayant hérité d'une belle voiture, un mineur s'en va-t-il à la ville, où il se fait dévaliser de son argent, où il rencontre une jeune femme, une vraie citadine qui travaille comme un forçat et élève seule son garçon. Elle le prend avec elle, et le fait évader de la prison où il s'est retrouvé sans savoir pourquoi. C'est une fable satirique et légère.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts 1, 8^e (43-28-48-18) ; Les Trois Bistrot, 8^e (45-61-10-80) ; La Bastille, handicapée, 11^e (43-64-07-78) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

Attends-moi au ciel

de Antonio Marco, avec Pepe Soriano, José Sazatornelli et Saza, Espagnol (1 h 34).

Aventures et mésaventures d'un brave commerçant de Madrid, plutôt bon vivant, mais qui, étant le cousin et obligé de remplacer le caudillo dans son travail de relations extérieures. Tâche à laquelle il finit par prendre goût. C'est une farce, et quand les Espagnols se moquent de leurs peurs récentes, ils n'y vont pas de main morte. (Voir photo légende.)

VO : Gaumont Les Halles, handicapée, 1^{er} (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-67-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-78-79-79) ; Gaumont Montparnasse, 15^e (45-44-28-02).

VF : Pathé Français, 8^e (47-70-33-88) ; Gaumont Opéra, 14^e (43-27-94-50) ; Images, 18^e (46-22-47-94).

Haute Sécurité

de John Flynn, avec Sylvester Stallone, Donald Sutherland, Américain (1 h 50).

Sylvester Stallone, prisonnier en fin de course, victime d'un affreux directeur qui ne pense qu'à se venger,



réussira-t-il à ne pas retomber dans l'enfer de la délinquance ? Ceci est la première étape d'un long travail destiné à faire évoluer l'image de Rocky/Rambo.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1^{er} (45-08-57-67) ; Pathé Impérial, handicapée, 2^e (47-42-72-52) ; George V, 10^e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18).

VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 15^e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapée, 8^e (47-42-56-31) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Miroir, handicapée, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-96).

J'aurais jamais dû croiser son regard...

de Jean-Marc Longval, avec Smah, Nathalie Cardona, Luc Thuillier, Marie Caries, Français (1 h 34).

Une bande de copains sympas, qui font l'apprentissage de la vie, de l'amitié, de l'amour. Une comédie pour télévision familiale, avec une bande de jeunes comédiens sympas.

Forum Arc-en-Ciel, handicapée, 1^{er} (40-39-93-74) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; Paramount Opéra, handicapée, 8^e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Miroir, 14^e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-96).

Un, deux, trois, nous irons au bois...

de Enis Giney, avec Yaman Ökay et Ramin Kowyer, Allemand (1 h 34).

L'un des avantages de la crise économique, ce sont les indemnités de licenciement qui permettent aux travailleurs émigrés de revenir chez eux. Ainsi décide un père de famille turc, qui impose à ses enfants le retour au pays. Mais rien n'est simple, et leur voyage tourne court. A la suite d'une panne, la famille campe dans la forêt, d'où le titre français de cette comédie sur le choc des cultures, litote agréée pour parler des effets secondaires du racisme quotidien.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3^e (42-71-52-36) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; Paramount Opéra, handicapée, 8^e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Miroir, 14^e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-96).

Rassemblement à un homme célèbre peut devenir une affaire d'Etat lorsque cette célébrité n'est autre que le Caudillo, le général Franco lui-même, bien fatigué déjà, et qui a besoin d'un sosie pour le remplacer dans des cérémonies officielles dont il a épuisé les plaisirs. Hors écran, Pepe Soriano — qui interprète le double rôle dans « Attends-moi au ciel » — ne ressemble en rien à son personnage. D'ailleurs, il est né à Buenos-Aires.

L'Arme fatale 2

de Richard Donner, avec Mel Gibson, Danny Glover, Joe Pesci, Joe Ackland, Derrick O'Connor, Percy Penz, Américain (1 h 51).

La vengeance de Mel Gibson, alias « arme fatale », dont l'ami a été assassiné. C'est bien, minimes douleurs, on s'oublie vite, une fois de plus Mel Gibson vaincra.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1^{er} (45-08-57-67) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; Bretagne, 8^e (42-22-57-97) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-78-79-79) ; VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18^e (46-22-48-01).

Bel poussière

de Henri Duparc, avec Bakary Samba, Tchellay Hanny, Rod Muller, Jean-Marie Tadié, Georges Serey, Américain (1 h 38).

Comment un voyage idyllique en bateau sur une mer parfaitement calme tourne-t-il en cauchemar, au fantastique, à l'épouvante. Pour, au bout du compte, on marche.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; VF : Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; Gaumont Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Miroir, 14^e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-96).

Baptême

de René Féret, avec Valérie Stroh, Jean-Yves Bertoncello, Jacques Bonnet, Français (2 h 03).

Après des années sombres pendant lesquelles le cinéma ne lui a pas réussi, René Féret donne une suite à la

Communion solennelle, saga

manifestement autobiographique. Baptême est aussi l'histoire d'une famille, une histoire de gens simples, avec beaucoup d'amour et de chagrin qui font mal, de rire et de sourire. Un film affectif.

Forum Horizon, handicapée, 1^{er} (45-08-57-67) ; Gaumont Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-78-79-79) ; VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18^e (46-22-48-01).

Coline blanc

de Philip Noyce, avec Sam Noll, Nicole Kidman, Billy Zane, Rod Muller, Jean-Marie Tadié, Georges Serey, Américain (1 h 38).

Comment un voyage idyllique en bateau sur une mer parfaitement calme tourne-t-il en cauchemar, au fantastique, à l'épouvante. Pour, au bout du compte, on marche.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-69-92-82) ; VF : Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; Gaumont Opéra, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74) ; Miroir, 14^e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Wapler, 18^e (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-96).

Pour la gloire

de Martin Scorsese, avec Dennis Washington, George Baker, Amanda Redman, Doran Heston, Britannique (1 h 46).

Violences inter-ethniques dans l'Angleterre thatchérienne, dont est victime un ancien parachutiste qui a fait l'Irlande et les Malouines et qui est Antillais.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapée, 1^{er} (40-39-93-74) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8^e (42-22-57-97) ; George V, 10^e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-06) ; VF : Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-62).

Yacobi

de Jérôme Quédru, avec Frédéric Sanga, Nicolas Quédru, Romaine Barry, Adama Ouédraogo, Américain (1 h 30).

La vie au jour le jour d'un village isolé, vue par un garçon. Ses jeux avec une fille de son âge, son amitié avec une vieille très pauvre et très digne, considérée comme une sorcière parce qu'elle vient d'un autre village. Charme et drôlerie.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; Saint-André-des-Arts 1, 8^e (43-28-48-18) ; Les Trois Bistrot, 8^e (45-61-10-80) ; La Bastille, 11^e (43-64-07-78) ; Escorial, 19^e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

VO : U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 15^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-36-23-44).

Nocturne indien

de Alain Corneau, avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Célestine, Otto Tausig, T.-P. Jahn, Rikard, Dipti Dave, Français (1 h 50).

Jean-Hugues Anglade, à la recherche d'un ami disparu en Inde, prouve la diversité de son talent, et sa force, dans ce film qui transmet la fascination exercée par ce pays multiforme, terrible, sinon mystérieux du moins difficile à comprendre.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3^e (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, 8^e (42-25-59-53) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-16) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapée, 8^e (45-62-41-46) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Miroir, 14^e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-78-79-79) ; U.G.C. Maillet, 17^e (47-48-04-08) ; VF : U.G.C. Montparnasse, 15^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Gobelins, handicapée, 13^e (43-36-23-44) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-83-40).

La Petite Véra

de Vasily Pichoul, avec Natalia Negoda, Andrei Sokolov, Yuri Izrael, Ludmila Zolotareva, Andréi Fomin, Soviétique (2 h 16).

La jeunesse soviétique de la perestroïka à bien du charme, surtout lorsqu'elle est représentée par le sex-symbol de la bas : Natalia Negoda.

VO : Forum Orion Express, handicapée, 1^{er} (42-33-42-38) ; La Triomphe, 8^e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-06) ; VF : Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-62).

Pour la gloire

de Martin Scorsese, avec Dennis Washington, George Baker, Amanda Redman, Doran Heston, Britannique (1 h 46).

Violences inter-ethniques dans l'Angleterre thatchérienne, dont est victime un ancien parachutiste qui a fait l'Irlande et les Malouines et qui est Antillais.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapée, 1^{er} (40-39-93-74) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8^e (42-22-57-97) ; George V, 10^e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-12-06) ; VF : Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-62).

Yacobi

de Jérôme Quédru, avec Frédéric Sanga, Nicolas Quédru, Romaine Barry, Adama Ouédraogo, Américain (1 h 30).

La vie au jour le jour d'un village isolé, vue par un garçon. Ses jeux avec une fille de son âge, son amitié avec une vieille très pauvre et très digne, considérée comme une sorcière parce qu'elle vient d'un autre village. Charme et drôlerie.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; Saint-André-des-Arts 1, 8^e (43-28-48-18) ; Les Trois Bistrot, 8^e (45-61-10-80) ; La Bastille, 11^e (43-64-07-78) ; Escorial, 19^e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

VO : U.G.C. Normandie, 14^e (45-63-16-18) ; VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 15^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-36-23-44).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08 T.J.J. Au 1^{er} ét., le premier restaur. irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 95 F net. Au 2^e ét. : KITTU O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois av. musicale. Le plus gr. choix de whiskeys du monde. Jusqu'à 2 h du mat.

LE PRESBOURG 45-00-24-77 3, av. de la Grande-Armée, 16^e Ts les jrs Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastronomique, avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons frais. Langoustes et homards de vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 96 F + carte.

RIVE GAUCHE

KAMAL 47-34-66-29 20, rue Roubaud (angle rue de Sévres) 75007 Un indien de plus ! Mais comme de sa clientèle parisienne depuis 12 ans. Vous le retrouverez installé dans son tout nouveau restaurant. MENU à déjeuner à 85 F et ses spécialités tandoori.

RESTAURANT THOUILLER 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Services jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ Plats traditionnels - Vins à découvrir. Décor : « Brasserie de Luxe » TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.J.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT Porte Maillot, 80, av. de la Grande-Armée HUITRES, COQUILLAGES toute l'année POISSONS, VIANDES à l'os grillées 45-74-17-24 - Ouvert T.J.J.

ISAACH DE BANKOLÉ... COMMENT FAIRE L'AMOUR AVEC UN NÈGRE SANS SE FATIGUER

UN FILM DE JACQUES W. BENOIT

Un film très drôle. FRANCE SOIR

Isaach de Bankolé, l'élue de Dieu. L'EXPRESS

Un film fin et pertinent. LE CANARD ENCHAÎNÉ

La musique du film est l'une des plus belles réussites de Manu Dibango. SEPTA PARIS

Isaach de Bankolé, le nouvel Eddie Murphy. PARIS-MATIN

Un humour décapant. LE QUOTIDIEN DE PARIS

A la manière d'un Woody Allen. LE JOURNAL DU DIMANCHE

42-27-82-14 Dessirier 43-80-50-72

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

8, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex-glace Péreire) 17^e

SÉLECTION

Notre sélection des films de la semaine

Le 6 septembre

MYSTERY TRAIN : Le nouveau Jarman est en couleurs, une première pour le cinéaste new-yorkais, qui après la Nouvelle-Orléans de *Down by Law* est allé poser sa caméra à Memphis (Tennessee).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE : La cinquième film de Philippe Noiret, mais aussi le deuxième de Bertrand Tavernier. Une ville (Verdun) et une période (l'immédiate après-guerre mondiale) généralement ignorées par le cinéma français.

LE 13 septembre

BATMAN : Qui ?

LA FILLE DE QUINZE ANS : Après la *Drôlesse*, la *Vie de famille* ou la *Tentation d'Isabelle*, Jacques Doillon poursuit son exploration du no man's land entre enfance et vie adulte.

LE 20 septembre

LE CINÉMA PARADIS : Après *Splendor d'Estor* Scalo, le cinéma poursuit son auto-célébration nostalgique. De Cannes, les festivités ont rapporté un souvenir d'époque de ce premier film de Giuseppe Tornatore et de Philippe Noiret dans son quatre-vingt-deuxième rôle.

TOLÉRANCE : Non seulement le réalisateur Pierre-Henry Salfet (dont c'est le premier long métrage) ose encore parler de révolution en cette fin d'année 1989, mais il appelle les comédiens avec Griffith. De l'audace, de l'audace, toujours de l'audace.

LE 27 septembre

THE ABYSS : Pourquoi aller s'enfermer dans une salle de cinéma pour y voir des gens enfermés dans un sous-marin ? On peut faire confiance à

Notre sélection des films de la semaine

Le 6 septembre

MYSTERY TRAIN : Le nouveau Jarman est en couleurs, une première pour le cinéaste new-yorkais, qui après la Nouvelle-Orléans de *Down by Law* est allé poser sa caméra à Memphis (Tennessee).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE : La cinquième film de Philippe Noiret, mais aussi le deuxième de Bertrand Tavernier. Une ville (Verdun) et une période (l'immédiate après-guerre mondiale) généralement ignorées par le cinéma français.

LE 13 septembre

BATMAN : Qui ?

LA FILLE DE QUINZE ANS : Après la *Drôlesse*, la *Vie de famille* ou la *Tentation d'Isabelle*, Jacques Doillon poursuit son exploration du no man's land entre enfance et vie adulte.

LE 20 septembre

LE CINÉMA PARADIS : Après *Splendor d'Estor* Scalo, le cinéma poursuit son auto-célébration nostalgique. De Cannes, les festivités ont rapporté un souvenir d'époque de ce premier film de Giuseppe Tornatore et de Philippe Noiret dans son quatre-vingt-deuxième rôle.

TOLÉRANCE : Non seulement le réalisateur Pierre-Henry Salfet (dont c'est le premier long métrage) ose encore parler de révolution en cette fin d'année 1989, mais il appelle les comédiens avec Griffith. De l'audace, de l'audace, toujours de l'audace.

LE 27 septembre

THE ABYSS : Pourquoi aller s'enfermer dans une salle de cinéma pour y voir des gens enfermés dans un sous-marin ? On peut faire confiance à

CINÉMA

Les films de la rentrée

Il est impossible d'ignorer que *Batman* sort le 13 septembre et *Indiana Jones et la dernière croisade* le 18 octobre. Mais, à l'ombre des super-héros américains, on pourra voir les films primés à Cannes (dont la Palme d'Or *Sauvages*, mensonges et vidéo, le 4 octobre) et ceux qui furent sélectionnés à Deauville et à Venise. Avec également le dernier film de Bertrand Tavernier, *La Vie et rien d'autre*.

LE 6 SEPTEMBRE

MYSTERY TRAIN : Le nouveau Jarman est en couleurs, une première pour le cinéaste new-yorkais, qui après la Nouvelle-Orléans de *Down by Law* est allé poser sa caméra à Memphis (Tennessee).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE : La cinquième film de Philippe Noiret, mais aussi le deuxième de Bertrand Tavernier. Une ville (Verdun) et une période (l'immédiate après-guerre mondiale) généralement ignorées par le cinéma français.

LE 13 SEPTEMBRE

BATMAN : Qui ?

LA FILLE DE QUINZE ANS : Après la *Drôlesse*, la *Vie de famille* ou la *Tentation d'Isabelle*, Jacques Doillon poursuit son exploration du no man's land entre enfance et vie adulte.

LE 20 SEPTEMBRE

LE CINÉMA PARADIS : Après *Splendor d'Estor* Scalo, le cinéma poursuit son auto-célébration nostalgique. De Cannes, les festivités ont rapporté un souvenir d'époque de ce premier film de Giuseppe Tornatore et de Philippe Noiret dans son quatre-vingt-deuxième rôle.

TOLÉRANCE : Non seulement le réalisateur Pierre-Henry Salfet (dont c'est le premier long métrage) ose encore parler de révolution en cette fin d'année 1989, mais il appelle les comédiens avec Griffith. De l'audace, de l'audace, toujours de l'audace.

LE 27 SEPTEMBRE

THE ABYSS : Pourquoi aller s'enfermer dans une salle de cinéma pour y voir des gens enfermés dans un sous-marin ? On peut faire confiance à

James Cameron (*Alien*, *Terminator*) pour trouver une excellente raison.

I WANT TO GO HOME : un duo improbable : Adolph Green, l'un des plus grands librettistes et scénaristes de la comédie musicale américaine, face à Gérard Depardieu, grand comédien français. Dirigés par Alain Resnais, ils incarnent deux auteurs de bandes dessinées. Le film représentera la France au Festival de Venise.

LE 4 OCTOBRE

COMÉDIE D'ÉTÉ : le retour de Gérard Vigne. Après le *Moyen Âge* de Martin Guerre et la préhistoire d'*Une femme au deux*, le cinéaste français s'installe dans l'été 1914. Maruchka Detmers et René Martin s'aiment, mais les seuls abus qu'ils entendent siffler sont les rencontres familiales.

HISTOIRES D'AMÉRIQUE

L'immigration aux États-Unis racontée par des juifs soviétiques et illustrée d'histoires drôles. L'exil à la lumière de l'humour juif. Tourné pour la Sept, ce film de Chantal Akerman sortira finalement en salles.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO : tout ce qui fait le charme de la vie urbaine contemporaine réuni en un seul film. Wim Wenders, qui est un connaisseur, a d'ailleurs fait en sorte que le premier film de Stephen Soderbergh (qui devient ainsi le plus jeune réalisateur à bénéficier de cet honneur) obtienne la Palme d'Or.

LE 11 OCTOBRE

ERIK LE VIKING : sur les traces de Terry Gilliam, son collègue de Monty Python, Terry Jones (le petit Galois qui se travestit tout le temps dans les films du groupe) réalise une grande épopée dans laquelle il sera matériellement démontré que la terre est plate. Avec Mickey Rooney et John Cusack.

LE 18 OCTOBRE

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE : la fin d'une grande solitude : Harrison Ford trouve enfin un autre acteur en face de lui. C'est Sean Connery qui incarne monsieur Jones père et qui insufflé un air juvénile à une série qui fait maintenant partie des meubles du cinéma mondial.

REPRISES

Brazil

de Terry Gilliam, avec Jonathan Pryce, Robert de Niro, Kim Greig, Michael Palin. Britannique, 1984, copie neuve (2 h 26).

On peut revoir à maintes reprises ce tableau extravagant de notre monde, on y trouvera toujours quelque chose à découvrir, on y retrouvera toujours des occasions de fous rires.

VO : Studio Galand, 9 (43-54-72-77) ; Max Under Paroiss. THX, Dolby, 9 (49-24-88-88).

L'Équipée sauvage

de Léo Berdel, avec Marion Brando, Mary Murphy, Robert Keith, Les Marvin, Jay C. Flippen. Américain, 1953, noir et blanc (1 h 19).

Brando, sa casquette, son blouson, son air boudeur et le sourire qu'il adresse au fin de course à la gentille serveuse de bar font partie de toute une mythologie, une mythologie pas seulement cinématographique.

VO : Radio Océan, 9 (43-25-19-49) ; Les Trois Balcons, 9 (45-61-10-40).

La Grande Combinaison

de Billy Wilder, avec Jack Lemmon, Walter Matthau, Ron Rich, Cliff Osmond, Judi West. Américain, 1968, noir et blanc (1 h 05).

Escroquerie à l'assurance et combines en tous genres. Même dans ses films mineurs, Billy Wilder est le plus savoureusement méchant des cinéastes européens de Hollywood.

VO : Reflex Logos I, hand-capté, 9 (43-54-42-34) ; Sept



« Scarface », le film aux multiples : un mythe cinématographique, celui d'Al Capone; un genre, le film noir; un débat, le cinéma encourage-t-il la criminalité; un gimmick: la pièce de monnaie de George Raft.

Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

Haute Pègre

de Ernst Lubitsch, avec Kay Francis, Miriam Hopkins, Herbert Marshall, Charles Ruggles. Américain, 1932, noir et blanc (1 h 26).

Aventures italiennes d'un couple de voleurs mondains, plus doué pour la détection des diamants que pour le bonheur conjugal. Le summum de la comédie sophistiquée, par un maître du genre. Un grand maître.

VO : Action Ecoles, 9 (43-25-72-07).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Verne Bloom, Marianne Hill.

Mitchell Ryan, Jack King, Stefan Gierisch. Américain, 1972 (1 h 42).

Clint Eastwood arrive et le Western prend des allures de tragédie lyrique. Il tue, il séduit. C'est un grand Clint Eastwood.

VO : Action Rive Gauche, 9 (43-25-44-40).

La Pêche au trésor

de David Miller, avec Harpo Marx, Chico Marx, Groucho Marx, Marilyn Monroe, Mona Maysey, Vera Elen. Américain, 1949, noir et blanc.

Première apparition - évidemment passée inaperçue à l'époque - de Marilyn, et les Marx pour la dernière fois réunis. Ils vont du loufo-

que au burlesque, dans un riz de marée de fous rires. VO : Action Christine, 9 (43-25-11-30).

Scarface

de Howard Hawks, avec Paul Muni, George Raft, Anna Dvorak, Karen Morley, Dagood Perkins, C. Henry Gordon. Américain, 1932, noir et blanc (1 h 30).

Le modèle du polar violent : atmosphère glauque, meurtres en série, noir et blanc morbide. Amitiés et rivalités entre gangsters machos pour qui les femmes sont des blondes sans importance. Et trahison et vengeance, et George Raft jouant avec une pièce de monnaie qu'il fait sauter dans sa main droite. Un classique.

VO : Action Rive Gauche, 9 (43-25-44-40).

THÉÂTRE

Le Bal de N'Dinga

de Tchicaya U Tamsi, mise en scène de Gabriel Garret, avec Pascal N'Zouli, Christine Siriano, Henri Delmas.

Ce spectacle a déjà visité trois théâtres parisiens et va sur sa 150^e. Il faut absolument voir le *Bal de N'Dinga* pour sa mise en scène d'une liberté de ton et la maîtrise d'un auteur africain, que l'on découvre. Pour la troupe de comédiens d'une rare générosité. Pour une chanson existentielle qui, mine de rien, en dit long sur un continent en révolution. Une promenade drôle et étonnante dans Kinshasa libérée des Belges le 30 juin 1960.

Olympes, 65, rue de Cléry, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-47-36. Durée : 1 h 30. De 25 F à 150 F.

La Belle Carlo

avec Farid Chopel.

Farid Chopel fait tout passer sur scène à force de charme et de virtuosité physique. Quand il faut bouger, émettre des sons, imiter la parole sans rien dire, il est éloquent, drôle, intuitivement juste. Mais dès qu'il se sert des mots, il devient timide et maladroit. Et lorsque les lumières se rallument, la frustration vient comme si on avait vu un acteur répé-

tor devant sa glace sans jamais arriver jusqu'à la représentation finale (voir photo légendée).

Café de la Gare, 41, rue du Temple, 4*. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 42-78-52-51. Durée : 1 h 30. De 15 F à 100 F.

Comment devenir une mère juive en dix leçons

de Paul Fata, mise en scène de Danièle Grynberg, avec Michèle Villeneuve, André Valéry, André Budin, Charles Capozzoli, Nathalie Messem.

Le succès de la pièce tient pour une bonne part à la gouaille, la spontanéité inventive de Michèle Villeneuve. Ni mère, ni juive à la ville, elle se souvient de sa famille, de ses frères et de ses sœurs, et endosse sans arrière-pensées un rôle qu'on croirait écrit pour elle. Comme quoi, entre mère et enfants, c'est toujours la même histoire.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-05-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

Marcelle

de Clémentine Clément, mise en scène de Christophe Rabeart, avec Clémentine Clément. Ses quinze enfants partis en vacances, Marcelle a trouvé



A PARIS

Farid Chopel rêve d'être une rock-star, un cosmonaute, un clown paranoïaque. De petits songes, brefs et fugaces, faits pour séduire, comme un gamin enfilé qui réussit à faire oublier à ses parents un carnet de notes médiocre. Farid Chopel est le champion des numéros de charme.

de la compagnie et raconte sa vie à un public qui lui donne la réplique entre deux courses dans les coulisses et un verre de citronnade. Faute de texte soutenu et de mise en scène rigoureuse, Marcelle est une maman cocoonne un peu transparente. Clémentine Clément, elle, est parfois irrésistible. Ce n'est déjà pas si mal.

L'Espace européen, 5, rue Blot, 17*. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 42-93-49-68. Durée : 1 heure. 90 F et 110 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Seiler, avec Nadia Barenthin, Danièle Lebrun, Jacques Boudet et Jacques Seiler.

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Seiler et Jacques Boudet, épanouis par deux parfaites comédiennes, Danièle Lebrun et Nadia Barenthin, assicotent les mots de l'un de nos auteurs contemporains les plus réjouissants, Robert Pinget. Si la tristesse vous prend, même si elle ne vous a pas pris, quoi qu'il en soit, *Monsieur Songe*, est à mourir de rire.

Poches-Montparnasse, 75, bd de Montparnasse, 6*. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 15 heures. Tél. : 46-48-92-97. Durée : 1 h 30. De 100 F à 180 F.

لله في الاصل

MUSIQUES

LA RENTRÉE JAZZ 1989

Consensus blues

Martial Solal

Fête de l'humanité, Révo-jazz, du 8 au 10 septembre

Martial Solal en ouverture d'un programme, comme d'habitude, abondant. Révo-jazz accueille également le trio Hamair/Kohn/Jenny-Clark, Petrucci et les saltimbanques de Zhivaro. Soirées artistes et militantes.

Barney Wilen

26 et 27 septembre, à 21 h 30, au Petit Opéra. Tél. : 43-38-01-38.

Dandysme et pureté du son. Dans le genre, on ne fait pas mieux. Barney Wilen est à la fois un « musicien pour musiciens » et le saxophoniste idéal pour qui n'y connaît rien.

Michel Portal-Mino Cinelu

28 septembre, à 20 h 30, salle polyvalente de Torcy, dans le cadre du 20^{ème} Festival de Marne-la-Vallée. De 60 F à 80 F.

Marne-la-Vallée dans une nouvelle édition. Portal dans un nouveau Unit de jeunes. Mino Cinelu (Portal, Miles Davis, Sting, Peter Gabriel, Weather Report, Herbie Hancock, Portal) dans un nouveau voyage. Mais, doux Seigneur, qu'est-ce qu'il vous faut de plus ?

Eric Le Lann

29 septembre, à 21 h 30, au New Morning. Tél. : 45-23-51-41.

On vous aura assez prévenus : Eric Le Lann, un des tout premiers connaisseurs de son instrument (la trompette), une carrière éblouissante et pourtant, comment dire, réservée, est

en train d'inventer une piste inédite. Ce qui arrive tous les dix ans à peu près. Précipitez-vous : ne serait-ce que pour pouvoir faire les intéressants.

Aladar Pege

30 septembre, à 21 heures à Nohaiel (chapiteau de la ferme du Buisson). De 80 F à 120 F.

Classique, diplômé, gitan, professeur, jazzman, reconnu, inventeur, médaillé, virtuose, chaleureux, honnête, mythique, quinquagénaire, superbe, Aladar Pege est une légende de la musique européenne. La veuve de Minguo lui a offert une des contrebasses de son mari. C'est dire. En solo absolu (au même programme, Art Farmer et Louis Sclavis). Soirée décisive.

Shopp/Mc Gregor

8 octobre, à 21 heures, à Nohaiel. De 80 F à 120 F.

Le prince de la free-music avec le prince de la liberté sud-africaine. Au même programme, Padovani en quartet. Sans réserves (le Monde du 21 juillet).

Gérard Marais

Paco de Lucía

8 octobre, à 21 heures, à Nohaiel. De 80 F à 120 F.

En première partie, le sextet tonique et sérieux de Marais, guitariste et compositeur. En seconde, Francisco Gomez Sanchez (dit Paco de Lucía, mais qui diable lui a trouvé ce nom ?).



Eric Le Lann.

Braxton/Ornette

18 octobre, à 20 h 30, à l'Opéra-Comique dans le cadre du Festival d'Automne.

Le Festival d'Automne et ses alliés ont passé commande à ces monuments de l'avant-garde en jazz que sont Anthony Braxton et Ornette Coleman. Réponse de ce dernier : une composition intitulée *France, the country that gave the freedom symbol of America*. Un événement.

Wynton Marsalis

Le 24 octobre, à 20 h 30, au Grand Rex. 180 F.

On croit encore intelligent de dire qu'il est académique, ennuyeux, pompeux, inutilement virtuose, vide et prétentieux. Eh bien, ce n'est plus vrai du tout. Et ce le sera de moins en moins (si l'on ose dire).

Manfred Elcher

Les 26 et 27 octobre, à 20 h 30, à la Cigale. 80 F.

C'est rare qu'un producteur de disques soit la vedette d'un festival. Mais quand on a les atouts d'ECM dans sa manche, on peut recevoir carte blanche du Festival de Paris : l'amitié et Pierre Favre, John Sirlan, Jan Garbarek et d'autres au programme.

Keith Jarrett

Le 28 octobre, à 20 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées. De 80 F à 210 F.

Nuit bleue pour les âmes fleur bleue. Nuit rose pour les amoureux. Nuit blanche pour les intenses. Nuit noire pour les photographes (la délicatesse

du pianiste ne supporte pas - a-t-il vraiment tort ? - les rafales de dédicaces et autres rembobinements sonores). Des goûts et des couleurs on ne discute pas. Quand joue Keith Jarrett, c'est un peu de la mécanique céleste qui s'arrête.

Christian Vander

Le 31 octobre, à 20 h 30, à la Cigale. 110 F.

Vander dans l'excès, l'énergie et l'assurance de compositeur. Vander dans ses folies et ses tambours. Vander dans ses œuvres.

Miles Davis

Le 3 novembre, à 20 h 30, au Zénith. 160 F.

Miles Davis au Zénith.

Roy Charles

Le 4 novembre, à 20 h 30, au Zénith. 160 F.

Comme Miles Davis (voir plus haut), il tient encore le devant de la scène. Mais si le trompettiste n'a cessé d'inventer génialement depuis quarante-cinq ans, les orchestres du chanteur ont tendance à stagner. Ses orchestres et sa cérémonie seulement : pas sa voix, intacte, brûlée, bouleversante.

Escodé/Levallois

Le 5 novembre, à 20 h 30, au Studio 104.

Deux des meilleurs groupes européens (celui du guitariste Christian Escodé et le Swing Strings System de Didier Levallois) pour clôturer le Festival de Paris.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Dvorak

Tartar

Schubert

Trio D 581

Messiaen

Quatuor pour la fin du temps

Raphaël Clap

Dmitry Sitkovetsky

Mariam Sirbu (violon)

Gérard Caussé

Bruno Giuranna (alto)

Alain Meunier

Boris Pergamenschikov

(violoncelles)

Christian Ivell (piano)

David Shifrin (clarinette)

Ce nouveau festival consacré à la musique de chambre devait se tenir à Avignon, les élections municipales défaisant ce qui avait été décidé, c'est Lyon qui accueillera ces musiciens. Jusqu'au 10 septembre, dix concerts réuniront des chambristes français et étrangers hors pair dans des programmes de haute tenue et permettront aux jeunes musiciens de participer à

des cours d'interprétation, avant de se lancer trop tôt dans une carrière qui, bien souvent, les laisse égarés (parce que mal préparés) en quelques années.

Le 4 septembre. Lyon. Salle Molière. 20 h 30. Tél. : 78-93-28-86.

Beethoven

Sonates n° 13 op. 27, n° 14 op. 27

Beethoven-Liszt

Transcription de la 9^{ème} Symphonie

Joseph Villa (piano)

A Joseph Villa, le redoutable honneur d'ouvrir la dixième édition de Piano aux Jacobins, excellent festival tou-

lousain, placé cette année sous le signe de Beethoven et de Liszt (l'un transcrivant les symphonies de l'autre). Si Villa n'est guère connu en France, il est pourtant un formidable pianiste, doué d'une technique parfaite et d'un répertoire original. Son Liszt, son Scriabine lancés avec assurance, joués avec une frénésie contrôlée

devraient être connus du plus grand nombre. Comme celle de son maître Claudio Arrau, la carrière de Joseph Villa montre peut-être du temps à s'installer, mais son nom brillera quand bien d'autres seront oubliés.

Le 5 septembre. Toulouse. Crotte des Jacobins. 21 heures. Tél. : 61-23-32-00.

SÉLECTION PARIS

Lundi 4 septembre

Wagner

Les Maîtres chanteurs de Nuremberg, ouverture

Weber

Concerto en fa

Debussy

Boris

Bernstein

Dances de West Side Story

Orchestre français des Jeunes, Emmanuel Krivine (direction).

Les orchestres français pèchent par leur manque d'homogénéité, de fidélité (un mot à prendre dans le sens que lui donnait les instituteurs à grande blouse grise lorsqu'ils nous apprenaient qu'une balance de Roberval est fidèle). La virtuosité individuelle des musiciens n'est pas à mettre en cause, leur facilité d'adaptation non plus, ce qui leur manque c'est une conscience plus nette du travail collectif. L'Orchestre français des Jeunes a été créé pour former des jeunes musiciens titulaires de premiers prix à la dure discipline de l'orchestre. Emmanuel Krivine en est depuis quelques années le patron attentif et exigeant. Les concerts qu'il donne avec eux prouvent le niveau professionnel atteint par ces jeunes. Il serait dommage de manquer ce qui devrait être l'un des meilleurs concerts de la rentrée.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. Invitation à retirer salle Pleyel.

Mardi 5 septembre

Verdi

Requiem

Barbara Zagaranka (soprano).

Ebléte Ardam

(soprano-soprano), Paulus Raptis (ténor).

Radoslaw Zakowicki (basse), Chœur et Orchestre de la Philharmonie de Cracovie, Krzysztof Penderecki (direction).

Toute la musique religieuse avec celui de Mozart, le Requiem de Verdi est l'une des œuvres les plus fortes qu'on puisse entendre au concert. La prière s'y associe au théâtre en un ensemble harmonieusement terrifiant. C'est aussi l'une des œuvres les plus difficiles à interpréter qui soient. Et depuis quarante ans, Arturo Toscanini tient la dragée haute à tous les chefs qui ont pris le chemin des studios d'enregistrement. Krzysztof Penderecki est surtout connu comme compositeur ; un compositeur qui ne donne pas dans le sentiment délicat, l'élégie ; sa musique est violente, fulgurante. Ce Requiem devrait lui aller comme un gant. (Le 2 septembre, le même concert est donné, au Festival de la Chaise-Dieu.)

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 48-04-58-01. De 80 F à 180 F.

La Chaise-Dieu

Harold en Italie

Dvorak

Symphonie n° 8

Youri Bashmet (alto), Orchestre philharmonique de Cracovie, Gilbert Levine (direction).

On n'attend finalement pas si souvent Harold en Italie de Dvorak au concert. Manque d'artistes de haut niveau ? La raison serait plutôt à rechercher dans le manque d'effet que produit ce cheminement poétique sur le public. Une musique si délicate, élégante et intel-

ligente qu'elle ne souffre pas l'âge des concerts insuffisamment répétés. La tradition française (s'il en existe vraiment une) d'interprétation berliozienne privilégie l'inspiration du moment, la fougue, alors qu'il faudrait d'abord comme Mozart ou Haydn : avec précision, finesse.

Youri Bashmet, co-équipier favori de Sviatoslav Richter, sait très précisément ce que ces mots veulent dire. Et comme il a une grande autorité, la Philharmonie de Cracovie devrait le suivre dans ses options. (Le lendemain soir, le même orchestre placé sous la direction du même chef donne la Passion selon saint Luc, de Penderecki).

Le 30, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 81-81-82-80. De 80 F à 200 F.

Brahms

Scherzo de la Sonate FAE

Mozart

Sonate KV 464

Janacek

Sonate

Schumann

Sonate n° 2

Gérard Poulet (violin), Karl Engel (piano).

Nous l'avons écrit et récrit : Gérard Poulet est l'un des grands maîtres contemporains du violon et assurément le plus grand des violonistes français. Avec le pianiste suisse Karl Engel, il donne un admirable programme au Festival de Besançon. Une sorte d'art et d'illustration du violon poétique. A ne pas manquer.

Le 1^{er} septembre. Grand Kursaal, 20 h 30. Tél. : 81-81-82-80. De 80 F à 100 F.

La Chaise-Dieu

Berlioz

Harold en Italie

Dvorak

Symphonie n° 8

Youri Bashmet (alto), Orchestre philharmonique de Cracovie, Gilbert Levine (direction).

On n'attend finalement pas si souvent Harold en Italie de Berlioz au concert. Manque d'artistes de haut niveau ? La raison serait plutôt à rechercher dans le manque d'effet que produit ce cheminement poétique sur le public. Une musique si délicate, élégante et intel-

ligente qu'elle ne souffre pas l'âge des concerts insuffisamment répétés. La tradition française (s'il en existe vraiment une) d'interprétation berliozienne privilégie l'inspiration du moment, la fougue, alors qu'il faudrait d'abord comme Mozart ou Haydn : avec précision, finesse.

Youri Bashmet, co-équipier favori de Sviatoslav Richter, sait très précisément ce que ces mots veulent dire. Et comme il a une grande autorité, la Philharmonie de Cracovie devrait le suivre dans ses options. (Le lendemain soir, le même orchestre placé sous la direction du même chef donne la Passion selon saint Luc, de Penderecki).

Le 30, Abbaye, 21 h 15. Tél. : 71-00-01-16. De 45 F à 390 F.

Chostakovitch

Quatuor à cordes n° 3

Schubert

Quatuor à cordes en la mineur

Quatuor Borodine.

Le Quatuor Borodine est l'un des rares quatuors à cordes d'aujourd'hui qui puissent se mesurer à son aise aux plus célèbres formations d'autrefois. Des Busch, Capet, Budapest et Vegh, ils ont la noblesse d'expression, l'intériorité bouleversante qui illuminent tout ce qu'ils jouent. Alors, on va les écouter à genoux.

Le 3 septembre. Salle Caillaud, 18 heures. Tél. : 71-00-01-16. 180 F.

JAZZ

Willis

au Jazz Festival

Imaginez un village suisse reconstitué par Hollywood dans les années 50 : c'est Willis. Vaches, montagnes et graminées compris dans la panoplie. Le cadre est attendrissant. L'accueil hélicoptère. La douceur de l'air extrême. Et dans cet îlot soigneusement abrité des drames du monde, se tient depuis bientôt dix décennies le festival le plus indépendant, le plus souverain qu'on puisse imaginer. Ici,

les notions de classicisme et d'avant-garde se perdent dans la curiosité et le jeu. A l'origine ? Les goûts et les couleurs d'un graphiste, Niklaus Troxler. Il les fait partager. C'est ainsi que l'on doit procéder. De Mike Westbrook, à Méloody Four, en passant par Chick Corea et Nina Simone.

Jazz Festival Willis, du 31 août au 3 septembre. BP 167, CH 6130 Willisau.

Paris Christian Escodé ou Mériadec

Il est gitan. Il vient du Sud-Ouest. Sa carrière, discrète si l'on songe aux stars qui l'ont demandé, suit un cours régulier. Christian Escodé n'est pas seulement guitariste d'exception. Son goût de compositeur devrait attirer l'attention. Une sensibilité de cette trempe et un lyrisme retenu tel que le sien n'ont rien tant besoin que de l'ambiance des clubs pour se dire. Le confort de Lionel Hampton, dans les salons d'un grand hôtel, au rendez-vous, ne cave ni succès, mérite la visite de ceux que le jazz intimide encore.

Christian Escodé au Mériadec, à partir du 4 septembre à 22 heures. Tél. : 47-88-12-30.

CHANSON

Francis Cabrel

Avant son étape-marathon au Zénith à Paris, du 15 septembre au 7 octobre, Francis Cabrel rode sur Sarbacane tour dans l'est de la France. Sa moustache et son country rock saute Sud-Ouest passeront par Strasbourg, Montbéliard puis Lyon.

Les 5 et 6 septembre, au Palais des congrès de Strasbourg ; le 7 au Parc des expositions de Montbéliard, et les 8 et 9 septembre au Transbordier de Lyon.

La sélection « Musiques » a été établie par :

Alain Lompech « Jazz » :

Francis Marmande « Rock » :

Thomas Sottiel

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
s'associe au
FESTIVAL BERLIOZ LYON

BENVENUTO CELLINI
les 16, 20, 23, 26 et 28 Septembre 1989
et le 1^{er} Octobre 1989

CHOROS
Création mondiale de Gilbert Amy
et
HAROLD EN ITALIE
les 29 et 30 Septembre 1989

REQUIEM
les 22 et 24 Septembre 1989

SYMPHONIE FANTASTIQUE
le 17 Septembre 1989

ROMEO ET JULIETTE
le 1^{er} Octobre 1989

RESERVATIONS :
LYON 76 60.85.40 - PARIS 42 80.25.78

SAUVILLE

plaire

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dû vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artachwager
Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'André Breton, à New York, décide de réaliser quelques meubles sur le mode constructiviste. De là à concevoir des sculptures-méubles, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, rue de la Chapelle, 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Egypte - Egypte
Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Palais de la Culture, salle d'Art et d'Architecture, 23, quai Saint-Bernard, Paris. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 20 mars. 35 F.

Jean Fautrier
En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des *Otages*, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Histoires de musée
De Jean-Michel Albéro à Jean-Luc Vilmouth, en passant par Boltanski, Combes, Laviot, Sarkis et Toroni, 22 artistes proposent, à tous les étages du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, des œuvres conçues en regard des collections, des salles, du bâtiment. C'est l'occasion de revisiter l'histoire de l'art du Petit-Wilson en passant de retrouver son architecture d'origine, où la *Danse* de Matisse restaurée est désormais présentée au mieux, où les collections historiques ont été réorganisées.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Wifredo Lam
Ventes de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admiraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Loeb, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! EST nègre ! ».

Musée de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris. Tél. : 40-22-87-80. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

« La Traversée de Paris »
Quatre siècles de l'histoire de la capitale avec un casque sur les oreilles à la mode Chénier. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'émouvant documentaire de Romain Goupil *Je ne me souviens pas*, qui retrace, images médées à l'appui,

SÉLECTION

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dû vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Le cabinet des curiosités de la bibliothèque Sainte-Genève
Voir notre photo légendée.

Bibliothèque Sainte-Genève, 10 place du Parthéon, Paris. Tél. : 43-28-51-00. Tous les jours sauf dimanche de 14 h à 18 h. À partir du 18 septembre et jusqu'au 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Journées portes ouvertes dimanche 17 de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre 1989.

Les Envois de Jacques Lartigue
Prie par un lutin émerveillé qui volait sur les ailes du temps, quatre-vingt-cinq clichés retraçant les débuts de l'aviation.

Grand Palais, galerie nationale, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Etienne, Paris. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

Métal, Hommes et Dieux
Comment les hommes, depuis 6000 ans, ont magnifié le métal, cuivre, or, argent, bronze. Une exposition composée de pièces rares provenant d'une douzaine de grands musées et trésors de cathédrales.

Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris. Tél. : 40-58-54-38. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Or et Couleur
Pâtisserie opulente ou pauvre liguette de bois clair, grand ou même démesuré, le cadre tient le second rôle nécessaire de toutes les expositions. Cette fois-ci, il est en haut de l'affiche.

Musée d'Orsay, quai d'Austerlitz, France, place Henri-De-Montherlant, Paris. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 9 h à 18 h, jeudi de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 24 septembre. 23 F (billet d'accès au musée).

Traffic d'influences
Le savant et célèbre collectionneur de monnaies grecques Joseph Pellerin rangeait ses trésors dans deux splendides armoires au décor inspiré de l'extrême-Orient. Les voici restaurées et présentées entourées d'objets, pour donner une idée de l'influence de la Chine dans le goût français des dix-septième et dix-huitième siècles.

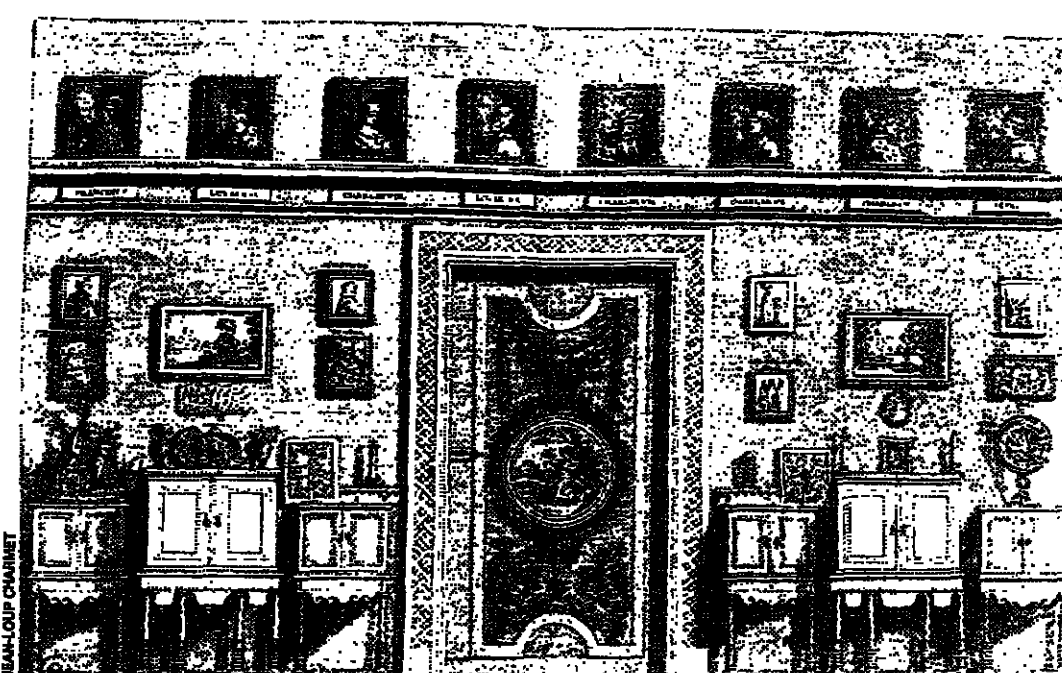
Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 55, rue de Richelieu, Paris. Tél. : 47-03-83-30. Tous les jours de 13 h à 17 h. Jusqu'au 12 novembre. 20 F.

RÉGIONS

Le Cateau-Cambrésis

Matisse

Branches de grenadier, de pêcher, de citronnier, de carotte, jonquilles, tulipes, capucines, feuilles de chêne, de cinéraire, de vigne... Matisse aimait les fleurs. Ses appartements nippés en



JEAN-LOUIS CHAMET

étaient pleins. Et il les dessinait de son trait incomparable.

Musée Matisse, palais Fénélon, 55300. Tél. : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (de dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures). Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 septembre.

Colmar
Hartung
Une exposition consacrée aux années de jeunesse du peintre, à sa découverte, au début des années 20, des maîtres du passé tels Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement dans le même temps qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-42-89-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

La mémoire des siècles
Tout près du musée d'Unterlinden, l'église des Dominicains abrite la *Vierge au bûcher* doré de Martin Schongauer, et, pour quelque temps, les plus beaux manuscrits, les plus précieux incunables de la plume du Rhin : au total deux cents ouvrages, parmi lesquels des codes et évangéliques du Moyen Âge, sont présentés. Ainsi qu'un aperçu de toutes les formes d'écriture depuis mille ans, jusqu'aux imprimantes laser.

Eglise des Dominicains, 68000. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 novembre.

Deoules
Couronnes du monde
Du diadème de Toutankhamon à la couronne portée par Charles I^{er} d'Autriche en 1916, près de deux cents œuvres-chefs d'or, d'argent et de pierres précieuses racontent l'histoire de la couronne, parure sacrée, insigne d'un pouvoir religieux ou politique. Une exposition animée, non sans humour, comme la plus révolutionnaire du Biscuit.

Centre culturel, abbaye de Deoules, 21, rue de l'Église, 28224. Tél. : 98-25-94-38. De 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Lyon
Verso l'arte povera
Un regard sur l'avant-garde italienne des années 60, juste avant que l'on parle d'« art pauvre » à propos des œuvres de Mario Merz, Pio

toletti, Boetti, Koneffis et bien d'autres.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 4^e niveau, 69001. Tél. : 78-42-27-39. De 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Dan Flavin
Prêtées par le grand collectionneur italien d'art contemporain Giuseppe Panza, les œuvres au néon de Flavin emplissent tous les étages du musée. L'effet est garanti, car cet Américain sait bien manipuler la couleur-lumière.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-56. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Quimper
Jean Verkade
Ce Hollandais que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi oblique », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique et se fit moine au couvent de Beuron. La rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, rue Saint-Corentin, 29000. Tél. : 98-96-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 octobre.

Marcelle
Edward Hopper
En une trentaine de tableaux accompagnés d'aquarelles, de dessins, de gravures, un très grand peintre américain de l'entre-deux-guerres, réaliste si l'on veut, mais certainement pas aussi régionaliste qu'on a pu le dire.

Musée Cantini, 19, rue Grignon, 13006. Tél. : 91-64-77-76. De 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 septembre.

Meymac
Markus Lüpertz
Une rétrospective, la première en France de cet artiste allemand, plus classique qu'on ne le croit. Près de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés sous un titre qui intrigue : « Le Dithyrambe, et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bûcher, 18250. Tél. : 96-96-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures.

Nancy
Les cires habillées nancéiennes
De cire et d'étoffe, des images de dévotion un peu précieuses et mondaines, que les amateurs d'art populaire négligent souvent, leur prêtèrent les ex-votos plus rustiques.

Chapelle des Cordeliers, Grande-Rue, Nancy. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 24 septembre.

Nantes
Soulages
Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désor-

Rochechouart

Aloïse

C'est une des plus grandes figures de l'art brut. Inter-née en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbar, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman

Collection Panza, suite (voir Lyon). Cette fois il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierres évoquant des rituels préhistoriques de l'un, corridors de choc engendrant le malaise de l'autre. Soit deux orientations fondamentalement différentes de l'art des années 70.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-83-55-58. De 10 heures à 19 heures. Le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Strasbourg

Les bâtisseurs de cathédrales

Si beaucoup de livres ont été consacrés à la construction des cathédrales, aucune exposition n'avait encore tenté de regrouper le matériel expliquant leur conception et leur réalisation, si ce n'est, peut-être, sous forme de documents photographiques. La grande exposition qui s'ouvre à Strasbourg réunit des colonnades montrant les chantiers, des outils de maçon et de tailleur de

Pierre, et surtout plus de quarante dessins d'architecture du treizième au quinzième siècle. Provenant de toute l'Europe, ces dessins ont parfois trois ou quatre mètres de haut.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-96. De 11 heures à 18 heures. Le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Du 2 septembre au 28 novembre.

Thouars

Oïron à nouveau

Extraits d'une énorme collection publique rarement exposée, celle du Fonds national d'art contemporain, les œuvres de seize artistes (Bertrand, Bouillon, Coignat, Cragg, Grand, Rinko...) se partagent pour plusieurs mois les pièces d'un très beau château du dix-septième siècle, dont la restauration est en cours. A découvrir absolument.

Château d'Oïron (12 kilomètres de Thouars), 78100. Tél. : 49-98-57-42. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

Tours

Panamarenko

L'artiste, un rêveur déguisé en scientifique, est l'auteur de belles machines silencieuses. A Tours, il présente notamment le dernier « moteur » qu'il a conçu pour son *Voyage aux étoiles*.

Centre de créations contemporaines, rue Racine, 37000. Tél. : 47-66-50-00. De 14 heures à 19 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 25 septembre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breuerotte, Philippe Dagen, Bénédicte Mathien, Patrick Rogiers.

CHAILLOT 89/90

LAPIN-CHASSEUR, MACHA MAKEIEFF, JÉRÔME DESCHAMPS
7 SEPTEMBRE - 6 OCTOBRE
HORACE, CORNEILLE, HEINER MÜLLER, BRIGITTE JAQUES
4 OCTOBRE - 11 NOVEMBRE
LORENZACCIO, MUSSET, JOSÉ-MARIA FLOTATS
18 ET 19 OCTOBRE
LE MISANTHROPE, MOLIÈRE, JOSÉ-MARIA FLOTATS
21 ET 22 OCTOBRE
LE BOURGEOIS GENTILHOMME, MOLIÈRE, JÉRÔME SAVARY
8 NOVEMBRE - 31 DÉCEMBRE
LE FIDELLE, LARIVEY, JEAN-MARIE VILLÉGER
6 DÉCEMBRE - 27 JANVIER
MACBETH, SHAKESPEARE, MATTHIAS LANGHOFF
8 FÉVRIER - 17 MARS
LE MALADE IMAGINAIRE, MOLIÈRE, HANS PETER CLOOS
14 FÉVRIER - 24 MARS
ZAZOU, JÉRÔME SAVARY
24 AVRIL - 30 JUIN
ELVIS, SERGE VALETTI, CHARLES TORDJMAN
17 MAI - 30 JUIN

THÉÂTRE DES ENFANTS-MARIONNETTES
DANSE - CONCERTS - CINÉMA - APÉRITIFS CONCERTS

ABONNEMENTS 3 SPECTACLES OU PLUS
ABONNEMENTS PROVINCE 2 SPECTACLES OU PLUS

RENSEIGNEMENTS/LOCATION 47 27 81 15
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1 PLACE DU TROCADÉRO, 75116 PARIS

France Inter

JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT LA BROCHURE CHAILLOT 89/90
NOM _____
ADRESSE _____
A RENVoyer AU T.N.C. 1 PLACE DU TROCADÉRO, 75116 PARIS

MUSEE RODIN
77, rue de Varenne (7e) - M° Varenne
TONI GRAND
Installation présentée dans les jardins du musée
T.L.J., sauf lundi, 10 h / 17 h 45, 28 juin, 17 septembre

هذا هو الأصل

ANNIVERSAIRE

1792, LA BATAILLE DE VALMY

La grande parade

Comment célébrer une bataille sans tomber dans la reconstitution à grand spectacle ? Patrick Bouchain a inventé une promenade-spectacle-méditation à travers bois et champs. Avec char à bœufs et hélicoptères de combat...

Il pleuvait fort en Champagne le 20 septembre 1792. Il pleuvait si fort que les boulets lancés par les canons du duc de Brunswick, qui s'employait à envahir la France et rétablir l'autorité de Louis XVI, s'enfonçaient dans les flaques et la boue sans exploser. Cette bienheureuse circonstance sauva la vie de nombreux volontaires de l'armée commandée par Dumouriez, aida à la victoire de Valmy et permit donc à Goethe, qui se trouvait là, de prononcer une phrase à la Malraux : « De ce lieu et de ce jour, date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. » (1) Que la phrase ait été véritablement prononcée ce soir-là, au coin d'un champ trempé, est cependant douteux, le poète ayant été le seul témoin de son illumination prophétique.

Elle n'en figure pas moins dans tous les dictionnaires et dans le dossier de presse de « Naissance d'une Nation », cérémonie commémorative de la bataille. Comment n'y figurerait-elle pas d'ailleurs puisque c'est bien de fêter une « ère nouvelle » qu'il s'agit, être conquérante et républicaine ? Le lendemain du combat, le 21 septembre 1792, la République fut déclarée à Paris, République née de la canonnade, et Valmy devint légende. Voilà pourquoi, à l'initiative du ministère de la défense, auront lieu du 16 au 24 septembre, sur le champ de bataille, de martiales cérémonies. Le cent quatre-vingt-dix-septième anniversaire de Valmy doit être glorieux, spectaculaire et symbolique.

Soit. Le principe arrêté reste la grande difficulté : comment faire, que faire ? Un défilé militaire ? On aurait protesté contre ce 14 Juillet-bis transporté dans la Marne. Une reconstitution ? On y a songé. Déguisés les uns en Prussiens fatigués, les autres en volontaires déguenillés et enthousiastes, les conscrits auraient fait assurément merveille. Mais l'affaire était malcommode : il fallait des costumes, des canons d'époque et, pour faire vrai, des arènes et de la brume. Autre danger : les fastes de la République auraient ressemblé au tournage d'un téléfilm et leur dignité aurait pâti de l'ambiguïté. Dernier argument, définitif celui-ci, lancé par Jean-Pierre Chevènement : une reconstitution, aujourd'hui, c'est « ringard ». « Il vaut mieux du moderne », a ajouté le ministre, qui s'est déclaré convaincu qu'il faut être de son temps.

LE MOULIN DE VALMY EST UN FAUX. EH OUI !

Pas de bicorne donc, pas de canonnade aux fumigènes. Alors quoi ? Le paysage de Valmy n'a pas de ces beautés naturelles qui attirent le regard. Du plateau où était posté Kellermann, on ne voit que le village en contrebas — une église, quelques fermes, — une voie ferrée sacrilège dans sa tranchée, plusieurs petits bois peu épais et d'immenses étendues labourées. Rien de touristique. Les monuments que le dix-neuvième siècle n'a pas manqué de déposer de-ci de-là ne suffisent pas à égayer l'endroit, en dépit de leur variété. On dénombre une statue en bronze de Kellermann le sabre en main — avec socle de pierre et canons aux angles — inaugurée en 1892, deux monuments offerts par les républicains sud-américains en mémoire de Bolívar et de Miranda et une chapelle funéraire de brique rouge façon corinthe à parements de faïence bleu azur façon salle de bains. Cet intéressant édifice perpétue le souvenir de la princesse de



La bataille de Valmy vue par Jean-Baptiste Manzeisse (1784-1844).

Ginetti, « arrière-petite-fille du général Kellermann et bienfaitrice de la commune », précise une plaque.

Il y a bien encore le moulin de Valmy, le plus célèbre moulin de France après celui de Daudet. Mais le moulin de Valmy est un faux. Et un faux qui a l'air faux. Le vrai, ou ce qu'il en restait, avait été classé monument historique, mais la foudre y a mis le feu et il a brûlé. Il a fallu bâtir promptement un nouveau moulin en planches, dont les ailes ne peuvent pas tourner, un moulin qu'aucun boulet jamais ne frôla, un simulacre de moulin, chef-d'œuvre du post-moderne.

N'ayant donc ni curiosités naturelles ni monuments dont tirer parti, un fantôme de monument comme décor et pour directive de mêler « moderne » et symbolique, Patrick Bouchain, l'organisateur des fastes, a eu deux idées. Puisqu'on ne ferait pas manœuvrer de soldats, on ferait manœuvrer les spectateurs. Et puisqu'il fallait renouveler le genre commémoratif, on inviterait des artistes contemporains. Résultat : une promenade à surprises d'un stand symbolique à un autre, chacun étant l'œuvre de l'un des quatre paysagistes-décorateurs français invités, Sarkis, Buren, Leccia et Vilmoth, avec la participation musicale de René Koering et celle du théâtre équestre Zingaro. Il en coûtera 15 millions de francs, 10 à la charge de la défense, 5 à celle de la culture. A visiter le chantier, à écouter les explications que Patrick Bouchain donnait à Jean-Pierre Chevènement et Jack Lang venus le 21 août inspecter les travaux, une évidence s'impose : il y aura du spectacle dans les labours.

Le visiteur des représentations publiques, qui sera bien avisé de se chauffer en conséquence — des tenns,

pas des escarpins, et des cuissardes, s'il pleut... — devra parcourir à pied un kilomètre et demi, de l'orée d'un petit bois jusqu'au triste faux moulin. Premier épisode : la traversée du bois, qui serait l'un des rares éléments du paysage de 1792 demeuré intact. Jusqu'au mois de juillet, ce bosquet n'était traversé de sentiers. Grâce aux efforts d'un régiment du génie, il est muni désormais d'un chemin à la mesure des colonnes de commémorateurs qui doivent s'y presser — colonnes de huit cents personnes, promet-on. Avec un talent qui a provoqué l'enthousiasme du ministre, les sapeurs ont tracé une route sinueuse entre les chênes et les anémones et l'ont reconverte des plus blancs des gravillons qui se puissent voir. C'est admirablement fait. Anglais presque.

Le long de cette voie, le sculpteur Sarkis a imaginé de disposer douze « autels » célébrant douze batailles où, comme à Valmy, le droit et la justice ont triomphé du mal. On ne sait pas encore quelles seront ces batailles, ni quel air auront ces « autels », ni quelle musique ils diffuseront, car ce seront des « autels » sonores. Sarkis, qui craint avec raison les orages de fin août, ne les disposera qu'au dernier instant.

CE SERA BEAU COMME AU VIETNAM

Il y a un risque cependant à laisser circuler une escouade de spectateurs seuls dans ce bois. Il se trouvera des sportifs pour changer la promenade en cross-country, des rêveurs pour s'égayer dans les buissons et des enfants pour traîner à l'arrière, toutes irrégularités nuisibles à l'ordonnance de la colonne.

Afin de les prévenir et de déterminer une allure d'ensemble, on a inventé de placer en tête, avec interdiction de le dépasser, non pas un guide ou un peloton de légionnaires, mais un char en bois. Un vrai char comme il n'y en a plus dans nos campagnes, tiré par deux bœufs bien rustiques, deux bœufs comme dans le poème « J'ai deux grands bœufs dans mon étable... ». Ces bestiaux vont naturellement à un pas très lent. Ils iront d'autant plus lentement, ces nobles symboles de la vie champêtre, que, dans la charrette, il y aura des cloches. Pourquoi des cloches ? Peut-être en hommage aux cloches de Valmy qui sonnèrent durant la bataille pour donner du cœur au ventre aux Français. Quant aux retardataires, que les bœufs auraient semés, il y aura en queue de procession des véhicules électriques — non pollués — pour les aider. C'est ce que dans le Tour de France on dénomme la voiture-balai.

Précédée par le tandem bovin, suivie par les voitures à piles, la colonne sortira enfin du bois et se trouvera sur le plateau. Et là que verra-t-elle ? Rien. C'est le trait de génie de Daniel Buren, auquel ce deuxième épisode a été confié. Puisqu'il y a un panorama, l'homme du Palais-Royal le masque. Sur des poteaux, artistiquement ripolinés et plantés par les sapeurs, il tend des hectomètres de tissu dessinant un couloir de plein air. Dans l'étoffe, de temps à autre, une fenêtre est découpée, qui permet d'apercevoir le

clocher du village et les collines. « Combien de fenêtres ? », a demandé Jean-Pierre Chevènement, que l'idée d'un labyrinthe de drap avait rendu songeur. « Au moins quinze », a répondu l'artiste, et le ministre a été réconforté.

S'étant donc pressée aux baies de Daniel Buren et accumulée entre les parois de toile — Dieu fasse que le vent modère son souffle, sinon... — la procession sera conduite par une sorte d'entonnoir inversé jusque devant un long rideau rouge de théâtre. Elle s'arrêtera. Le rideau se lèvera. Féerie : sur la route, devant la foule stupéfaite et ravie, passeront au galop une centaine de chevaux fournis et dressés par le théâtre Zingaro. Le vacarme des sabots sur le macadam sera martial et entraînant. De l'autre côté de la route, une fois le torrent des cavaliers passé, un détachement de la garde républicaine exécutera promptement un carrousel.

Puis les cavaliers se retireront, la foule avancera sur l'herbe et elle découvrira les deux dernières attractions : le grand manège et la grande roue. Le manège est organisé par Ange Leccia à l'aide de vingt hélicoptères de combat. Leccia, qui a sans doute vu Apocalypse now et Rambo III, a voulu que les hélicoptères s'élèvent au-dessus du bois où se cachait l'avant-garde prussienne. Il y aura des fumigènes, des fusées, des pétards dans les buissons. Ce sera beau comme au Vietnam, on espère.

Le 16 septembre, en présence de François Mitterrand, ce théâtre céleste pyrotechnique sera complété d'un concert composé par René Koering en associant fanfares militaires et ordinateurs de Xenakis, et suivi par la présentation solennelle des drapeaux de tous les régiments français ayant combattu à Valmy. Le président de la République inscrira le nom de la bataille sur les étendards.

Les jours de représentation « ordinaire », le ballet des hélicoptères fera office de bouquet final. Cette vrombissante parade finie, les spectateurs ébahis pourront atteindre le moulin, qui sera flanqué de quatre tables d'orientation et d'une grande roue foraine, une vraie, de trente-cinq mètres de haut, réquisitionnée par Jean-Luc Vilmoth pour symboliser la liasse populaire. « Elle sera plus petite que celle des Tuileries », a précisé Jack Lang. On ne sait pas d'ailleurs si elle pourra fonctionner.

Sur le chemin du retour, les huit cents spectateurs traverseront le campement de la garde républicaine, campement « à l'ancienne », avec maréchal-ferrant et fours à pain de campagne. Ils pourront même manger le pain et une soupe aux choux.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Richard Heffron fera revivre ce moment historique — et bien d'autres ! — dans les *Années terribles*, deuxième partie du film *La Révolution française* (sortie le 22 novembre). La première partie, *Les Années lumineuses*, tournée par Robert Enrico sortira le 25 octobre.



Goethe à Valmy : « Vite ! une petite phrase. »